

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/30052]

12 DECEMBRE 2018. — Décret-programme portant diverses mesures relatives à l'organisation du Budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, à l'Enfance, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociales, aux Bâtiments scolaires, au financement des Infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en oeuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants. — Erratum

Dans le Décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du Budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, à l'Enfance, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociales, aux Bâtiments scolaires, au financement des Infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en oeuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants publié au *Moniteur belge* du 15 janvier 2019 à la page 2932, dans l'article 48, § 1^{er}, alinéa 2, 5^o, les mots « du XXX » sont supprimés.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/30052]

12 DECEMBER 2018. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake de regeling van de begroting en van de boekhouding, de begrotingsfondsen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van infrastructuur voor de Cité des métiers van Charleroi, de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten. — Erratum

In het programmadecreet van 12 december 2018 houdende verschillende maatregelen inzake de regeling van de begroting en van de boekhouding, de begrotingsfondsen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van infrastructuur voor de Cité des métiers van Charleroi, de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 2019, bladzijde 2940, in artikel 48, § 1, tweede lid, 5^o, worden de woorden "van XXX" geschrapt.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/30089]

30 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant le modèle de contrat de service d'assainissement industriel et modifiant diverses dispositions du Code de l'Eau et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le livre II du Code wallon de l'Environnement, constituant le Code de l'Eau, les articles D. 260, § 3, inséré par le décret-programme du 12 décembre 2014, D. 263, § 1^{er}, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2013, D. 278 inséré par le décret-programme du 12 décembre 2014 et modifié par le décret du 23 juin 2016 et D. 338, § 1^{er};

Vu le décret-programme du 12 décembre 2014, l'article 100, alinéas 2 et 3;

Vu la partie réglementaire du livre II du Code wallon de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le protocole d'accord, signé en date du 21 mars 2018 entre la Région wallonne, la SOFICO et la S.P.G.E., relatif au partenariat des services publics dans le cadre des travaux de collecte des eaux usées résiduelles sous les routes régionales;

Vu le rapport du 20 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en oeuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 juin 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 juin 2018;

Vu l'avis du pôle « Environnement », donné le 14 septembre 2018;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 18 septembre 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 26 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'article D.338 du Code de l'Eau trouve à s'appliquer au transfert pour cause d'utilité publique de propriété de canalisations sous le domaine des voiries régionales;

Considérant l'accord rendu par le Conseil d'administration de la S.P.G.E. en date du 18 juin 2018 sur le projet de cession d'égouts, conformément aux dispositions de l'art D338 du Code de l'Eau;

Considérant que le transfert de la Région wallonne à la S.P.G.E. se fera par tronçon d'égout après repérage, caractérisation et validation de la fonctionnalité de la canalisation existante afin d'en faciliter la gestion ultérieure;

Considérant que le transfert est essentiellement une organisation entre les services de la Région wallonne (DGO 1 et SOFICO), de la S.P.G.E. et de la commune dans le cadre du contrat d'égouttage;

Considérant que la commune est l'autorité compétente pour autoriser le raccordement selon le Code de l'Eau;

Considérant l'utilité publique de la cession qui s'opérera par la conclusion d'une convention entre la Région wallonne et la S.P.G.E. pour chaque tronçon, après reconnaissance du statut de l'égout et établissement de l'état de celui-ci;

Considérant la répartition des rôles entre la Région wallonne, la S.P.G.E. et les communes et le financement de l'égouttage par le biais du contrat d'égouttage permettant à la S.P.G.E. et à la commune d'intervenir pour la réhabilitation et à la commune d'entretenir les égouts;

Considérant que la reconnaissance du statut de l'ouvrage et la cession du droit réel permettent d'améliorer la coordination de l'égouttage et la gestion des chantiers;

Considérant que pour l'entrée en vigueur effective du contrat de service industriel au 1^{er} janvier 2020 pour les établissements existants, il est nécessaire que le modèle de contrat soit approuvé pour le 1^{er} janvier 2019 et que le contrat soit signé durant l'année 2019;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de la partie réglementaire du livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau*

Article 1^{er}. Dans la partie III, titre I^{er}, chapitre V, de la partie réglementaire, du livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, il est inséré un article R. 273bis, rédigé comme suit :

« R. 273bis. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon autorise la cession à titre gratuit, pour cause d'utilité publique, d'un droit réel de propriété, en ce compris une servitude de passage et un droit de construire, de la Région wallonne à la S.P.G.E. sur les canalisations d'égouts ainsi que sur toute parcelle de son domaine utile à l'exercice des missions de la S.P.G.E. et de la commune, conformément au modèle de convention repris en annexe XXXIX.

§ 2. La commune, sur le territoire de laquelle la canalisation est cédée à S.P.G.E., est titulaire d'un droit d'usage sur celle-ci.

§ 3. Avant toute cession, un repérage et une caractérisation de la canalisation sont effectués par les services de la Région wallonne ou de la S.P.G.E. dans le respect du protocole établi par ces institutions.

La Région wallonne garantit l'éviction de la S.P.G.E. et de la commune concernant les droits cédés.

Les obligations nouvelles générées par l'exercice des droits cédés par la Région wallonne sont à charge de la S.P.G.E. et de la commune dans le cadre des modalités du contrat d'égouttage visé à l'article R. 271.

§ 4. La Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie et la S.P.G.E. sont autorisés à échanger et à utiliser toutes les données nécessaires à la gestion des ouvrages d'assainissement des eaux et des voiries.

§ 5. La convention reconnaissant le statut de l'ouvrage et le transfert du droit réel peut être signée par le Directeur général de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie. ».

Art. 2. Dans l'article R. 278, § 1^{er}/1, alinéa 4, du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les mots « et de la commune » sont insérés entre les mots « avis de l'organisme d'assainissement compétent » et les mots « , des impositions particulières accompagnant la dispense. ».

Art. 3. Dans l'article R. 281, alinéa 4, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les mots « et de la commune » sont insérés entre les mots « avis de l'organisme d'assainissement compétent » et les mots « , des impositions particulières accompagnant la dispense. ».

Art. 4. Dans l'article R. 289, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les mots « dans les septante cinq jours » sont remplacés par les mots « dans les nonante jours ».

Art. 5. Dans l'article R. 304-4 du même Code, § 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2017, le septième tiret, commençant par les mots « - s'assurer de disposer en permanence », est abrogé.

Art. 6. Dans l'article R. 307 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

« § 2. L'exploitant dispose du libre choix du prestataire d'entretien. Ce dernier dispose des équipements nécessaires à la réalisation des prestations obligatoires d'entretien et d'une connaissance du système d'épuration individuelle concerné.

Ce prestataire s'enregistre auprès de la S.P.G.E. via l'application dédiée à cet effet disponible sur le site www.spge.be/gpaa. Pour que cet enregistrement puisse être recevable, il s'accompagne d'une note descriptive sur les moyens et les références en matière de connaissance des systèmes d'épuration individuelle dont dispose le prestataire. ».

Art. 7. L'article R. 323 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016, est complété par un 6°, rédigé comme suit : « 6° le relevé : la mesure réalisée par un laboratoire agréé pour le compte de l'Administration ou de la S.P.G.E.. ».

Art. 8. Dans la partie III, titre II, chapitre IV, section 3, sous-section 2, du même Code, l'intitulé du sous-titre « A. Prélèvement d'échantillons et campagnes de relevés », inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016, est remplacé par ce qui suit : « A. Prélèvement d'échantillons et campagnes de surveillance ».

Art. 9. A l'article R. 334 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , le cas échéant, » sont insérés entre les mots « ainsi que » et les mots « la charge toxique N5 »;

2° à l'alinéa 3, les mots « N1, » sont insérés entre les mots « Les charges polluantes » et les mots « N2, N3 N4 »;

3° à l'alinéa 3, les mots « , le cas échéant, » sont insérés entre les mots « ainsi que » et les mots « la charge polluante liée au degré de toxicité ».

Art. 10. Dans la partie III, titre II, du même Code, il est inséré un chapitre *IVbis*, comportant les sections 1^{er} à 3 et les articles R. 336/1 à R.336/7, rédigé comme suit :

« Chapitre *IVbis*. - Etablissement du coût d'assainissement industriel relatif au déversement des eaux usées industrielles

Section 1^{re}. — Généralités

Art. R. 336/1. Pour les entreprises liées par un contrat d'assainissement industriel, les conditions visées aux articles R. 332 à R. 336 sont applicables pour l'établissement du coût d'assainissement industriel. Dans ce cadre, les compétences de l'Administration sont dévolues à la S.P.G.E..

Art. R. 336/2. Les montants du coût véritable d'assainissement industriel et du coût d'assainissement industriel exprimés en euro sont arrondis au cent supérieur.

Art. R.336/3. § 1^{er}. Le Ministre fixe les facteurs techniques de conversion, le procès-verbal type de prélèvement, le bulletin d'analyse et les révisions des tarifs unitaires.

§ 2. Le redevable communique à la S.P.G.E. les obligations et droits qui découlent de son permis d'environnement relatifs à la partie liée aux eaux usées.

§ 3. A la demande du redevable, l'Administration peut effectuer une vérification du calcul de la taxe réalisée par la S.P.G.E.

§ 4. Les données concernant les eaux industrielles transmises à la S.P.G.E. sont mises à disposition de la Région wallonne conformément à l'article D. 278, § 6.

Section 2. — Echantillonnages, relevés et déclaration

Art. R. 336/4. Pour la détermination du coût assainissement industriel, chaque année, pour le 31 mars au plus tard, l'entreprise communique à la S.P.G.E. le formulaire de déclaration fixé par le Ministre.

Art. R. 336/5. § 1^{er}. Pour la détermination des valeurs moyennes réelles des paramètres du calcul, l'entreprise liée par contrat d'assainissement industriel procède à des échantillonnages asservis au débit des eaux usées industrielles déversées pendant une période d'au moins vingt-quatre heures et selon une fréquence d'échantillonnage minimale détaillée à l'annexe XL. Lorsque le permis d'environnement ou la condition sectorielle applicable au déversement des eaux usées prescrit une fréquence d'échantillonnage plus élevée, cette dernière est appliquée.

§ 2. Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé, aux frais du redevable et sont jointes à la déclaration que le redevable fournit à la S.P.G.E.. Le laboratoire agréé envoie directement, par voie électronique à la S.P.G.E., une copie du rapport d'analyse pour chaque prélèvement et de toutes remarques techniques et diverses attestant de la régularité des opérations de prélèvement et utiles à la bonne interprétation des résultats.

Les modalités de réalisation d'échantillonnage sont celles prévues aux articles R. 326 et R. 327. Pour l'application de ces dernières dispositions, la S.P.G.E. peut exercer le rôle de l'Administration.

§ 3. Si, en accord avec la S.P.G.E., le redevable choisit de déclarer les valeurs maximales qui figurent dans le permis d'environnement, il n'est pas tenu de réaliser de campagne de surveillance. La concentration en nitrate déclarée ne peut pas être la valeur maximale qui figure dans le permis d'environnement.

§ 4. La S.P.G.E. peut effectuer ou faire effectuer, à ses frais et de manière inopinée, une mesure de débit et un prélèvement pour analyse. Les résultats sont communiqués au redevable et à la S.P.G.E. et ne sont pas comptabilisés dans la fréquence d'échantillonnage prescrite au redevable en application du paragraphe 2.

Le point de prélèvement sera identique à celui utilisé pour les analyses liées à la surveillance ou, à défaut, à l'endroit accessible et approprié avant le réseau de collecte.

Les relevés sont pris en compte dans le calcul du coût-vérité assainissement industriel et sont repris par le redevable dans le formulaire de déclaration.

§ 5. Lors de la réalisation du relevé mentionné au § 4, le redevable fournit à la S.P.G.E. l'ensemble des informations permettant de remplir le formulaire de prélèvement ainsi que le bulletin d'analyses définis par le Ministre.

Section 3. — Etablissement du coût d'assainissement industriel en l'absence d'informations fournies par l'entreprise

Art. R. 336/6. § 1^{er}. Lorsque, pour un rejet, les valeurs de paramètres repris dans la formule de calcul visée à l'article D. 262 ne sont pas connues de la S.P.G.E. et ne peuvent être évaluées par elle au départ des éléments d'appréciation dont elle dispose, ou si la détermination fiable des valeurs moyennes réelles des paramètres se heurte à des difficultés d'ordre technique ou économique, la S.P.G.E. calcule la charge polluante sur base d'une formule simplifiée conformément au paragraphe 2.

§ 2. Pour chaque rejet, sur base de la valeur de débit fournie par l'entreprise, ou à défaut, obtenue en application de l'article D. 260, la S.P.G.E. calcule le coût-vérité assainissement industriel au moyen de la formule de tarif unitaire telle que fixée en annexe LVII ainsi que l'équivalent de taxe selon la formule simplifiée de la charge polluante telle que fixée aux articles D. 265 et D. 266, selon le secteur d'activités.

Art. R. 336/7. § 1^{er}. Lorsque, pour un rejet, l'entreprise ne fournit aucune donnée ou que sa déclaration en vertu de l'article D. 260, § 3, est incomplète, la S.P.G.E. peut, soit :

1° faire procéder à un relevé qui sert au calcul du coût-vérité assainissement industriel et de la taxe sur base de la formule complète;

2° réaliser une mesure de débit avec une mesure des paramètres utiles et calculer le coût-vérité assainissement industriel et la taxe selon la méthode fixée à l'article R.336/6, § 2;

3° fixer le coût assainissement industriel afférent à ce rejet correspondant à celui de l'année précédente;

4° fixer le coût assainissement industriel médian afférent à l'ensemble des établissements du secteur d'activité de l'établissement.

§ 2. Les frais d'analyse dont mention au paragraphe 1^{er} sont portés à charge du redevable.

§ 3. En l'absence de communication des données ou en cas de communication incomplète de celles-ci, le coût calculé sur base de la méthode mentionnée ci-dessus est multiplié par un coefficient dont la valeur est établie à l'article 11.1 de l'annexe LVII. ».

Art. 11. Dans l'article R. 378 du même Code, le deuxième paragraphe est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les charges polluantes N1 sont calculées séparément par point de rejet.

A cette fin, le débit moyen journalier est réduit en proportion inverse de l'augmentation fictive du nombre de jours de déversement. La charge polluante globale N1 s'obtient en additionnant les charges polluantes correspondantes de chaque point de rejet, déterminées suivant la formule définie à l'article 262 de la partie décrétable. ».

Art. 12. L'article R. 401, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, est complété par la phrase suivante :

« Le droit à la prime prend fin en même temps que le délai pour la demande de liquidation et au plus tard deux ans après la fin des travaux. ».

Art. 13. A l'article R. 402 du même Code, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, du 6 novembre 2008, du 23 novembre 2016 et du 1^{er} décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le montant de la prime, pour une première installation d'un système d'épuration individuelle, s'élève, pour la première tranche de cinq équivalent habitant, EH, à 1.000 euros pour les systèmes agréés en vertu des dispositions de la section 1/1 du présent chapitre.

Le montant de la prime est majoré de :

1° 350 euros par équivalent-habitant supplémentaire;

2° 150 euros pour la réalisation d'un test de perméabilité du sol en vue d'une infiltration dans le sol;

3° 500 euros lorsque, à l'issue du test de perméabilité, l'évacuation des eaux épurées s'effectue par un des modes d'infiltration dans le sol, autorisés par les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à l'exclusion du puits perdant;

4° 700 euros pour l'installation d'un système extensif;

5° 2.500 euros lorsque l'habitation relève d'un point noir local reconnu selon les dispositions prévues à l'article R. 280 ou lorsque le Ministre de l'environnement impose le système d'épuration individuelle suite à une étude de zone en zone prioritaire II visée à l'article R. 279, § 3;

6° 3.500 euros lorsque le Ministre impose le système d'épuration individuelle suite à une étude de zone en zone prioritaire I visée à l'article R. 279, § 3. »;

2° au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, le mot « agréé » est abrogé.

Art. 14. A l'article R. 414 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« L'installateur prend les dispositions utiles pour que la plaquette soit fixée de manière pérenne sur le système d'épuration agréé. Il s'assure que les mentions figurant sur cette plaquette soient aisément lisibles lors des opérations de contrôle et d'entretien.

A l'expiration de l'agrément, le demandeur ou l'exploitant sous licence ayant obtenu l'agrément communique au Comité d'experts pour l'assainissement autonome le numéro de série du dernier système d'épuration individuelle bénéficiant de cet agrément. ».

Art. 15. Dans la partie réglementaire du même Code, l'annexe XXXIX, abrogée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016, est rétablie par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 16. Dans la partie réglementaire du même Code, il est inséré une annexe LVII qui est jointe en annexe 2 au présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Art. 17. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à un déversement d'eaux usées industrielles définies à l'article D. 2, 42°, du Code de l'Eau dans les eaux de surface, les égouts publics ou les collecteurs d'eaux usées, visé à la rubrique 90.10 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe LVII du livre II du Code de l'Eau visant le modèle de contrat de service d'assainissement industriel permettant à l'organisme d'assainissement agréé de donner son avis quant à la capacité d'accueillir les eaux usées dans la station d'épuration. ».

Art. 18. L'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à un déversement d'eaux usées industrielles définies à l'article D. 2, 42°, du Code de l'Eau dans les eaux de surface, les égouts publics ou les collecteurs d'eaux usées, visé à la rubrique 90.10 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe LVII du livre II du Code de l'Eau visant le modèle de contrat de service d'assainissement industriel permettant à l'organisme d'assainissement agréé de donner son avis quant à la capacité d'accueillir les eaux usées dans la station d'épuration. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 19. L'article D. 260, § 2 et § 3, du livre II du Code wallon de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 21. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 novembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 1^{re}

Annexe XXXIX du livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

Modèle de convention de cession d'égout entre la Région Wallonne, la SOFICO et la S.P.G.E.

Ce modèle met entre crochets les éléments à reprendre lorsqu'il s'agit d'une cession d'égout sous réseau régional structurant du ressort de la SOFICO en termes de gestion.

**RESEAU REGIONAL NON STRUCTURANT/[STRUCTURANT]
CONVENTION DE CESSION D'EGOUT ENTRE LA REGION WALLONNE [la
SOFICO] ET LA S.P.G.E.**

Direction des routes de District routier de

Sous-bassin hydrographique : Commune de :

.....

Référence dossier : xxx/xxxxxx

Entre, d'une part la Région wallonne (DGO-1) représentée par ,
Ingénieur(e) en Chef-Directeur des Ponts et Chaussées, Direction (District) de
..... ;

[La SOFICO, représentée par, Administrateur-délégué ;]

Et, d'autre part, la S.P.G.E., représentée par, Président(e) du Comité
de Direction et, Vice-président(e) du Comité de Direction ;

Vu le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté du 30 novembre 2018 adoptant le modèle de contrat de service d'assainissement
industriel et modifiant diverses dispositions du Code de l'Eau et de l'arrêté du 4 juillet 2002
relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au
permis d'environnement, autorisant la cession du droit réel de la Région wallonne à la
S.P.G.E. ;

Vu la convention de collaboration entre la Région wallonne et la S.P.G.E. signée le 21 mars
2018 ;

Il est approuvé ce qui suit :

1. La Région wallonne (DGO-1) [et la SOFICO] cède à la S.P.G.E. les sections de
canalisations faisant fonction d'égouts et établies le long ou sous la voirie :

RN n° : XXX

entre : *localité 1 / localité 2*

entre les BK. : *X.XXX et Y.YYY* ;

entre les coordonnées gps : X1, Y1 et X2, Y2, représentant une longueur de mètres,
comme indiqué sur le tracé repris en rouge sur les plans annexés.

2. La S.P.G.E. s'engage, suivant les modalités du contrat d'égouttage, à entretenir ces
installations et éventuellement à les renouveler exclusivement à ses frais, risques et périls.

3. A dater de ce jour, la S.P.G.E. est subrogée à la Région wallonne (DGO-1) pour tous
droits et devoirs que celle-ci assure sur lesdits ouvrages. La Région wallonne garantit
l'éviction de la S.P.G.E. et intervient pour tous litiges antérieurs à ce jour.

4. Pour autant que de besoin, la S.P.G.E. bénéficie de la servitude de passage pour
faciliter la gestion des ouvrages concernés.

5. La Région wallonne transfère à la S.P.G.E. les plans à sa disposition et repris en
annexe de la convention.

6. Les autorisations de raccordement à l'égout sont délivrées par la commune, après avis
du Service public de Wallonie (DGO-1).

Fait en double exemplaire par les parties dûment représentées à, le
..... »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 adoptant le modèle de contrat de service d'assainissement industriel et modifiant diverses dispositions du Code de l'Eau et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Namur, le 30 novembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 2

Annexe LVII du livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

Modèle de contrat de service d'assainissement industriel

Contrat n°	
Raison sociale de l'établissement	
Adresse du siège social	
Adresse de l'établissement	
Références parcelles cadastrales	
Station d'épuration concernée	
Activité industrielle (Codes NACE-Codes rejets)	

ENTRE,

La SOCIETE PUBLIQUE DE GESTION DE L'EAU, en abrégé la S.P.G.E. (S.A. de droit public) dont le siège social est établi à 4800 Verviers, Rue de la Concorde 41, inscrite au R.C.V. sous le n° 71.517 et enregistrée à la TVA sous le n° 420 651 980, représentée par

.....,

ci-après dénommée « la S.P.G.E. » ;

ET,

.....

ci-après dénommée « l'OAA » ;

ET,

.....

ci-après dénommée "l'établissement"

Considérant la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau qui prévoit notamment, à l'article 9, l'application du principe de la récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources en tenant compte notamment des effets sociaux, environnementaux et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques de la région ou des régions concernées ;
 Considérant la Directive 91/271/CEE du Conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires qui prévoit notamment la protection du personnel d'assainissement et des installations publiques d'assainissement ;

Considérant les articles D. 5 et D. 6 du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;

Considérant le Code de l'Eau, modifié par le Décret programme du 12 décembre 2014 et ses arrêtés d'application, et la législation en matière de protection de l'environnement, notamment l'article 22 du décret programme ayant pour objet le financement de la politique de l'eau au travers de l'optimisation des mécanismes de récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, en ce compris les coûts pour l'environnement et les ressources en eau, en application de la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Considérant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses arrêtés d'exécution qui définissent les valeurs d'émission des installations et activités ;

Considérant le permis d'environnement octroyé en date du ... àet dont la partie relative aux rejets d'eaux usées est annexée à la présente convention ;

Considérant le contrat de service d'épuration et de collecte conclu entre la S.P.G.E. et l'OAA ;

Considérant le modèle de contrat de service d'assainissement adopté par le Gouvernement wallon en date du

Les parties conviennent ce qui suit :

A – CONDITIONS GENERALES**Article 1^{er} - OBJET ET PRINCIPES**

La S.P.G.E. et l'OAA accomplissent une mission de service public, qui a pour objet d'assurer l'assainissement des eaux usées industrielles de l'établissement au travers des outils publics. Le présent contrat définit les modalités à caractère administratif, technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter en vue d'assurer l'assainissement des eaux usées industrielles.

Le présent contrat est conditionné à l'existence d'un permis d'environnement. Sans préjudice de dispositions légales ou réglementaires plus contraignantes ou restrictives, l'établissement s'engage à déverser des eaux usées industrielles conformes en qualité et quantité aux prescriptions relatives au permis d'environnement. Le cas échéant, il soumet ses eaux usées à un traitement préalable ad hoc.

L'établissement communique à la S.P.G.E. les informations qui découlent des droits et obligations relatives au(x) rejet(s) d'eaux usées contenues dans son permis d'environnement. Ledit document est joint en annexe 1.

L'établissement prend l'ensemble des dispositions nécessaires afin d'assurer le renouvellement de son permis d'environnement avant son échéance et communique, dès réception du permis, les informations relatives au(x) rejet(s) d'eaux usées à la S.P.G.E.. L'établissement s'engage à payer le prix déterminé conformément au présent contrat.

Article 2 - DEFINITIONS

Pour l'application du présent contrat, on entend par :

1° Administration : DGO3, soit le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement du Service public de Wallonie ;

2° Auto-surveillance : les mesures réalisées par l'établissement lui-même, au sein de ses propres équipements d'analyse, ou par un laboratoire désigné par lui ;

3° Contrôle : mesures réalisées par ou pour le compte du DPC relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement ou du Code l'Eau ;

4° Déversement : chambre de contrôle ou endroits où sont réalisés les prélèvements ;

5° DOF : Direction des Outils Financiers de la DGO3 ;

6° Etablissement : établissement exploité par une personne morale ou physique qui déverse des eaux usées industrielles au sens de l'art. D. 2, 42° du Code de l'Eau ;

7° Ministre : le Ministre ayant la politique de l'eau dans ses attributions ;

8° OAA : Organisme d'assainissement agréé ;

9° Rejet : Point de contact physique avec le milieu récepteur ;

10° Relevé : les mesures réalisées par un laboratoire agréé pour le compte de l'administration ou de la S.P.G.E. ;

11° S.P.G.E. : Société Publique de Gestion de l'Eau ;

12° Surveillance : les mesures réalisées par un laboratoire agréé pour le compte d'un établissement.

Article 3 - OBLIGATIONS DE LA S.P.G.E. ET DE L'OAA

La S.P.G.E. et les OAA s'engagent à assurer le fonctionnement des ouvrages d'assainissement conformément aux impositions de leur permis d'environnement.

La S.P.G.E. et l'OAA prennent tous les moyens adéquats pour :

1° accepter les rejets des eaux industrielles dans les limites fixées par le permis d'environnement de l'établissement concerné ;

2° assurer, pour les installations dont ils sont propriétaires ou gestionnaires, le stockage éventuel, l'acheminement, le traitement et l'évacuation des rejets dans le milieu naturel conformément aux prescriptions fixées par la réglementation applicable en la matière ;

3° informer, dans les meilleurs délais, l'établissement de tout arrêt, programmé ou non, de son système d'assainissement qui ne permet plus d'assurer pendant une période de minimum 3 jours, la réception et le traitement des eaux usées visées par la convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service. Les volumes et flux de l'établissement, fixés sur la base des données de l'auto-surveillance communiquées par l'établissement à la S.P.G.E., éventuellement validées par un relevé, non traités pendant cette période ne seront pas pris en compte dans l'assiette de facturation.

Sauf dans les cas visés à l'article D. 260, § 4, alinéa 3, du Code de l'Eau, une indemnité sera octroyée à l'établissement d'un montant égal aux frais et dépenses, dûment justifiés, auxquels l'exploitant a été exposé pour faire éliminer les eaux usées qu'il n'a pas pu rejeter, plafonnée sur base du même rapport que le ratio CAI / CVAI ;

4° fournir à l'établissement, sur sa demande, une copie du rapport annuel du fonctionnement de la station d'épuration publique traitant le rejet de l'établissement.

En cas de non-respect de leurs engagements, la S.P.G.E. et l'OAA s'engagent à prendre les mesures ad hoc pour rétablir le service le plus rapidement possible.

Article 4 - SURVEILLANCE DES REJETS ET INFORMATIONS DISPONIBLES

4.1 - Surveillance

L'établissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du Code de l'Eau, de ses obligations en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et des prescriptions contenues dans son permis d'environnement.

Les informations relatives au déversement, nécessaires au calcul du CAI (et du plafond de la taxe), sont transmises annuellement à la S.P.G.E., si possible sous format informatique exploitable, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, conformément au modèle de déclaration défini par le Ministre. L'établissement conserve une copie de la déclaration envoyée, ainsi que de tout document annexé pour la compléter, pendant une durée de cinq ans prenant cours au premier janvier de l'année d'envoi des informations à la S.P.G.E..

4.2- Relevés

La S.P.G.E. peut faire effectuer, à ses frais et de façon inopinée, une mesure de débit et un prélèvement pour analyse en vertu de l'article D. 260 du Code de l'Eau. Les résultats sont communiqués à l'établissement et à la DGO3 (DOF). Au même titre que les données de surveillance, les données des relevés sont reprises dans la série de données servant à calculer le CAI (voir la prise en compte des prélèvements).

Par ailleurs, d'autres paramètres peuvent être analysés, en cas de problèmes constatés au niveau des installations publiques, sans que ceux-ci influencent le calcul du CAI. Les éventuels problèmes mis en évidence feront l'objet d'une concertation entre les parties en vue de trouver une solution durable. Le cas échéant, la concertation découle sur une modification du permis d'environnement, la concertation ne pouvant déroger au permis.

Lors de la réalisation d'un relevé, l'établissement s'engage à fournir à la S.P.G.E. ou à son mandataire l'ensemble des informations permettant de remplir le formulaire de prélèvement, ainsi que le bulletin d'analyse définis par le Ministre.

Le point de prélèvement est identique à celui utilisé pour les analyses liées à la Surveillance et correspond à la chambre de contrôle imposée dans le permis.

4.3 - Données non communiquées

Lorsque l'entreprise rejetant des eaux usées industrielles reste en défaut de communiquer les valeurs des paramètres à prendre en compte à la S.P.G.E., les mesures prévues aux articles R. 336/6 et R. 336/7 du Code de l'Eau s'appliquent.

4.4 - Echange de données

Les données concernant les eaux industrielles transmises à la S.P.G.E. seront mises à disposition de l'Administration conformément à l'article D. 278, § 6, du Code de l'Eau.

Article 5 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

5.1- Réseau intérieur

L'établissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part, pour s'assurer que la réalisation (cas *d'un* nouvel établissement) ou l'état (cas *d'un* établissement existant) de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et, d'autre part, pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'établissement entretient de manière adéquate ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

La description du réseau intérieur de collecte et d'évacuation des eaux (plan du réseau interne, points de rejet dans le réseau public, type d'eau rejetée (eau usée industrielle (EUI), eau usée domestique (EUD), eau pluviale (EP)), type de réseau interne (unitaire, EU/EP, EUI/EUD/EP, etc.)), dispositifs de prétraitement présents, est annexée au présent contrat (annexe 2) et est identique au plan du réseau à dresser conformément au permis d'environnement.

La connexion au réseau public se fait selon les conditions techniques décrites en annexe 3. Il est précisé, dans cette annexe, si l'établissement se trouve dans une zone de protection des captages.

5.2- Produits utilisés par l'établissement

L'établissement tient à la disposition de la S.P.G.E. et de l'OAA une liste des produits utilisés et stockés sur le site de production, spécifiant la nature des produits avec fiche sécurité et les quantités stockées et utilisées.

5.3- Eaux de refroidissement et eaux pluviales

L'établissement prend toutes les dispositions pour évacuer les eaux de refroidissement et les eaux pluviales en dehors du système d'assainissement public.

Il convient avec la S.P.G.E. d'un échancier pour parvenir à cet objectif, sous réserve de difficultés technico-économiques.

L'établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eaux de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Toutefois, les conditions de déversement prévues dans le permis d'environnement sont d'application.

5.4- Prélèvements de l'eau

Dans le cas d'installations existantes dépourvues d'un compteur, l'établissement installe sur toutes ses sources d'alimentation en eau propre (réseau d'eau potable, pompage en forage ou en rivière, captage, etc.), au plus tard dans un délai de deux mois à compter de l'entrée en vigueur du présent contrat, un dispositif étalonné et plombé de comptage de l'eau prélevée, dont les caractéristiques sont arrêtées de commun accord entre les parties, sans préjudice des dispositions légales en la matière.

5.5- Mise à jour

En cas de modification des informations mentionnées au présent article, l'établissement s'engage à le signaler à la S.P.G.E., ainsi qu'à lui fournir les informations adaptées.

Article 6 - CONDITIONS FINANCIERES

6.1- Généralités

Le prix du service rendu à l'établissement se décompose en deux parts :

- une part domestique ;
- une part industrielle.

6.2 - Part domestique

La part domestique (CVA) est calculée conformément à l'article D. 231*bis* du Code de l'Eau et facturée directement par la S.P.G.E., si cela n'a pas été repris directement dans la facture du distributeur.

Le calcul peut être réalisé sur base d'un forfait calculé conformément à l'annexe 2 de la partie décrétable du Code de l'Eau.

6.3 - Part industrielle

La part industrielle est calculée et facturée conformément aux articles 7 à 9 du présent contrat. Pour établir l'existence et le montant du CAI, la S.P.G.E. peut avoir recours à tous les moyens de preuve admis par le droit commun, y compris les procès-verbaux des agents désignés en vertu des articles D. 260 du Code de l'Eau.

Lorsque la configuration du réseau ne permet pas une distinction claire des deux types d'eaux usées (domestique et industrielle), l'ensemble des eaux usées est repris dans la part industrielle.

Article 7 - PRIX DU SERVICE

7.1 - Calcul du CAI

L'entreprise s'acquitte du coût d'assainissement des eaux usées industrielles (CAI) calculé en fonction des charges déversées, comme suit :

Formule de calcul du C.V.A.I.

Le coût véritable assainissement industriel (C.V.A.I.) est calculé annuellement comme suit :

$$C.V.A.I. = (CE + CI) * 1,05$$

avec :

- CE : le coût d'exploitation ;
- CI : le coût d'investissement ;
- pour mémoire, sans préjudice de l'article 7.3 du contrat, le coût des micropolluants autres que les métaux lourds n'est pas pris en compte à ce stade.

Le coefficient 1,05 représente les frais de gestion propres à la mise en œuvre du contrat de service.

Coût d'exploitation (CE)

Le coût d'exploitation est calculé, sur base des trois éléments suivants :

- le coût d'exploitation annuel global de tous les ouvrages d'assainissement ainsi que le coût lié au suivi des rejets industriels ;
- les charges et le volume globaux en entrée des stations d'épuration ;
- les charges et le volume réellement déversés par l'établissement.

Ce qui se traduit par la formule suivante :

$$CE = \left(a \frac{Vol_{ind}}{Vol_{step-tot}} + b \frac{1 * DCO2h_{ind}}{0,75 * DCO_{step-tot}} + c \frac{0,2 * MES_{ind}}{0,5 * MES_{step-tot}} + d \frac{N_{tot_{ind}}}{N_{tot_{step-tot}}} + e \frac{P_{tot_{ind}}}{P_{tot_{step-tot}}} - 2,86 * f * \frac{N - NO_{3ind}}{0,75 * DCO_{step-tot}} \right) * E + \frac{ETM_{ind}}{ETM_{tot}}$$

* coût ETM

$$avec a + b + c + d + e = 1$$

Avec les valeurs suivantes des paramètres :

a	0,236
b	0,391
c	0,267
d	0,068
e	0,038
f (récup NO3)	0,092

Où :

- E est le coût d'exploitation annuel global des ouvrages d'assainissement, soit les dépenses d'exploitation issues du bilan comptable de la S.P.G.E. de l'année précédente, incluses les DIHEC (Dépense Importante Hors Exploitation Courante), déduction faite des recettes d'exploitation hors industries, des coûts énergétiques du désableur/déshuileur et des coûts afférents aux ETM (Eléments Traces Métalliques) ;
- Coût ETM est le produit de la quantité annuelle de boues déclassées en raison d'un dépassement des normes en ETM par le surcoût lié à la valorisation thermique, sur base des données de l'année précédente ;
- Volind, DCO2hind, MESind, Ntotind, Ptotind et NO3ind sont le volume et les charges annuelles en demande chimique en oxygène après décantation (DCO2h), en matières en suspension (MES), en azote total (Ntot), en phosphore total (Ptot) et en nitrates (NO3) mesurés dans le rejet d'eaux usées industrielles de l'établissement (valeurs calculées sur base des données de surveillance et de relevés conformément aux prescrits de la partie réglementaire du Code de l'Eau). La valeur de NO3ind est optionnelle ;
- ETMind est la charge annuelle en ETM (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Hg) mesurés dans le rejet d'eaux usées industrielles de l'établissement (valeurs calculées sur base des données de surveillance et de relevés conformément aux prescrits de la partie réglementaire du Code de l'Eau). La contribution de chaque ETM à la charge totale est pondérée par la norme (en mg/kg MS) applicable pour la valorisation agricole pour ledit ETM ;

- Volstep-tot, DCOstep-tot, MESstep-tot, Ntotstep-tot, Ptotstep-tot et ETMtot sont le volume et les charges traités annuellement par l'ensemble des stations d'épuration en Wallonie, sur base des données de l'année précédente ;
- ETMtot est la charge annuelle moyenne en ETM (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Hg) dans les boues de l'ensemble des stations d'épuration en Wallonie, sur base des données de l'année N-2, où chaque concentration moyenne est pondérée par la norme (en mg/kg MS) applicable pour la valorisation agricole pour ledit ETM ;
- a, b, c, d, e et f sont les coefficients de pondération établis en fonction de l'impact des différents paramètres sur les coûts d'exploitation des stations d'épuration. A partir du 1^{er} janvier 2020, ils sont adaptés tous les 5 ans par la S.P.G.E., sur base des données de l'année précédente .

Coût d'investissement (CI)

Le coût d'investissement est calculé sur la base des trois éléments suivants :

- la charge d'amortissement et de la dette des stations de pompage, des stations d'épuration et des canalisations (hors réseau d'égouttage) ;
- les charges et les volumes nominaux totaux des collecteurs et stations d'épuration (calculés sur base des charges nominales des stations d'épuration) ;
- les charges reprises dans le permis de l'établissement ;

ce qui se traduit sur base de la formule suivante :

$$CI = \frac{Vol_{autorisé}}{Vol_{capacité\ coll}} * I_{coll} + \left(a' \frac{Vol_{autorisé}}{Vol_{capacité\ step}} + b' \frac{0,85 * DCO_{autorisé}}{0,75 * DCO_{capacité\ step}} + c' \frac{0,2 * MES_{autorisé}}{0,5 * MES_{capacité\ step}} + d' \frac{Ntot_{autorisé}}{Ntot_{capacité\ step}} + e' \frac{Ptot_{autorisé}}{Ptot_{capacité\ step}} \right) * I_{step}$$

$$avec\ a' + b' + c' + d' + e' = 1$$

Avec les valeurs suivantes des paramètres :

a'	0,389
b'	0,285
c'	0,245
d'	0,043
e'	0,038

Où :

- I_{coll} représente les coûts d'investissement **et de financement** annuels de l'année précédente du C.V.A.I. alloué aux collecteurs tenant compte d'un amortissement sur 40 ans. Il est actualisé chaque année sur base du relevé des investissements réalisés par la S.P.G.E.. Pour les entreprises démontrant qu'elles écartent les eaux pluviales du réseau public d'eaux usées, le I_{coll} est diminué de 13 % ;
- $Vol_{capacitécoll}$ représente la capacité nominale associée à I_{coll} en m³/jour sur base de 0,18 m³/EH.jour, sur base des données de l'année N-2 ;

- I_{step} représente les coûts d'investissement **et de financement** annuels de l'année précédente. des stations d'épuration publique en cours de leasing déduction faite des coûts spécifiquement urbains (désablage/déshuilage, Matières de Vidange de Fosses Septiques, Produits de Curage des Réseaux d'Assainissement) dont la valeur au 1er janvier 2013 est de 4,1% et qui, à partir du 1^{er} janvier 2020 est revu tous les 5 ans, sur base des données de l'année précédente ;
- $Vol_{autorisé}$, $DCO_{autorisé}$, $MES_{autorisé}$, $N_{tot_{autorisé}}$ et $P_{tot_{autorisé}}$ représentent les quantités en $m^3/jour$ et $kg/jour$ calculées sur bases des valeurs moyennes journalières de l'autorisation de rejet de l'entreprise en vigueur au 1^{er} janvier de l'année de calcul du CAI, après conversion éventuelle conformément à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du ;
- $Vol_{capacitéstep}$, $DCO_{capacitéstep}$, $MES_{capacitéstep}$, $N_{tot_{capacitéstep}}$, $P_{tot_{capacitéstep}}$ représentent les quantités nominales en $m^3/jour$ et $kg/jour$ des stations d'épuration publique en cours de leasing pour l'année précédente ;
- a', b', c', d' et e' sont les coefficients de pondération établis en fonction de l'impact des différents paramètres sur les coûts d'investissement. A partir du 1^{er} janvier 2020, ils sont adaptés tous les 5 ans par la S.P.G.E., sur base des données de l'année précédente .

7.2 - Dérogation

Pour le calcul du CAI investissement, la S.P.G.E. peut renoncer à prendre en compte les charges polluantes calculées sur base de l'autorisation de rejet, lorsque celles-ci diffèrent très fortement des charges polluantes réellement déversées.

Cette mesure est transitoire et valable pour une durée maximum de 5 ans.

De même, une conversion est proposée aux établissements pour lesquels les valeurs des autorisations de rejet sont exprimées selon des unités différentes.

7.3 - Coût des micropolluants autres que les ETM

Les coûts éventuels liés aux micropolluants autres que les métaux lourds pourront être intégrés, par voie d'avenant, dans le calcul du C.V.A.I.

7.4- Modalités de prise en compte des prélèvements

Le calcul du C.V.A.I. est réalisé sur base des données de surveillance et de relevés conformément aux principes déterminés dans la partie réglementaire du Code de l'Eau, et en particulier des articles R. 333 et R. 334.

7.5 - Plafonnement du C.V.A.I.

Conformément à l'article D. 260, §3, du Code de l'Eau, le CAI vaut la moindre des deux sommes entre le C.V.A.I. et l'équivalent de la taxe.

L'équivalent de la taxe est calculé par la DGO3 (DOF) ou, à défaut, par la S.P.G.E..

7.6 - Formule simplifiée de la taxe et tarif unitaire du CVAI

Si l'établissement est confronté à des difficultés d'ordre technique ou économique pour faire procéder aux mesures de surveillance et fournir l'ensemble des données, il demande l'accord écrit à la S.P.G.E. pour déroger à l'article R. 326, §1^{er}, en mentionnant les motivations ou difficultés rencontrées et les solutions techniques envisageables. En cas d'accord, l'établissement fournit la valeur des débits ainsi que les bases de calcul utiles (consommations, production, ...) reprises à l'annexe I^{ère} de la partie décréte du Code de l'Eau. La S.P.G.E. calcule le coût-vérité assainissement industriel au moyen de la formule de

tarif unitaire repris dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 et la DGO3 (DOF), à défaut la S.P.G.E., calcule l'équivalent taxe selon la formule simplifiée, selon le secteur d'activités. Le C.A.I. vaut la moindre des deux sommes entre le C.V.A.I. selon la formule de tarif unitaire et l'équivalent taxe selon la formule simplifiée.

A partir du 1^{er} janvier 2020, les tarifs unitaires (annexe 4) sont adaptés, tous les 5 ans, sur proposition de la S.P.G.E., sur base des données de l'année N-2, par arrêté ministériel.

Au 1^{er} janvier de chaque année, le montant des C.A.I. en tarifs unitaires est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation.

7.7- Calcul du C.A.I. en cas de non communication ou de communication partielle des données

Lorsque le redevable ne fournit aucune donnée ou fournit des informations incomplètes, en vertu de l'article D. 260, §3, la S.P.G.E. peut :

- soit, faire procéder à un relevé qui sert au calcul du coût-vérité assainissement industriel et de la taxe sur base de la formule complète ;
- soit, réaliser une mesure de débit avec une mesure des paramètres utiles et calculer le coût-vérité assainissement industriel et la taxe selon la méthode mentionnée dans le Code de l'Eau ;
- soit reprendre le coût assainissement industriel de l'année précédente afférant à ce rejet ;
- soit reprendre le coût assainissement industriel médian, de l'année précédente, afférant à l'ensemble des établissements du secteur d'activité de l'établissement.

Les frais d'analyse sont portés à charge de l'établissement.

Le CAI vaut la moindre des deux sommes entre le C.V.A.I. et l'équivalent taxe.

7.8- Vérification du coût vérité assainissement industriel par l'Administration

En cas de contestation des relevés pris en compte dans le calcul du coût-vérité assainissement industriel, à la demande de l'établissement, l'administration peut effectuer une vérification du calcul de l'équivalent de la taxe réalisé par la S.P.G.E..

Article 8 - DROIT DE REGARD

Une fois par an, les fédérations sectorielles d'industriels peuvent demander la communication d'un rapport spécifique sur le calcul du C.V.A.I., pouvant être établi, le cas échéant, par un réviseur désigné de commun accord.

Article 9 - FACTURATION DU COUT ASSAINISSEMENT INDUSTRIEL

9.1- Modalités

Chaque année pour le 15 juillet, la S.P.G.E. adresse une facture d'acompte du C.A.I pour l'année en cours. Le montant de l'acompte s'élève à 50 % du CAI de l'année précédente. Par dérogation, la facture d'acompte du CAI n'est pas adressée à l'établissement la première année qui suit la signature du contrat.

Chaque année pour le 15 octobre, la S.P.G.E. adresse une facture de régularisation (ou, selon le cas, une note de crédit) pour l'année précédente tenant compte de l'acompte versé. Cette facture ou cette note de crédit est justifiée par la note de calcul global.

Les paiements sont effectués au compte n°BE28 091-0122502-20 ouvert au nom de la S.P.G.E..

Les factures sont adressées à la société....., adresse, n° de TVA, n° de compte (en cas de remboursement éventuel).....

En cas de changement d'adresse de facturation, l'établissement est tenu d'en informer la S.P.G.E.

L'établissement, ses représentants, son curateur sont également tenus d'informer la S.P.G.E. de toute procédure de liquidation, dans le cadre de la loi relative à la continuité de l'entreprise et de faillite.

Les factures émises par la S.P.G.E. sont payables à la date de leur échéance.

La S.P.G.E. n'acceptera plus aucune contestation à l'expiration d'un délai de 6 mois après la régularisation, celle-ci étant alors présumée acceptée par son destinataire.

9.2 - Intérêts de retard

En cas de non-paiement du service par l'établissement, celui-ci est redevable des sommes dont il est débiteur sur base du présent contrat, majorées de plein droit des intérêts au taux légal prévu par la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt à partir de la date de l'échéance de la facture S.P.G.E..

Article 10 - REVISION DU CONTRAT

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les dispositions du présent contrat et notamment les modalités d'application de la tarification peuvent être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- 1° en cas de changement dans la composition des effluents rejetés ;
- 2° en cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement ;
- 3° en cas de modification de la législation en vigueur dans le domaine de l'eau ou en matière de protection de l'environnement, du contrat de gestion de la S.P.G.E. ou en matière d'élimination des boues ;
- 4° en cas d'imposition nouvelle liée à la mise en œuvre de la Directive 2000/60/CE ;
- 5° en cas de révision du permis d'environnement.

Les conditions générales du présent contrat sont susceptibles de révision par le Gouvernement wallon et s'appliquent après leur approbation.

Article 11 - CONDUITE A TENIR EN CAS DE MANQUEMENT

11.1- En cas de non communication ou de communication partielle des données

La S.P.G.E. envoie une lettre de notification à l'établissement, le priant de communiquer les données manquantes. L'établissement a alors un mois calendrier pour faire parvenir les données manquantes à la S.P.G.E.. Si les données manquantes ne parviennent pas à la S.P.G.E. endéans ce délai, ou si les données fournies sont inadéquates pour le calcul du CAI, le CAI calculé sur base de la méthode mentionnée à l'article 7.7 peut être multiplié par un coefficient dont la valeur est établie selon les situations suivantes :

- Au premier manquement, le coefficient vaut 1,25.
- Au deuxième manquement, le coefficient vaut 1,5.
- Au troisième manquement, le coefficient vaut 2.
- À partir du quatrième manquement, le coefficient vaut 3.

Si les données manquantes parviennent à la S.P.G.E. endéans ce délai, et qu'elles sont adéquates en totalité pour le calcul du CAI, le CAI calculé sur base de la méthode mentionnée à l'article 7.7 est multiplié par 1 (pas d'augmentation). Ce cas compte toutefois comme une infraction : en cas de récidive, le coefficient de 1,25 ne pourra plus être appliqué, il sera immédiatement fait usage du coefficient de 1,5.

Dans tous les cas, selon les conditions fixées au point 7.7 du présent contrat, la S.P.G.E. envoie un ordre de relevé qui sera, le cas échéant, facturé.

11.2- En cas de non-respect des conditions du permis

Sans préjudice de l'article 58 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en cas de dépassement des valeurs limites fixées ou de déversement de produits non autorisés dans le permis d'environnement, l'établissement est tenu :

- d'en avvertir l'OAA et la S.P.G.E. dès qu'il en a connaissance,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté.

En cas d'accident de fabrication ou de tout autre événement susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le permis ou des valeurs convenues pour le calcul du CI, l'établissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais l'OAA via les contacts documentés en annexe 5 ;
- de prendre, si nécessaire les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de l'OAA en urgence, pour une autre solution ;
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autres que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de l'OAA ;
- de caractériser précisément le rejet en durée, quantité et qualité, au moyen d'un prélèvement supplémentaire si le rejet est envoyé vers la station d'épuration.

En cas de non-conformité des rejets de l'établissement et pour tenir compte des difficultés techniques liées à la mise en conformité de ses rejets, l'OAA et l'établissement procèdent à un examen commun des solutions permettant de remédier à la situation et compatibles avec d'une part, les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement et, d'autre part, le fonctionnement de l'établissement.

Les différentes parties décident, d'un commun accord, d'adopter un échéancier qui prévoit au minimum :

- la liste des actions à mener,
- les valeurs à atteindre,
- la date de mise en conformité.

L'établissement est responsable des conséquences dommageables subies par la S.P.G.E. ou l'OAA du fait du non-respect des conditions de déversement de ses effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le permis d'environnement ou encore les valeurs convenues pour le CI, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité desdits rejets et les dommages subis par la S.P.G.E. ou l'OAA est démontré.

11.3 - Cas exceptionnel

En cas de mise en danger actuelle ou imminente des installations, du personnel ou de trouble grave au fonctionnement de ses ouvrages, requérant une intervention immédiate, la S.P.G.E. et l'OAA se réservent le droit :

- a) de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le permis d'environnement ;
- b) de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté y compris la fermeture du ou des rejets en cause, si la limitation des débits collectés et traités prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou est inefficace ou lorsque les rejets de l'établissement présentent des risques importants (risque avéré pour la santé publique, atteinte grave à l'environnement, trouble grave du fonctionnement).

La décision est motivée et notifiée à l'établissement par l'OAA par voie recommandée à la poste avec accusé de réception ou par tout autre moyen si l'urgence de la situation le justifie.

Article 12 - FORMALITES DE FERMETURE D'UN REJET

Sauf cas exceptionnel visé à l'article 11.2 la fermeture d'un rejet ne pourra être effective qu'après notification de la décision par la S.P.G.E. à l'établissement, par lettre recommandée avec accusé de réception, laissant à l'établissement un délai d'un mois pour remédier au manquement ou pour fournir ses explications.

En cas de silence de l'établissement au-delà du délai de un mois précité, ou si le manquement subsiste, ou si les solutions proposées par l'établissement pour remédier au manquement restent inadaptées ou insuffisantes, la S.P.G.E. peut procéder ou faire procéder d'office à la fermeture d'un rejet.

Les manquements qui peuvent être pris en considération sont les suivants :

- le non-respect des dispositions du permis ou de la présente convention a fortiori lorsqu'il induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement ;
- la modification non autorisée de la composition des eaux usées industrielles ;
- la non installation des dispositifs de mesure et de prélèvement imposés par la réglementation ou le permis d'environnement ;
- le non-respect des échéanciers de mise en conformité ;
- l'impossibilité pour la DGO3 (DOF), la S.P.G.E. ou leur mandataire de procéder aux relevés.

En cas de fermeture d'un rejet, l'établissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

Article 13 - SUSPENSION OU ARRET DU SERVICE

Lors des suspensions ou des arrêts du service pour cause d'intérêt général, suite aux cas de force majeure ou à la mise en demeure de l'entreprise déversant des eaux usées industrielles ou par application des articles 11.2 et 12, la S.P.G.E. et l'OAA ne sont pas tenus de payer un dédommagement ou une compensation.

Article 14 - RESPONSABILITES

L'exécution du présent contrat ne peut en aucune façon entraîner la responsabilité de la S.P.G.E. ou l'OAA quant aux dommages aux personnes, aux biens et à l'environnement résultant directement des activités de l'établissement.

L'établissement garantit à cet effet la S.P.G.E. et l'OAA contre toute action en dommages et intérêts intentée par des tiers.

L'établissement informe la S.P.G.E. et l'OAA, sans délai, de tout événement susceptible de nuire à l'exécution du présent contrat, en lui fournissant toute précision utile à l'accomplissement du service d'assainissement. Il informe son personnel de cette obligation et la fait respecter par eux.

L'établissement fournit à la S.P.G.E. une attestation d'assurance « responsabilité civile exploitation » couvrant les dommages à la S.P.G.E., à l'OAA et aux tiers qui prévoit l'abandon de recours contre la S.P.G.E. et l'OAA. Les limites sont adaptées à l'activité de l'entreprise (annexe 6).

La S.P.G.E. et l'OAA garantissent l'établissement contre toute action en dommages et intérêts intentée par des tiers, et résultant du non-respect de leurs engagements.

Article 15 - CESSION OU TRANSFERT D'ACTIVITES

Les droits et obligations réciproques du présent contrat perdurent en cas de cession, transfert ou délégation d'activités à une autre personne.

Dans ce cas, les parties à l'initiative desquelles ce transfert s'opère font ratifier par le repreneur les termes du présent contrat ; à défaut, elles y sont tenues solidairement.

Les parties s'engagent à informer préalablement les autres parties de la cession d'exploitation.

Article 16 - CONTINUITÉ DU CONTRAT

Les parties s'engagent à assurer la continuité du présent contrat dans le cas où une clause du présent contrat viendrait à être modifiée ou annulée par une disposition légale. Les parties s'engagent à renégocier le contrat sans en modifier les principes fondamentaux afin que l'équilibre soit respecté. Il en est ainsi notamment en cas de modification des conditions de rejet de la station d'épuration publique recevant les eaux industrielles (notamment, nouveaux paramètres imposés au rejet).

Toute évolution ou changement dans l'activité de l'établissement ayant des conséquences sur les caractéristiques des effluents rejetés est communiquée au préalable à l'OAA et à la S.P.G.E..

Il appartient à l'OAA et à la S.P.G.E. d'apprécier la portée de ces modifications au regard de l'admission des effluents dans le réseau. Au besoin, cela pourra conduire à la révision du permis et/ou de la présente convention.

L'établissement fait son affaire de la demande de permis modificatif auprès de l'autorité compétente.

Article 17 - FIN DU CONTRAT

17.1. Résiliation déterminée par le Gouvernement wallon

Au vu de l'article D. 260, §3, dernier alinéa du Code de l'Eau, la S.P.G.E. peut, sur demande du Gouvernement wallon, résilier, par envoi recommandé, les contrats de service par catégorie d'établissements, sans indemnité et moyennant un préavis de 12 mois.

17.2. Résiliation

L'établissement ou la S.P.G.E. peuvent résilier le présent contrat à tout moment moyennant un préavis de six (6) mois signifié aux parties au contrat par lettre motivée et recommandée. La résiliation peut intervenir lorsqu'il n'y a plus de rejet industriel dans la station d'épuration.

17.3. Effets de la fin du contrat

La S.P.G.E. communique à la DGO3 la fin du rejet des eaux usées industrielles dans la station d'épuration publique. L'établissement qui rejette des eaux usées industrielles sans contrat de service est redevable de la taxe.

A la fin de contrat, les sommes dues par l'établissement au titre de prix du service, (CVA, C.V.A.I.) sont immédiatement exigibles.

A la fin du contrat, une indemnité peut être demandée par la S.P.G.E. à l'établissement, si la prise en charge du traitement des effluents de l'établissement a nécessité un dimensionnement spécial des équipements de collecte et de traitement des effluents. Cette indemnité est plafonnée au coût de dimensionnement spécial non amorti. Cette indemnité vise notamment les cas de transfert d'activités.

A compter de la date de prise d'effet de fin du contrat, la S.P.G.E. ou l'OAA peuvent procéder ou faire procéder à la fermeture des rejets.

Article 18 - DROIT APPLICABLE, CONCILIATION ET TRIBUNAUX COMPETENTS

Le droit belge s'applique au présent contrat. En cas de modification de la législation relative à l'environnement, la S.P.G.E. propose les adaptations contractuelles afin que le contrat d'assainissement industriel soit conforme à la législation en vigueur.

Tout litige entre les parties relatif à l'application du présent contrat relève de la compétence exclusive des tribunaux du siège social de l'OAA concerné, après tentative de conciliation.

Article 19 - DUREE

Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée.

Article 20 - ENTREE EN VIGUEUR

Sauf dérogation prévue dans les conditions particulières, le présent contrat entre en vigueur au 1^{er} janvier de l'année suivant la date de signature du contrat.

Pour une nouvelle implantation, après l'entrée en vigueur de l'arrêté approuvant le modèle de contrat de service (1^{er} janvier 2020), le contrat de service industriel peut être conclu et entrer en vigueur en même temps.

B- CONDITIONS PARTICULIERES

Le cas échéant.

C- ANNEXES AU CONTRAT

Les documents suivants sont annexés au présent contrat :

- Annexe 1 - Eléments relatifs aux eaux usées reprises dans le permis d'environnement ;
- Annexe 2 - Installations propres à l'établissement ;
- Annexe 3 - Conditions techniques d'établissement des rejets ;
- Annexe 4 - Tarifs unitaires
- Annexe 5 - Personnes de contact ;
- Annexe 6 - Attestation d'assurance ;
- Annexe 7 - Dispositions techniques particulières.

Fait à _____, en triple exemplaires, le
Chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour l'établissement,

Le Directeur,

Pour l'OAA,

Pour la S.P.G.E.,

C -. ANNEXES**ANNEXE 1 – ELEMENTS DU PERMIS D’ENVIRONNEMENT RELATIFS A L’EAU****ANNEXE 2 – INSTALLATIONS PROPRES A L’ETABLISSEMENT****A remplir le cas échéant (par exemple, en cas de prétraitement)****ANNEXE 3 -CONDITIONS TECHNIQUES D’ETABLISSEMENT DES REJETS**

Le raccordement à ces réseaux s'effectue par :

- ...rejet(s) - déversement pour les eaux usées domestiques (+ *nom de la rue*)
- ...rejet(s) - déversement pour les eaux usées industrielles (+ *nom de la rue*)
- ...rejet(s) – déversement pour les eaux pluviales (+ *nom de la rue*)
- ...rejet(s) – déversement pour les eaux de refroidissement (+ *nom de la rue*)

<i>Rejet</i>	<i>Dév.</i>	<i>Nature des eaux</i>	<i>Milieu récepteur</i>	
R...	D...	Eaux usées industrielles issues du process	Rejet en égout	Nom rue
R...	D...	Eaux usées industrielles issues de l’osmose inverse	Rejet en eau de surface	Masse d’eau
R...	D...	Eaux usées domestiques	Rejet à l’égout	Nom rue
R...	D...	Eaux pluviales	Rejet à l’égout	Nom rue

Il existe donc x rejets distincts ou un seul point de rejet composé de x déversements (chambre de contrôle permettant le prélèvement séparé des flux) conformément à l’identification faite dans le permis.

Chaque rejet d’eaux usées domestiques répond aux prescriptions du permis d’environnement et de l’article R. 277 du Code de l’Eau.

Chaque rejet (ou déversement) d’eaux usées industrielles répond aux prescriptions du permis d’environnement ou, à défaut, de l’OAA. Il(s) doi(ven)t disposer d’un dispositif de contrôle composé d’une chambre de visite au niveau de laquelle les prélèvements sont réalisés et répondant aux exigences suivantes :

- permettre le prélèvement aisé d’échantillons des eaux déversées ;
- être facilement accessible à tout moment et en permanence *aux agents du service public d’assainissement de l’OAA et de la S.P.G.E.* ;
- *permettre l’installation des équipements requis pour les mesures et les prélèvements ;*
- être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux.

ANNEXE 4 – TARIFS UNITAIRES

TD_ACTI	LIBELLE ACTIVITE	CVAI tarif unitaire (€/m ³)
	tous secteurs confondus	2,82
1	LAIT	7,02
2	MÉTALLURGIE DU FER	1,06
3	MÉTALLURGIE NON FERREUX	0,63
4	ENNOBLISSEMENT DU TEXTILE	2,51
5	BLANCHISSERIES	3,73
6	PRÉPARATION DU POISSON	4,28
7	INDUSTRIE SUCRIÈRE	1,74
10	TANNERIES ET MÉGISSERIES	2,15
12	BRASSERIES, MALTERIES...	3,17
13	LAVAGE DE LA LAINE	2,51
14	PAPIER ET CARTON	4,40
15	VERRE	0,97
16	ABATTOIRS	4,92
17	FRUITS ET LÉGUMES	8,24
19	TRAITEMENT DU MÉTAL	1,07
21	PÉTROCHIMIE ET CHIMIE ORG.	4,59
24	ABATTOIRS DE VOLAILLE	0,67
25	VIANDE	3,72
26	POMMES DE TERRE	2,46
27	HUILES ET GRAISSES	36,26
28	PEROXYDES	24,15
32	VERNIS, PEINTURES, ...	0,54
33	CARRIÈRES, CIMENTERIES...	0,49
37	AGENTS DE SURFACE	19,68
38	IND. GRAPHIQUES	1,09
40	IND. PHARMACEUTIQUE	1,06
41	NETTOYAGE CUVES	1,40
42	LABORATOIRES	1,11
44	PANNEAUX EN FIBRES DE BOIS	7,77
46	DÉPÔTS DE DÉCHETS	1,81
49	STOCKAGE DE PRODUITS LIQUIDES	0,81
60	TRANSF. MATIÈRES PLASTIQUES	0,93
61	PISCINES	1,03
66	HÔPITAUX	120,72 €/lit
79	IND. MANUFACTURIÈRE	0,40
80	PRODUITS PYROTECHNIQUES	1,03
83	TEXTILE (DIVERS)	30,15
84	AUTRES IND. CHIMIQUES	0,71
85	PRODUITS MINÉRAUX NON MET.	0,73
86	CAOUTCHOUC	0,48
89	TTT DE DÉCHETS	3,53

90	CENTRALES ÉLECTRIQUES	1,10
91	PRODUCTION D'EAU POTABLE	0,59
92	AUTRES IAA	5,39
93	RÉPARATION D'AUTOMOBILES	1,26
99	"autres"?	1,24

ANNEXE 5 – PERSONNES DE CONTACT**ANNEXE 6 – ATTESTATION ASSURANCE****ANNEXE 7 – DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

Par exemple en cas de déversement par camion (notamment, infrastructure de stockage, conditions de déversement puisqu'il n'y a pas de normes dans le permis de l'établissement, etc.). »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 adoptant le modèle de contrat de service d'assainissement industriel et modifiant diverses dispositions du Code de l'Eau et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Namur, le 30 novembre 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2019/30089]

30. NOVEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung des Musters eines Dienstleistungsvertrags für die industrielle Abwasserreinigung und zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Wassergesetzbuches und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Buches II des Wallonischen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D. 260 § 3, eingefügt durch das Programmdekret vom 12. Dezember 2014, D. 263 § 1, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2014 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2013, D. 278, eingefügt durch das Programmdekret vom 12. Dezember 2014 und abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, und D. 338 § 1;

Aufgrund des Programmdekrets vom 12. Dezember 2014, Artikel 100 Absatz 2 und 3;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Wallonischen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 21. März 2018 zwischen der Wallonischen Region, der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen ("SOFICO") und der öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") abgeschlossenen Vereinbarungsprotokolls über die Partnerschaft der öffentlichen Dienste im Rahmen der Sammlung von Abwasser unter den Regionalstraßen;

Aufgrund des Berichts vom 20. Juni 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 22. Juni 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 28. Juni 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 14. September 2018 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

Aufgrund der am 18. September 2018 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

Aufgrund des am 26. Mai 2018 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass Artikel D.338 des Wassergesetzbuches auf die Übertragung zu gemeinnützigen Zwecken des Eigentums an Rohrleitungen im Untergrund der regionalen öffentlichen Verkehrswege anwendbar ist;

In Erwägung des am 18. Juni 2018 vom Verwaltungsrat der S.P.G.E. gegebenen Einverständnisses über das Vorhaben einer Abtretung von Kanalisationen, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel D. 338 des Wassergesetzbuches;

In der Erwägung, dass die Übertragung von der Wallonischen Region auf die S.P.G.E. in Kanalisationsabschnitten, nach vorheriger Absteckung, Kennzeichnung und Validierung der Funktion der bestehenden Rohrleitung erfolgen wird, um deren spätere Verwaltung zu erleichtern;

In der Erwägung, dass es sich bei der Übertragung hauptsächlich um eine Maßnahme zur Organisation zwischen den Dienststellen der Wallonischen Region (OGD1 und SOFICO), der S.P.G.E. und der Gemeinde im Rahmen des Entwässerungsvertrags handelt;

In der Erwägung, dass laut dem Wassergesetzbuch die Gemeinde die für die Zulassung des Anschlusses zuständige Behörde ist;

In Erwägung der Gemeinnützigkeit der Abtretung, die für jeden Abschnitt durch den Abschluss einer Vereinbarung zwischen der Wallonischen Region und der S.P.G.E. nach Anerkennung des Status der Kanalisation und Feststellung des Zustands Letzterer erfolgen wird;

In Erwägung der Rollenverteilung zwischen der Wallonischen Region, der S.P.G.E. und den Gemeinden und der Finanzierung der Entwässerung mittels des Entwässerungsvertrags, der es der S.P.G.E. und der Gemeinde erlaubt, in die Sanierung einzugreifen, und es der Gemeinde ermöglicht, die Kanalisationen instand zu halten;

In der Erwägung, dass die Anerkennung des Status des Bauwerkes und die Abtretung des dinglichen Rechts zu einer Verbesserung der Entwässerungskordinierung und der Baustellenverwaltung führen können;

In der Erwägung, dass für das tatsächliche Inkrafttreten des Industriedienstleistungsvertrags am 1. Januar 2020 für die bestehenden Betriebe das Vertragsmuster bis zum 1. Januar 2019 genehmigt und der Vertrag im Jahr 2019 unterzeichnet werden muss;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen im verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet*

Artikel 1 - In Teil III Titel I Kapitel V des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Artikel R. 273bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"R. 273bis - § 1. Die Wallonische Regierung genehmigt die unentgeltliche Abtretung zu gemeinnützigen Zwecken von der Wallonischen Region an die S.P.G.E. eines dinglichen Eigentumsrechts, einschließlich eines Durchgangsrechts und eines Baurechts, an Abwasserleitungen sowie an jeder Parzelle in ihrem Eigentum, das zur Wahrnehmung der Aufgaben der S.P.G.E. und der Gemeinde von Nutzen ist, gemäß dem Vereinbarungsmuster in Anlage XXXIX.

§ 2. Die Gemeinde, auf deren Gebiet die Rohrleitung der S.P.G.E. abgetreten wird, ist Inhaberin eines Nutzungsrechts an dieser Leitung.

§ 3. Vor jeder Abtretung wird von den Dienststellen der Wallonischen Region bzw. der S.P.G.E. unter Einhaltung des von diesen Behörden festgelegten Verfahrens eine Absteckung und eine Kennzeichnung der Rohrleitung vorgenommen.

Die Wallonische Region sichert die S.P.G.E. und die Gemeinde gegen jede Besitzentziehung bezüglich der abgetretenen Rechte.

Die neuen Pflichten, die sich aus der Ausübung der von der Wallonischen Region abgetretenen Rechte ergeben, gehen im Rahmen der Bestimmungen des in Artikel R. 271 genannten Entwässerungsvertrags auf die S.P.G.E. und die Gemeinde über.

§ 4. Die operative Generaldirektion Straßen und Gebäude des öffentlichen Dienstes der Wallonie und die S.P.G.E. dürfen alle für die Verwaltung der Abwasser- und Straßensanierungsbauwerke erforderlichen Daten austauschen und verwenden.

§ 5. Die Vereinbarung zur Anerkennung des Status des Bauwerks und der Übertragung des dinglichen Rechts kann vom Generaldirektor der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude des öffentlichen Dienstes der Wallonie unterzeichnet werden.“.

Art. 2 - In Artikel R. 278 § 1/1 Absatz 4 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016, wird die Wortfolge „und der Gemeinde“ zwischen „Stellungnahme der zuständigen Sanierungseinrichtung“ und „kann die Abteilung die Befreiung mit besonderen Auflagen“ eingefügt.

Art. 3 - In Artikel R. 281 Absatz 4 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016, wird die Wortfolge „und der Gemeinde“ zwischen „Stellungnahme der zuständigen Sanierungseinrichtung“ und „kann die Abteilung die Befreiung mit besonderen Auflagen“ eingefügt.

Art. 4 - In Artikel R. 289 § 2 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016, wird die Wortfolge „binnen fünfundsiebzig Tagen“ durch die Wortfolge „binnen neunzig Tagen“ ersetzt.

Art. 5 - In Artikel R. 304-4 § 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2017, wird der siebte Gedankenstrich, beginnend mit den Wörtern „sich vergewissern, dass er innerhalb seines Personals ständig über einen Bediensteten verfügt“, gestrichen.

Art. 6 - In Artikel R. 307 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016, wird § 2 durch Folgendes ersetzt:

„§ 2. Dem Betreiber steht es frei, den Wartungsdienstbringer zu wählen. Dieser verfügt über die zur Durchführung der verbindlichen Wartungsleistungen notwendigen Ausrüstungen und ist mit dem betroffenen individuellen Klärsystem vertraut.

Dieser Dienstbringer lässt sich bei der S.P.G.E. über die zu diesem Zweck auf der Website www.spge.be/gpaa verfügbare Anwendung registrieren. Damit diese Registrierung angenommen werden kann, muss sie mit einer Beschreibung der dem Dienstbringer zur Verfügung stehenden Mittel und Referenzen in Sachen Vertraulichkeit mit individuellen Klärsystemen begleitet werden.

Art. 7 - Artikel R. 323 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016, wird um eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt: „6° die Erhebung: die durch ein zugelassenes Labor für Rechnung der Verwaltung oder der S.P.G.E. durchgeführte Messung.“.

Art. 8 - In Teil III Titel II Kapitel IV Abschnitt 3 Unterabschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird die Überschrift des Untertitels „A. Probenahme und Erhebungskampagnen“, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016, durch Folgendes ersetzt: „A. Probenahme und Überwachungskampagnen“.

Art. 9 - In Artikel R. 334 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird die Wortfolge „, gegebenenfalls,“ zwischen „sowie“ und „die Giftstoffbelastung N5“ eingefügt;

2° in Absatz 3 wird die Zeichenfolge „N1,“ zwischen „Die Schadstoffbelastungen“ und „N2, N3, N4“ eingefügt;

3° in Absatz 3 wird die Wortfolge „, gegebenenfalls,“ zwischen „sowie“ und „die mit dem Toxizitätsgrad verbundene Schadstoffbelastung“ eingefügt.

Art. 10 - In Teil III Titel II desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel *IVbis*, das die Abschnitte 1 bis 3 und die Artikel R. 336/1 bis R.336/7 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„KAPITEL *IVbis* - Festsetzung des Kostenpreises der industriellen Abwasserreinigung bezüglich der Einleitung von industriellem Abwasser

Abschnitt 1. — Allgemeines

Art. R. 336/1 - Für Betriebe, die an einen Dienstleistungsvertrag für die industrielle Abwasserreinigung gebunden sind, gelten die in den Artikeln R. 332 bis R. 336 erwähnten Bedingungen für die Festsetzung des Kostenpreises der industriellen Abwasserreinigung. In diesem Zusammenhang werden die Befugnisse der Verwaltung der S.P.G.E. übertragen.

Art. R. 336/2 - Die in Euro ausgedrückten Beträge des tatsächlichen Kostenpreises der industriellen Abwasserreinigung und des Kostenpreises der industriellen Abwasserreinigung werden auf den nächst höheren Cent aufgerundet.

Art. R.336/3 - § 1. Der Minister legt die technischen Umrechnungsfaktoren, das Musterprotokoll über die Probenahme, den Analysebericht und die Anpassungen der Einheitstarife fest.

§ 2. Der Abgabepflichtige teilt der S.P.G.E. die Pflichten und Rechte mit, die sich aus seiner Umweltgenehmigung ergeben, was die Abwässer betrifft.

§ 3. Auf Antrag des Abgabepflichtigen kann die Verwaltung eine Überprüfung der Berechnung vornehmen, die von der S.P.G.E. durchgeführt wurde.

§ 4. Die der S.P.G.E. übermittelten Daten zum industriellen Abwasser werden gemäß Artikel D. 278 § 6 der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt.

Abschnitt 2. — Probenahmen, Erhebungen und Erklärung

Art. R. 336/4 - Zwecks der Festsetzung des Kostenpreises der industriellen Abwasserreinigung übermittelt der Betrieb der S.P.G.E. spätestens am 31. März eines jeden Jahres das vom Minister festgelegte Erklärungsformular.

Art. R. 336/5 - § 1. Für die Bestimmung der tatsächlichen Durchschnittswerte der Berechnungsparameter führt der Betrieb, der an einen Dienstleistungsvertrag für die industrielle Abwasserreinigung gebunden ist, Probenahmen im Verhältnis zur Menge des während einer Periode von mindestens 24 Stunden eingeleiteten industriellen Abwassers und nach einer in Anhang XL detaillierten Mindesthäufigkeit der Probenahmen durch. Wenn in der Umweltgenehmigung oder in der Sektorenbedingung, die auf die Einleitung des Abwassers anwendbar ist, eine höhere Häufigkeit der Probenahmen vorgeschrieben ist, so wird Letztere angewandt.

§ 2. Die Analysen werden von einem zugelassenen Labor auf Kosten des Abgabepflichtigen durchgeführt und der Erklärung beigelegt, die der Abgabepflichtige der S.P.G.E. zukommen lässt. Das zugelassene Labor schickt der S.P.G.E. unmittelbar auf elektronischem Wege eine Abschrift des Analyseberichts für jede Entnahme und jegliche Bemerkung technischer und anderer Art, die die Ordnungsmäßigkeit der Entnahme bescheinigt und zur guten Auslegung der Ergebnisse nützlich ist.

Die Modalitäten zur Durchführung der Probenahme sind diejenigen, die in den Artikeln R. 326 und R. 327 vorgesehen sind. Für die Anwendung dieser Bestimmungen kann die S.P.G.E. an die Stelle der Verwaltung treten.

§ 3. Entscheidet sich der Abgabepflichtige im Einvernehmen mit der S.P.G.E. dafür, die in der Umweltgenehmigung festgehaltenen höchstzulässigen Werte anzugeben, so ist er nicht verpflichtet, eine Überwachungskampagne durchzuführen. Die angegebene Nitratkonzentration darf nicht dem in der Umweltgenehmigung festgehaltenen höchstzulässigen Wert entsprechen.

§ 4. Die S.P.G.E. kann unangekündigt und auf ihre Kosten eine Durchflussmessung und eine Probenahme zwecks Analyse durchführen bzw. durchführen lassen. Die Ergebnisse werden dem Abgabepflichtigen und der S.P.G.E. mitgeteilt und werden nicht in die dem Abgabepflichtigen in Anwendung von § 2 vorgeschriebene Häufigkeit der Probenahmen mit eingerechnet.

Die Entnahmestelle muss dieselbe sein wie für die Analysen im Zusammenhang mit der Überwachung oder, andernfalls, sich an der zugänglichen und angemessenen Stelle vor dem Sammelnetz befinden.

Die Erhebungen werden bei der Berechnung des tatsächlichen Kostenpreises der industriellen Abwasserreinigung in Betracht gezogen und vom Abgabepflichtigen in das Erklärungsformular aufgenommen.

§ 5. Während der Durchführung der in § 4 erwähnten Erhebung stellt der Abgabepflichtige der S.P.G.E. sämtliche Informationen zur Verfügung, die für die Ausfüllung des Formulars zur Probenahme sowie des vom Minister bestimmten Analyseberichts notwendig sind.

Abschnitt 3. — Festsetzung des Kostenpreises der industriellen Abwasserreinigung, falls keine Informationen vom Betrieb übermittelt werden

Art. R. 336/6 - § 1. Wenn für eine Einleitung die S.P.G.E. die Werte der in der Berechnungsformel nach Artikel D. 262 angeführten Parameter nicht kennt und sie diese aufgrund der zu ihrer Verfügung stehenden Bewertungselemente nicht ermitteln kann oder wenn man für eine zuverlässige Bestimmung der tatsächlichen Durchschnittswerte dieser Parameter auf technische oder wirtschaftliche Schwierigkeiten stößt, berechnet die S.P.G.E. die Schadstoffbelastung anhand einer vereinfachten Formel nach § 2.

§ 2. Für jede Einleitung berechnet die S.P.G.E. je nach dem Tätigkeitsbereich anhand des Durchflusswerts, der vom Betrieb übermittelt oder, mangels dessen, in Anwendung von Artikel D. 260 ermittelt wurde, den tatsächlichen Kostenpreis der industriellen Abwasserreinigung mithilfe der in der Anlage LVII festgesetzten Einheitstarif-Berechnungsformel sowie den gleichwertigen Betrag der Abgabe nach der in den Artikeln D. 265 und D. 266 festgesetzten vereinfachten Formel der Schadstoffbelastung.

Art. R. 336/7 - § 1. Wenn der Betrieb für eine Einleitung keine Daten übermittelt oder wenn seine Erklärung aufgrund von Artikel D. 260 § 3 unvollständig ist, kann die S.P.G.E., je nach Fall:

1° eine Erhebung zur Berechnung des tatsächlichen Kostenpreises der industriellen Abwasserreinigung und des Abgabebetrags anhand der vollständigen Formel durchführen lassen;

2° eine Durchflussmessung zusammen mit einer Messung der nützlichen Parameter durchführen und den tatsächlichen Kostenpreis der industriellen Abwasserreinigung sowie den Abgabebetrag nach der in Artikel R.336/6 § 2 festgelegten Methode berechnen;

3° den Kostenpreis der industriellen Abwasserreinigung bezüglich dieser Einleitung auf denjenigen des Vorjahres festsetzen;

4° den Kostenpreis der industriellen Abwasserreinigung auf denjenigen festsetzen, der dem durchschnittlichen Kostenpreis für alle Betriebe desselben Tätigkeitsbereichs entspricht.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Analysekosten werden dem Abgabepflichtigen angerechnet.

§ 3. Falls keine Angaben mitgeteilt werden oder falls diese unvollständig sind, wird der Kostenpreis, der anhand der oben genannten Methode berechnet wurde, mit einem Koeffizienten multipliziert, dessen Wert in Artikel 11.1 von Anhang LVII festgesetzt wird.“

Art. 11 - In Artikel R. 378 desselben Gesetzbuches wird der zweite Paragraph durch Folgendes ersetzt:

“§ 2. Die Schadstoffbelastungen N1 werden separat für jede Einleitungsstelle errechnet.

Zu diesem Zweck wird die Tagesabflussmenge im umgekehrten Verhältnis zur fiktiven Zunahme der Anzahl Tage, an denen Abwasser eingeleitet werden, reduziert. Die globale Schadstoffbelastung N1 erhält man durch Addierung der entsprechenden Schadstoffbelastungen von jeder Einleitungsstelle, welche nach der in Artikel 262 des dekretalen Teils festgelegten Formel ermittelt werden.“

Art. 12 - Artikel R. 401 § 2 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016, wird um den folgenden Satz ergänzt:

“Der Anspruch auf die Prämie endet zeitgleich mit der Frist für den Antrag auf Auszahlung und spätestens zwei Jahre nach dem Ende der Arbeiten.“

Art. 13 - In Artikel R. 402 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2008, 23. November 2016 und 1. Dezember 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 1. “Für eine erste Einrichtung eines individuellen Klärsystems beläuft sich die Prämie für die erste Tranche von fünf Einwohnerequivalenten (EGW) auf 1000 Euro für die gemäß den Bestimmungen von Abschnitt 1/1 des vorliegenden Kapitels zugelassenen Systeme.

Die Prämie wird um die folgenden Beträge erhöht:

1° 350 Euro je zusätzlichen Einwohnerequivalent;

2° 150 Euro für die Durchführung einer Bodendurchlässigkeitsprüfung zwecks einer Versickerung in den Boden;

3° 500 Euro wenn die Ableitung des geklärten Abwassers nach Abschluss der Durchlässigkeitsprüfung mittels einer der durch die Erlasse zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung zugelassenen Bodenversickerungsmethoden, mit Ausnahme der Sickergrube, erfolgt;

4° 700 Euro für die Einrichtung eines extensiven Systems;

5° 2.500 Euro, wenn sich das Wohnhaus in einem gemäß den Bestimmungen von Artikel R. 280 als solcher anerkannten lokalen Schwachpunkt befindet oder wenn der Minister für Umwelt das individuelle Klärsystem anschließend an eine Gebietsuntersuchung in einem vorrangigen Gebiet II nach Artikel R. 279 § 3 auferlegt;

6° 3.500 Euro wenn der Minister das individuelle Klärsystem anschließend an eine Gebietsuntersuchung in einem vorrangigen Gebiet I nach Artikel R. 279 § 3 auferlegt.”;

2° in § 5 Absatz 1 wird das Wort “zugelassenen” gestrichen.

Art. 14 - In Artikel R. 414 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016, werden die Absätze 2 und 3 durch das Folgende ersetzt:

“Der Installateur trifft alle zweckdienlichen Maßnahmen, damit die Plakette dauerhaft am zugelassenen Klärsystem befestigt wird. Er vergewissert sich, dass die auf dieser Plakette vorhandenen Angaben während der Kontroll- und Wartungsvorgänge leicht abgelesen werden können.

Nach Ablauf der Zulassung teilt der Antragsteller bzw. der über eine Lizenz verfügende Betreiber, der die Zulassung erhalten hat, dem Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung die Seriennummer des letzten individuellen Klärsystems mit, das Gegenstand dieser Zulassung war.”.

Art. 15 - Im verordnungsrechtlichen Teil desselben Gesetzbuches wird die Anlage XXXIX, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016, durch den Anhang 1 zum vorliegenden Erlass wiedereingeführt.

Art. 16 - In den verordnungsrechtlichen Teil desselben Gesetzbuches wird eine Anlage LVII eingefügt, die als Anhang 2 zum vorliegenden Erlass beigefügt wird.

KAPITEL II — *Abänderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

Art. 17 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015, wird um einen Absatz mit folgendem Wort ergänzt:

“Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf die Ableitung von industriellem Abwasser nach Artikel D. 2 Ziffer 42 des Wassergesetzbuches in Oberflächengewässer, öffentliche Kanalisationen oder Abwassersammler im Sinne der Rubrik 90.10 von Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten bezieht, enthält er außer den in dem in Absatz 1 erwähnten Formular geforderten Auskünften die in der Anlage LVII von Buch II des Wassergesetzbuches betreffend das Muster eines Dienstleistungsvertrags für industrielle Abwasserreinigung angegebenen Informationen, die es der zugelassenen Sanierungseinrichtung ermöglichen, ihre Stellungnahme über die Kapazität der Klärstation zur Aufnahme des Abwassers abzugeben.”.

Art. 18 - Artikel 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015, wird um einen Absatz mit folgendem Wort ergänzt:

“Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf die Ableitung von industriellem Abwasser nach Artikel D. 2 Ziffer 42 des Wassergesetzbuches in Oberflächengewässer, öffentliche Kanalisationen oder Abwassersammler im Sinne der Rubrik 90.10 von Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten bezieht, enthält er außer den in dem in Absatz 1 erwähnten Formular geforderten Auskünften die in der Anlage LVII von Buch II des Wassergesetzbuches betreffend das Muster eines Dienstleistungsvertrags für industrielle Abwasserreinigung angegebenen Informationen, die es der zugelassenen Sanierungseinrichtung ermöglichen, ihre Stellungnahme über die Kapazität der Klärstation zur Aufnahme des Abwassers abzugeben.”.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 19 - Artikel D. 260 § 2 und § 3 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, tritt am 1. Januar 2019 in Kraft.

Art. 20 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2019 in Kraft.

Art. 21 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. November 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang 1

Anhang XXXIX des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Muster für das Abkommen zwischen der Wallonischen Region, der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen ("SOFICO") und der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") zur Abtretung von Kanalisationen

In vorliegendem Muster werden die zu übernehmenden Elemente zwischen Klammern gesetzt, wenn es sich um die Abtretung von Kanalisationen handelt, die hinsichtlich deren Bewirtschaftung zum strukturierenden regionalen Netz der SOFICO gehören.

**NICHT STRUKTURIENDES / STRUKTURIENDES REGIONALES NETZ
ABKOMMEN ZUR ABTRETUNG VON KANALISATIONEN ZWISCHEN DER
WALLONISCHEN REGION, [DER SOFICO] UND DER S.P.G.E.**

Straßendirektion von Straßenbezirk von

Zwischeneinzugsgebiet: Gemeinde:

.....

Aktennummer: xxx/xxxxxx

Zwischen der Wallonischen Region (DGO-1) einerseits, vertreten durch ,
Chefingenieur - Direktor für Brücken- und Straßenbau, Direktion (Bezirk) von ;
[der SOFICO, vertreten durch, geschäftsführender Verwalter;]
Und der S.P.G.E. andererseits, vertreten durch,, Vorsitzende(r)
des Direktionsausschusses und, stellvertretende(r)

Vorsitzende(r) des Direktionsausschusses;

Aufgrund des Wassergesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Verabschiedung des Musters eines Dienstleistungsvertrags für die industrielle Abwasserreinigung und zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Wassergesetzbuches und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, durch den die Abtretung des dinglichen Rechts der Wallonischen Region an die S.P.G.E. erlaubt wird;

Es wird Folgendes gebilligt:

1. Die Wallonische Region (DGO-1) [und die SOFICO] tritt die als Abwasserkanal dienenden Kanalisationen, die sich entlang bzw. unter folgender Straße befinden, an die S.P.G.E. ab:

NS Nr.: XXX

zwischen Ort 1 / Ort 2

zwischen den km-Punkten : X.XXX und Y.YYY;

zwischen den GPS-Koordinaten: X1, Y1 und X2, Y2, mit einer Länge von Metern, wie auf der roten Trasse auf den beiliegenden Plänen angegeben.

2. Die S.P.G.E. verpflichtet sich gemäß den Modalitäten des Entwässerungsvertrags, diese Anlagen auf eigene Rechnung und Gefahr instandzuhalten und ggf. zu erneuern.

3. Ab diesem Tag tritt die S.P.G.E. in alle Rechte und Pflichten der Wallonischen Region (DGO-1), was diese Bauwerke betrifft. Die Wallonische Region garantiert den Ausschluss der S.P.G.E. und ist zuständig für alle Streitfälle vor diesem Datum.

4. Sofern dies für die Betreuung der betreffenden Bauwerke erforderlich ist, verfügt die S.P.G.E. über das Durchgangsrecht.
 5. Die Wallonische Region übermittelt der S.P.G.E. die zu ihrer Verfügung stehenden und dem Abkommen beiliegenden Pläne.
 6. Die Genehmigungen für den Anschluss an die Kanalisation werden von der Gemeinde nach Einholung der Stellungnahme des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (DGO-1) gewährt.
- Erstellt in doppelter Ausfertigung durch die ordnungsgemäß vertretenen Parteien, in
am

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Verabschiedung des Musters eines Dienstleistungsvertrags für die industrielle Abwasserreinigung und zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Wassergesetzbuches und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 30. November 2018

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

Anhang 2

Anhang LVII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Muster des Dienstleistungsvertrags für die industrielle Abwasserreinigung

Vertrag Nr.	
Firmenname des Betriebs	
Anschrift des Gesellschaftssitzes	
Anschrift des Betriebs	
Referenzen der Katasterparzellen	
Betroffene Klärstation	
Industrielle Tätigkeit (NACE-Code – und Ableitungscodes)	

ZWISCHEN

der ÖFFENTLICHEN GESELLSCHAFT FÜR WASSERBEWIRTSCHAFTUNG ("SOCIÉTÉ PUBLIQUE DE GESTION DE L'EAU"), kurz "SPGE" (AG öffentlichen Rechts) deren Gesellschaftssitz sich in 4800 Verviers, Rue Concorde 41 befindet, im Handelsregister von Verviers unter der Nr. 71.517 eingetragen und unter der MwSt. Nr. 420 651 980 registriert, vertreten durch

Nachstehend "die S.P.G.E." genannt ;

UND,

.....

nachstehend "die zugelassene Sanierungseinrichtung" oder "die ZSE" genannt;

UND,

.....

nachstehend "der Betrieb" genannt

In Erwägung der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im

Bereich der Wasserpolitik, in der insbesondere in Artikel 9 die Anwendung des Grundsatzes der Deckung der Kosten der Wasserdienstleistungen, einschließlich umwelt- und ressourcenbezogener Kosten unter Berücksichtigung unter anderem der sozialen, umweltbezogenen und wirtschaftlichen Auswirkungen, sowie der geographischen und klimatischen Bedingungen der Region oder der betroffenen Regionen vorgesehen ist; In Erwägung der Richtlinie 91/271/EWG des Rates vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser, in der insbesondere der Schutz des Sanierungspersonals und der öffentlichen Sanierungsanlagen vorgesehen sind; In Erwägung der Artikel D.5 und D.6 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet; In Erwägung des Wassergesetzbuches, abgeändert durch das Programmdekret vom 12. Dezember 2014 und seine Anwendungserlasse, und der Gesetzgebung in Sachen Umweltschutz, insbesondere des Artikels 22 des Programmdekrets, das die Finanzierung der Wasserpolitik mittels der Optimierung der Mechanismen der Deckung der Kosten der Wasserdienstleistungen, einschließlich umwelt- und ressourcenbezogener Kosten, zum Gegenstand hat, in Anwendung der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik; In Erwägung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und seiner Durchführungserlasse, in denen die Emissionswerte der Anlagen und Tätigkeiten festgelegt werden; In Erwägung der amingewährten Umweltgenehmigung, deren Teil über das abgeleitete Abwasser dem vorliegenden Abkommen als Anhang beigelegt wird; In Erwägung des zwischen der S.P.G.E. und der zugelassenen Sanierungseinrichtung (ZSE) abgeschlossenen Dienstleistungsvertrags für die Sanierung und Sammlung; In Erwägung des von der Wallonischen Regierung am genehmigten Musters des Dienstleistungsvertrags für die Sanierung Haben Folgendes vereinbart:

A – ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 1 – GEGENSTAND UND GRUNDSÄTZE

Die S.P.G.E. und die ZSE erfüllen eine Aufgabe öffentlichen Dienstes, deren Ziel es ist, die Sanierung des industriellen Abwassers des Betriebs mittels öffentlicher Instrumente zu gewährleisten.

In dem vorliegenden Vertrag werden die Modalitäten administrativen, finanziellen und juristischen Charakters festgelegt, die die Parteien sich verpflichten, im Hinblick auf die Gewährleistung der Sanierung des industriellen Abwassers einzuhalten.

Der vorliegende Vertrag wird durch das Bestehen einer Umweltgenehmigung bedingt. Unbeschadet strengerer oder restriktiverer gesetzlicher oder verordnungsrechtlicher Bestimmungen verpflichtet sich der Betrieb, industrielles Abwasser abzuleiten, das in Qualität und Quantität den Vorschriften in Bezug auf Umweltgenehmigung entspricht. Gegebenenfalls unterzieht er das Abwasser einer vorherigen einschlägigen Behandlung.

Der Betrieb übermittelt der S.P.G.E. die Informationen, die sich aus den in seiner Umweltgenehmigung enthaltenen Rechten und Pflichten bezüglich der Ableitung(en) von Abwasser ergeben. Dieses Dokument wird als Anhang 1 beigelegt.

Der Betrieb trifft die gesamten nötigen Vorkehrungen, um die Erneuerung seiner Umweltgenehmigung vor ihrem Fälligkeitsdatum zu sichern und übermittelt der S.P.G.E. ab dem Erhalt der Genehmigung die Informationen bezüglich der Abwasserableitung(en).

Der Betrieb verpflichtet sich, den gemäß dem vorliegenden Vertrag festgelegten Preis zu zahlen.

Artikel 2 - DEFINITIONEN

Zur Anwendung des vorliegenden Vertrags gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: OGD3, d.h. die Abteilung Umwelt und Wasser der Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° Selbstüberwachung: die vom Betrieb selbst innerhalb seiner eigenen Analyseausrüstungen oder von einem von ihm bezeichneten Laboratorium durchgeführten Maßnahmen;

3° Kontrolle: die von oder für Rechnung der Abteilung Polizei und Kontrollen (DPC) durchgeführten Maßnahmen bezüglich der Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Sanierungsmaßnahmen in Sachen Umwelt oder die Maßnahmen des Wassergesetzbuches;

4° Einleitung: Kontrollkammer oder Stellen, an denen die Probenahmen vorgenommen werden;

5. DOF: Direktion der Finanzinstrumente ("Direction des Outils Financiers") der OGD3 ;

7° Betrieb: der von einer juristischen oder natürlichen Person bewirtschaftete Betrieb, der industrielles Abwasser im Sinne des Artikels D. 2 Ziffer 42 des Wassergesetzbuches einleitet;

7° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört;

8° ZSE: zugelassene Sanierungseinrichtung ("organisme d'assainissement agréé");

9° Ableitung: Kontaktstelle mit dem Vorfluter ;

10. Erhebung: die von einem zugelassenen Laboratorium für Rechnung der Verwaltung oder der S.P.G.E. durchgeführten Messungen;

11° S.P.G.E. : die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Société publique de gestion de l'eau");

12° Überwachung: die von einem zugelassenen Laboratorium für Rechnung des Betriebs durchgeführten Messungen;

Artikel 3 – VERPFLICHTUNGEN DER S.P.G.E. UND DER ZSE

Die S.P.G.E. und die ZSE verpflichten sich, das Funktionieren der Sanierungsbauwerke gemäß den Vorschriften ihrer Umweltgenehmigung zu gewährleisten.

Die S.P.G.E. und die ZSE wenden alle geeigneten Mittel an, um:

1° das abgeleitete industrielle Abwasser im Rahmen der in der Umweltgenehmigung des betroffenen Betriebs festgelegten Grenzen aufzunehmen;

2° für die Anlagen, deren Eigentümer oder Verwalter sie sind, die eventuelle Speicherung, Zufuhr, Behandlung und Ableitung des Abwassers in die Umwelt gemäß den durch die in diesem Bereich anwendbaren Regelung festgelegten Vorschriften zu sichern;

3° schnellstmöglich den Betrieb über jeden geplanten oder nicht geplanten Stillstand seines

Sanierungssystem, durch den die Aufnahme und Behandlung des von dem Abkommen betroffenen Abwassers während eines Zeitraums von mindestens 3 Tagen nicht mehr gesichert sind, sowie über die vorgesehenen Fristen zur Wiederherstellung des Dienstes zu informieren. Die Volumen und Ströme des Betriebs, die auf der Grundlage der von dem Betrieb an die S.P.G.E. übermittelten, eventuell durch eine Erhebung validierten Daten der Selbstüberwachung festgelegt werden, die während dieses Zeitraums nicht behandelt worden sind, werden in der Fakturierungsbasis nicht berücksichtigt.

Außer in den in Artikel D. 260 § 4 Absatz 3 des Wassergesetzbuches erwähnten Fällen wird dem Betrieb ein Entschädigungsbetrag gewährt, der den ordnungsgemäß begründeten Kosten und Ausgaben entspricht, denen der Betreiber ausgesetzt war, um sein Abwasser, das er nicht ableiten konnte, beseitigen zu lassen; der Höchstwert dieser Entschädigung wird auf der Grundlage desselben Verhältnisses wie der Quotient KIAR / TKIAR (Kostenpreis für die industrielle Abwasserreinigung / tatsächlicher Kostenpreis für die industrielle Abwasserreinigung) bestimmt;

4° dem Betrieb auf seinen Antrag hin eine Abschrift des Jahresberichts über die Funktion der öffentlichen Klärstation, die das Abwasser des Betriebs behandelt, vorzulegen.

Bei Nichteinhaltung ihrer Verpflichtungen verpflichten sich die S.P.G.E. und ZSE, die einschlägigen Maßnahmen zu treffen, um den Dienst schnellstmöglich wiederherzustellen.

Artikel 4 – ÜBERWACHUNG DER ABLEITUNGEN UND VERFÜGBARE INFORMATIONEN

4.1 - Überwachung

Der Betrieb ist auf seine Kosten für die Überwachung und Übereinstimmung seiner Ableitungen angesichts der Vorschriften des Wassergesetzbuches, für seine Verpflichtungen kraft des Dekrets vom 11. März über die Umweltgenehmigung und für die in seiner Umweltgenehmigung enthaltenen Vorschriften verantwortlich.

Die Informationen über die Einleitung, die für die Berechnung des KIAR (und des Höchstbetrags der Steuer) erforderlich sind, werden der S.P.G.E. jährlich möglichst in einem auswertbaren EDV-Format spätestens bis zum 31. März des darauffolgenden Jahres gemäß dem vom Minister festgelegten Erklärungsmuster übermittelt. Der Betrieb bewahrt während eines Zeitraums von fünf Jahren ab dem ersten Januar des Jahres, in dem er der S.P.G.E. die Informationen zugesandt hat, eine Abschrift der eingereichten Erklärung, sowie jedes zu ihrer Ergänzung beigefügte Dokument auf.

4.2- Erhebungen

Die S.P.G.E. kann auf ihre Kosten und unerwartet eine Durchflussmessung und eine Probenahme zwecks Analyse gemäß Artikel D. 260 des Wassergesetzbuches durchführen lassen. Die Ergebnisse werden dem Betrieb und der OGD3 ("DOF") übermittelt. Wie auch die Überwachungsdaten werden die Erhebungsdaten in die Datenserie aufgenommen, die zur Berechnung des KIAR (siehe Berücksichtigung der Probenahmen) dient.

Außerdem können andere Parameter analysiert werden, falls an den öffentlichen Anlagen Probleme festgestellt werden, ohne dass diese die Berechnung des KIAR beeinflussen. Über die eventuellen hervorgehobenen Probleme wird zwischen den Parteien Rücksprache gehalten, um eine dauerhafte Lösung zu finden. Gegebenenfalls führt die Rücksprache zu einer Änderung der Umweltgenehmigung, da die Rücksprache nicht von der Umweltgenehmigung abweichen kann.

Bei der Durchführung einer Erhebung verpflichtet sich der Betrieb, der S.P.G.E. oder ihrem Bevollmächtigten die gesamten Informationen zu liefern, die das Ausfüllen des vom Minister festgelegten Entnahmeformulars, sowie des Analysebulletins ermöglichen.

Die Entnahmestelle ist dieselbe Stelle, die für die mit der Überwachung verbundenen

Analysen verwendet wird und entspricht der in der Umweltgenehmigung auferlegten Kontrollkammer.

4.3 - Nicht übermittelte Daten

Wenn der Betrieb, der industrielles Abwasser ableitet, es versäumt, der S.P.G.E. die zu berücksichtigenden Parameterwerte zu übermitteln, werden die in den Artikeln R. 336/6 und R. 336/7 des Wassergesetzbuches vorgesehenen Maßnahmen angewandt.

4.4 - Datenaustausch

Die der S.P.G.E. übermittelten Daten betreffend das industrielle Abwasser werden der Verwaltung gemäß Artikel 278 § 6 des Wassergesetzbuches zur Verfügung gestellt.

Artikel 5 – MERKMALE DES BETRIEBS

5.1- Internes Netz

Der Betrieb trifft alle erforderlichen Vorkehrungen, einerseits um sich zu vergewissern, dass die Schaffung (im Falle *eines* neuen Betriebs) oder der Zustand (im Falle *eines bereits bestehenden Betriebs*) seines internen Netzes der geltenden Regelung entspricht, und andererseits um jede unerwünschte Ableitung, die entweder dem guten Zustand, oder dem guten Funktionieren des Sanierungsnetzes und gegebenenfalls der Sanierungsbauwerke, oder dem Betriebspersonal der Sammel- und Behandlungsbauwerke schaden könnte, zu verhindern.

Der Betrieb unterhält seine Abwassersammelleitungen auf angemessene Weise und überprüft regelmäßig deren guten Zustand.

Die Beschreibung des internen Abwassersammel- und -ableitungsnetzes (Plan des internen Netzes, Ableitstellen in das öffentliche Netz, Art des abgeleiteten Abwassers (industrielles Abwasser (IAW), häusliches Abwasser (HAW), Regenwasser (RW)), Art des internen Netzes (Mischwasser, (AW/RW, IAW/HAW/RW, usw.)), vorhandene Vorrichtungen für die Vorbehandlung, wird dem vorliegenden Vertrag (Anhang 2) beigefügt und entspricht dem Plan des Netzes, der gemäß der Umweltgenehmigung zu erstellen ist;

Die Verbindung zum öffentlichen Netz erfolgt je nach den in Anhang 3 beschriebenen technischen Bedingungen. In diesem Anhang wird angegeben, ob sich der Betrieb in einem Wasserentnahmeschutzgebiet befindet.

5.2- Von dem Betrieb verwendete Produkte

Der Betrieb hält der S.P.G.E. und der ZSE eine Liste der verwendeten und am Produktionsstandort gelagerten Produkte unter Angabe der Art der Produkte mit dem Sicherheitsdatenblatt und der gelagerten und verwendeten Mengen zur Verfügung.

5.3- Kühlwasser und Regenwasser

Der Betrieb trifft alle Vorkehrungen, um das Kühlwasser und das Regenwasser außerhalb des öffentlichen Sanierungssystems abzuleiten.

Er vereinbart mit der S.P.G.E. einen Zeitplan, um dieses Ziel unter Vorbehalt technischer Schwierigkeiten zu erreichen.

Der Betrieb verpflichtet sich, kein Verfahren anzuwenden, das darauf abzielt, sein Abwasser durch einen übermäßigen Wasserverbrauch oder durch eine unbefugte Ableitung des Kühlwassers oder Regenwassers zu vermischen, wobei gleichzeitig dieselbe globale Schadstoffbelastung beibehalten wird.

Es finden jedoch die in der Umweltgenehmigung vorgesehenen Ableitungsbedingungen Anwendung.

5.4- Wasserentnahmen

Im Falle von bestehenden Anlagen ohne Zähler richtet der Betrieb spätestens innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Vertrags an allen Trinkwasserversorgungsquellen (Trinkwassernetz, Abpumpen aus Bohrlöchern oder Flüssen,

Wasserentnahme, usw.) eine geeichte und verplombte Vorrichtung für die Zählung des entnommenen Wassers ein, deren Merkmale im Einvernehmen zwischen den Parteien unbeschadet der gesetzlichen Bestimmungen in diesem Bereich festgelegt werden.

5.5- Aktualisierung

Im Falle einer Änderung der in dem vorliegenden Artikel angegebenen Informationen verpflichtet sich der Betrieb, dies der S.P.G.E. zu melden, sowie ihr die aktualisierten Informationen zu übermitteln.

Artikel 6 – FINANZIELLE BEDINGUNGEN

6.1- Allgemeines

Der Preis für den Dienst, der dem Betrieb erwiesen wird, setzt sich aus zwei Teilen zusammen:

- ein Teil für die Sanierung des häuslichen Abwassers;
- ein Teil für die Sanierung des industriellen Abwassers;.

6.2 - Häuslicher Teil

Der häusliche Teil (TKAR) wird gemäß Artikel D. 231*bis* des Wassergesetzbuches berechnet und von der S.P.G.E. direkt in Rechnung gestellt, wenn dies nicht direkt auf die Rechnung des Versorgers übertragen wurde.

Die Berechnung kann auf der Grundlage eines gemäß dem Anhang 2 des dekretalen Teils des Wassergesetzbuches berechneten Pauschalbetrags errechnet werden.

6.3 - Industrieller Teil

Der industrielle Teil wird gemäß den Artikeln 7 bis 9 des vorliegenden Vertrags berechnet und in Rechnung gestellt.

Um das Vorhandensein und den Betrag des KIAR zu belegen, kann die S.P.G.E. auf alle vom allgemeinen Recht zugelassenen Beweismittel zurückgreifen, einschließlich der Protokolle der aufgrund der Artikel D. 260 des Wassergesetzbuches bestimmten Bediensteten.

Wenn die Konfiguration des Netzes keinen deutlichen Unterschied zwischen den beiden Abwasserarten (häuslich oder industriell) erlaubt, wird das gesamte Abwasser in den industriellen Teil aufgenommen.

Artikel 7 – PREIS DER DIENSTERWEISUNG

7.1 - Berechnung des KIAR

Der Betrieb zahlt den Kostenpreis für die industrielle Abwasserreinigung (KIAR), der je nach den abgeleiteten Belastungen wie folgt berechnet wird:

Berechnungsformel des TKIAR

Der tatsächliche Kostenpreis für die industrielle Abwasserreinigung (TKIAR) wird jährlich folgendermaßen berechnet:

$$\text{TKIAR} = (\text{CE} + \text{CI}) * 1,05$$

wobei :

- CE : Betriebskosten ("coût d'exploitation");
- CI : Investitionskosten ("coût d'investissement");
- Zur Erinnerung: unbeschadet des Artikels 7.3 des Vertrags werden die Kosten der anderen Mikroschadstoffe als die Schwermetalle in diesem Stadium nicht berücksichtigt.

Der Koeffizient 1,05 stellt die Verwaltungskosten für die Durchführung des Dienstleistungsvertrags dar.

Betriebskosten ("CE")

Die Betriebskosten werden auf der Grundlage der folgenden drei Elemente berechnet:

- die gesamten jährlichen Betriebskosten aller Sanierungsbauwerke, sowie die Kosten in Verbindung mit der Überwachung des industriellen Abwassers;
- die globalen Belastungen und Volumen am Eingang der Klärstationen;
- die vom Betrieb tatsächlich eingeleiteten Belastungen und Volumen.

Dies wird durch folgende Formel ausgedrückt:

Mit folgenden Parameterwerten :

a	0,236
b	0,391
c	0,267
d	0,068
e	0,038
f (récup NO3)	0,092

wobei:

- E entspricht den gesamten jährlichen Betriebskosten der Sanierungsbauwerke, d.h. den Ausgaben für den Betrieb dieser Bauwerke, so wie sie sich aus der Buchführungsbilanz der S.P.G.E. des Vorjahres ergeben, einschließlich der erheblichen Ausgaben außerhalb des laufenden Betriebs (DIHEC, dépenses importantes hors exploitation courante), unter Abzug der Betriebserträge ohne Industrien, der Energiekosten des Sandabscheiders/Ölabscheiders und der mit den metallischen Spurenelementen (ETM, éléments traces métalliques) verbundenen Kosten;
 - Coût ETM ergibt sich aus der Multiplikation der Jahresmenge von Schlämmen, die wegen einer Überschreitung der Normen an metallischen Spurenelementen (ETM) aussortiert wurden, mit den Mehrkosten, die mit der thermischen Verwertung verbunden sind, auf der Grundlage der Daten des Vorjahres;
 - Vol_{ind} , $DCO2h_{ind}$, MES_{ind} , $Ntot_{ind}$, $Ptot_{ind}$ und $NO3_{ind}$ sind das Volumen und die jährlichen Belastungen in Sachen chemischer Sauerstoffbedarf nach Absetzung (DCO2h), Schwebstoffe (MES), Gesamtstickstoff (Ntot), Gesamtphosphor (Ptot) und Nitrate (NO3), die im industriellen Abwasser des Betriebs gemessen werden (Werte, die auf der Grundlage der Überwachungs- und Erhebungsdaten gemäß den Vorschriften des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches berechnet werden). Der $NO3_{ind}$ -Wert ist optional;
 - ETM_{ind} ist die jährliche Belastung durch metallische Spurenelemente (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Hg), die in dem abgeleiteten industriellen Abwasser des Betriebs gemessen werden (Werte, die auf der Grundlage der Überwachungs- und Erhebungsdaten gemäß den Vorschriften des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches berechnet werden).
- Der Beitrag eines jeden metallischen Spurenelements zu der Gesamtbelastung wird durch die Norm (in mg/kg Schwebstoff) gewichtet, die für die landwirtschaftliche Verwertung für das besagte metallische Spurenelement Anwendung findet;
- $Volstep-tot$, $DCOstep-tot$, $MESstep-tot$, $Ntotstep-tot$, $Ptotstep-tot$ und $ETMtot$ sind das Volumen und die Belastungen, die jährlich durch die gesamten Klärstationen in der Wallonie behandelt werden, auf der Grundlage der Angaben des Vorjahres;

- ETM_{tot} ist die durchschnittliche jährliche Belastung durch metallische Spurenelemente (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Hg) in den Schlämmen der gesamten Klärstationen in der Wallonie, auf der Grundlage der Angaben des Jahres N-2, wo jede durchschnittliche Konzentration durch die Norm (in mg/kg Schwebstoff) gewichtet wird, die für die landwirtschaftliche Verwertung für das besagte metallische Spurenelement Anwendung findet;
- a, b, c, d, e und f sind die Gewichtungskoeffizienten, die je nach den Auswirkungen der verschiedenen Parameter auf die Betriebskosten der Klärstationen festgelegt sind. Ab dem 1. Januar 2020 werden sie von der S.P.G.E. alle 5 Jahre auf der Grundlage der Angaben des Vorjahres angepasst.

Investitionskosten ("CI")

Die Investitionskosten werden auf der Grundlage der folgenden drei Elemente berechnet:

- der Abschreibungsaufwendungen und der Schuldenlast der Pumpstationen, der Klärstationen und der Kanalisationen (außerhalb des Entwässerungsnetzes);
- der gesamten Nennlasten und –volumen der Abwassersammler und Klärstationen (berechnet auf der Grundlage der Nennlasten der Klärstationen);
- der in der Genehmigung des Betriebs angeführten Lasten;

dies wird durch folgende Formel ausgedrückt:

$CI =$

mit folgenden Parameterwerten :

a'	0,389
b'	0,285
c'	0,245
d'	0,043
e'	0,038

wobei:

- I_{col} stellt die jährlichen Investitions- und Finanzierungskosten des Vorjahres des tatsächlichen Kostenpreises für die industrielle Abwasserreinigung (TKIAR) dar, der den Sammlern unter Berücksichtigung einer Abschreibung auf 40 Jahre gewährt wird. Dieser Wert wird jedes Jahr auf der Grundlage der Aufstellung der von der S.P.G.E. getätigten Investitionen aktualisiert. Für die Betriebe, die nachweisen, dass sie das Regenwasser vom öffentlichen Abwassernetz fernhalten, wird I_{col} um 13 % verringert.
- $Vol_{capacitécoll}$ stellt die Nennkapazität verbunden mit I_{coll} in m^3/Tag auf der Grundlage von 0,18 m^3/EGW Tag, auf der Grundlage der Angaben des Jahres N-2, dar;
- I_{step} stellt die jährlichen Investitions- und Finanzierungskosten des Vorjahres der öffentlichen Klärstationen mit laufendem Leasingvertrag unter Abzug der spezifischen städtischen Kosten (Entsandung/Entölung, Stoffe aus der Entleerung von Faulgruben, Produkte aus der Reinigung der Sanierungsnetze) dar, dessen Wert am 1. Januar 2013 4,1% beträgt und der ab dem 1. Januar 2020 alle 5 Jahre auf der Grundlage des Vorjahres revidiert wird.
- $Vol_{autorisé}$, $DCO_{autorisé}$, $MES_{autorisé}$, $N_{tot,autorisé}$ und $P_{tot,autorisé}$ stellen die Mengen in m^3/Tag und kg/Tag dar, die auf der Grundlage der täglichen Durchschnittswerte der am 1. Januar des Jahres der

Berechnung des KIAR gültigen Ableitungsgenehmigung des Betriebs berechnet werden, gegebenenfalls nach Umrechnung gemäß Anhang 2 des Ministeriellen Erlasses vom ...;

- $Vol_{\text{capacitéstep}}$, $DCO_{\text{capacitéstep}}$, $MES_{\text{capacitéstep}}$, $N_{\text{tot}_{\text{capacitéstep}}}$, $P_{\text{tot}_{\text{capacitéstep}}}$ stellen die Nennmengen in m^3/Tag und kg/Tag der öffentlichen Klärstationen mit laufendem Leasingvertrag für das Vorjahr dar;
- a' , b' , c' , d' und e' sind die Gewichtungskoeffizienten, die je nach den Auswirkungen der verschiedenen Parameter auf die Investitionskosten festgelegt sind. Ab dem 1. Januar 2020 werden sie von der S.P.G.E. alle 5 Jahre auf der Grundlage der Daten des Vorjahres angepasst.

7.2 - Abweichung

Für die Berechnung des KIAR Investition kann die S.P.G.E. darauf verzichten, die auf der Grundlage der Ableitungsgenehmigung berechneten Schadstoffbelastungen zu berücksichtigen, wenn diese sehr stark von den tatsächlich abgeleiteten Schadstoffbelastungen abweichen.

Bei dieser Maßnahme handelt es sich um eine Übergangsmaßnahme, die für einen Zeitraum von höchstens 5 Jahren gilt.

Zudem wird eine Umrechnung für jene Betriebe vorgeschlagen, in denen die Werte der Ableitungsgenehmigungen in verschiedenen Einheiten ausgedrückt werden.

7.3 - Kosten für Mikroschadstoffe mit Ausnahme der metallischen Spurenelemente

Alle Kosten im Zusammenhang mit anderen Mikroschadstoffen als Schwermetallen können durch einen Nachtrag in die Berechnung der TKIAR einbezogen werden.

7.4- Modalitäten zur Berücksichtigung der Probenahmen

Die Berechnung der TKIAR erfolgt auf der Grundlage der Überwachungs- und Erhebungsdaten gemäß den Vorschriften des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches und insbesondere der Artikel R. 333 und R. 334.

7.5 - Begrenzung des TKIAR

Gemäß Artikel D. 260   3 des Wassergesetzbuches ist der KIAR die niedrigere der beiden Summen zwischen dem TKIAR und dem Abgabe quivalent.

Das Abgabe quivalent wird von der OGD3 ("DOF") oder in Ermangelung dessen von der S.P.G.E. berechnet.

7.6 - Vereinfachte Formel der Abgabe und Einheitstarif des TKIAR

Wenn der Betrieb bei der Durchführung von Überwachungsmaßnahmen und der vollständigen Bereitstellung von Daten mit technischen oder wirtschaftlichen Schwierigkeiten konfrontiert ist, beantragt er die schriftliche Zustimmung der S.P.G.E., um von den Bestimmungen des Artikels R. 326   1 abweichen zu dürfen, wobei er die Gründe oder Schwierigkeiten und die möglichen technischen Lösungen anf hrt. Wird ihm diese Zustimmung gewährt, übermittelt der Betrieb die Werte der Durchflussmengen sowie die zweckdienlichen Berechnungsgrundlagen (Verbrauch, Gewinnung,...), die in Anhang I des dekretalen Teils des Wassergesetzbuches angeführt werden. Die S.P.G.E. berechnet den tatsächlichen Kostenpreis für die industrielle Abwasserreinigung anhand der in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 angeführten Einheitstarif-Berechnungsformel und die OGD3 (DOF) – oder in Ermangelung die S.P.G.E. – berechnet das Abgabe quivalent nach der vereinfachten Formel je nach T tigkeitsektor. Der KIAR entspricht der niedrigeren der beiden Summen zwischen dem TKIAR nach der Einheitstarif-Berechnungsformel und dem Abgabe quivalent nach der vereinfachten Formel.

Ab dem 1. Januar 2020 werden die Einheitstarife (Anhang 4) alle fünf Jahre auf Vorschlag der S.P.G.E. auf der Grundlage der Daten des Jahres N-2 im Rahmen eines Ministeriellen Erlasses angepasst.

Am 1. Januar eines jeden Jahres wird der Betrag des KIAR in Einheitstarifen automatisch und von Rechts wegen an den Verbraucherpreisindex in seinem Stand von vor sechs Wochen vor dem Zeitpunkt der Indexierung angepasst.

7.7- Berechnung des KIAR falls die Daten nicht oder unvollständig übermittelt werden

Stellt der Abgabepflichtige keine Daten zur Verfügung oder stellt er unvollständige

Informationen zur Verfügung, kann die S.P.G.E. gemäß Artikel D. 260 §3:

-entweder eine Erhebung zur Berechnung des tatsächlichen Kostenpreises der industriellen Abwasserreinigung und des Abgabebetrags anhand der vollständigen Formel durchführen lassen;

-oder eine Durchflussmessung zusammen mit einer Messung der nützlichen Parameter durchführen und den tatsächlichen Kostenpreis der industriellen Abwasserreinigung sowie den Abgabebetrag nach der in dem Wassergesetzbuch festgelegten Methode berechnen;

- oder den Kostenpreis der industriellen Abwasserreinigung des Vorjahres für diese Ableitung übernehmen;

- oder den Kostenpreis der industriellen Abwasserreinigung des Vorjahres für diese Einleitung übernehmen, der dem durchschnittlichen Kostenpreis für alle Betriebe desselben Tätigkeitsbereichs entspricht.

Die in Analysekosten werden dem Betrieb angerechnet.

Der KIAR entspricht der niedrigeren der beiden Summen zwischen dem TKIAR und dem Abgabeäquivalent

7.8- Überprüfung des tatsächlichen Kostenpreises für die industrielle Abwasserreinigung durch die Verwaltung

Im Falle einer Beanstandung der Erhebungen, die bei der Berechnung des tatsächlichen Kostenpreises für die industrielle Abwasserreinigung berücksichtigt werden, kann die Verwaltung auf Antrag des Betriebs eine Überprüfung der von der S.P.G.E. durchgeführten Berechnung des Abgabeäquivalents durchführen.

Artikel 8 - MITSPRACHERECHT

Einmal jährlich können die sektoriellen Verbände der Industrie die Übermittlung eines spezifischen Berichts über die Berechnung des KIAR beantragen, der gegebenenfalls von einem im gegenseitigen Einvernehmen ernannten Betriebsrevisor erstellt werden kann.

Artikel 9 - RECHNUNGSTELLUNG DES KOSTENPREISES DER INDUSTRIELLEN ABWASSERREINIGUNG

9.1- Modalitäten

Die S.P.G.E. übermittelt jedes Jahr bis zum 15. Juli eine Anzahlungsrechnung über den KIAR für das laufende Jahr. Der Betrag der Anzahlung beläuft sich auf 50% des KIAR des vergangenen Jahres.

In Abweichung davon wird die Anzahlungsrechnung über den KIAR dem Betrieb nicht im ersten Jahr nach Unterzeichnung des Vertrages zugestellt.

Die S.P.G.E. übermittelt jedes Jahr bis zum 15. Oktober eine Nachtragsrechnung (" oder gegebenenfalls eine Gutschrift) für das Vorjahr unter Berücksichtigung der geleisteten Anzahlung Diese Rechnung oder Gutschrift wird durch die Gesamtberechnung belegt. Die Überweisungen erfolgen auf das Konto Nr. BE28 091-0122502-20, dessen Inhaber die S.P.G.E. ist.

Rechnungen werden geschickt an das Unternehmen, Anschrift, MwSt.-Nr., Kontonr. (für eine eventuelle Erstattung).....

Im Falle einer Änderung der Rechnungsadresse muss der Betrieb die S.P.G.E. informieren. Der Betrieb, seine Vertreter und sein Kurator sind ebenfalls verpflichtet, die S.P.G.E. über alle Liquidationsverfahren nach dem Gesetz über die Kontinuität der Unternehmen und alle Konkursverfahren zu informieren.

Von der S.P.G.E. ausgestellte Rechnungen sind am Fälligkeitstag zahlbar.

Die S.P.G.E. wird nach Ablauf von 6 Monaten nach der Regularisierung, die dann als von ihrem Adressaten akzeptiert gilt, keine Beanstandungen mehr zulassen.

9.2 - Verzugszinsen

Im Falle der Nichtzahlung der Dienstleistung durch den Betrieb haftet dieser für die Beträge, für die er aufgrund des vorliegenden Vertrags schuldet, zuzüglich Zinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes, der im Gesetz vom 5. Mai 1865 über das verzinsliche Darlehen ab Fälligkeit der von der S.P.G.E. ausgestellten Rechnung vorgesehen ist.

Artikel 10 - REVISION DES VERTRAGS

Um den wirtschaftlichen, technischen und vorschriftsmäßigen Bedingungen Rechnung zu tragen, können die Bestimmungen des vorliegenden Vertrags und insbesondere die Modalitäten für die Anwendung des Tariffestlegung insbesondere in den folgenden Fällen einer Überprüfung unterzogen werden:

- 1° bei einer Änderung der Zusammensetzung des abgeleiteten Abwassers;
- 2° im Falle einer wesentlichen Änderung der Sanierungsbauwerke des öffentlichen Dienstes;
- 3° im Falle einer Änderung der geltenden Gesetzgebung im Bereich der Wasserpolitik oder des Umweltschutzes, des Verwaltungsvertrages der S.P.G.E. oder der Schlammentsorgung;
- 4° bei neuen Abgaben oder Steuern im Zusammenhang mit der Umsetzung der Richtlinie 2000/60/EG;
- 5° bei einer Revision der Umweltgenehmigung.

Die allgemeinen Bedingungen dieses Vertrages können Gegenstand einer Revision durch die wallonische Regierung sein und gelten nach deren Genehmigung.

Artikel 11 - VORGEHEN BEI VERSTÖSSEN

11.1- Falls die Daten nicht oder unvollständig übermittelt werden

Die S.P.G.E. sendet ein Benachrichtigungsschreiben an den Betrieb und fordert ihn auf, die fehlenden Daten zu übermitteln. Der Betrieb hat dann einen Kalendermonat Zeit, um der S. P. G. E. die fehlenden Daten zu übermitteln. Wenn die fehlenden Daten innerhalb dieser Frist nicht bei der S.P.G.E. eintreffen oder wenn die gelieferten Daten für die Berechnung des KIAR unzureichend sind, kann der nach der in Artikel 7.7 genannten Methode berechnete KIAR mit einem Koeffizienten multipliziert werden, dessen Wert nach den folgenden Situationen ermittelt wird:

- Bei dem ersten Verstoß beträgt der Koeffizient 1,25.
- Bei dem zweiten Verstoß beträgt der Koeffizient 1,5.
- Bei dem dritten Verstoß beträgt der Koeffizient 2.

- Ab dem vierten Verstoß beträgt der Koeffizient 3.

Wenn die fehlenden Daten der S.P.G.E. innerhalb dieser Frist übermittelt werden und sie für die Berechnung des KIAR insgesamt ausreichend sind, wird der nach der in Artikel 7.7 genannten Methode berechnete KIAR mit 1 multipliziert (keine Erhöhung). Dieser Fall gilt jedoch als Verstoß: Im Falle einer wiederholten Verstoßes kann der Koeffizient von 1,25 nicht mehr angewendet werden und der Koeffizient von 1,5 wird sofort verwendet.

In allen Fällen ordnet die S.P.G.E. unter den in Ziffer 7.7 dieses Vertrages genannten Bedingungen eine Erhebung an, die gegebenenfalls in Rechnung gestellt wird.

11.2- Im Falle der Nichteinhaltung der Genehmigungsbedingungen

Unbeschadet des Artikels 58 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung muss der Betrieb bei einer Überschreitung der in der Umweltgenehmigung festgelegten Grenzwerte oder bei einer Ableitung von nicht in der Umweltgenehmigung erlaubten Produkte:

- die zugelassene Sanierungseinrichtung ("Organisme d'Assainissement Agréé" - ZSE) und die S.P.G.E. informieren, sobald sie davon Kenntnis erlangt,
- die erforderlichen Maßnahmen ergreifen, um die Verschmutzung durch das abgeleitete Abwasser zu verringern.

Im Falle eines Vorfalls im Betrieb oder eines anderen Ereignisses, das zur Überschreitung der in der Genehmigung festgelegten Grenzwerte oder der vereinbarten Werte für die Berechnung des CI führen kann, muss der Betrieb:

- die ZSE so bald wie möglich über die in Anhang 5 genannten Kontakte informieren;
- falls notwendig Maßnahmen ergreifen, um außergewöhnlich verschmutzte Ableitungen in ein spezialisiertes Behandlungszentrum zu leiten, es sei denn, die ZSE hat aufgrund der Dringlichkeit ihr Einverständnis für eine andere Lösungsmaßnahme gegeben;
- sein Leitungsnetz für Abwasser (mit Ausnahme des Haushaltsabwassers) isolieren, wenn die Überschreitung eine ernsthafte Gefahr für den Betrieb der öffentlichen Sanierungseinrichtungen oder die Umwelt darstellt, oder auf begründeten Antrag der ZSE;
- die Ableitung in Zeit, Menge und Qualität mittels einer zusätzlichen Probenahme genau zu charakterisieren, wenn die Ableitung in die Kläranlage geleitet wird.

Falls die Ableitungen des Betriebs nicht konform sind und um den technischen Schwierigkeiten Rechnung zu tragen, die mit der Angleichung dieser Ableitungen an die geltenden Vorschriften verbunden sind, prüfen die ZSE und der Betrieb gemeinsam die Lösungen zur Behebung der Situation, die mit den Betriebserfordernissen der öffentlichen Sanierungseinrichtungen einerseits und der Tätigkeit des Betriebs andererseits vereinbar sein müssen.

Die verschiedenen Parteien beschließen im gegenseitigen Einvernehmen, einen Zeitplan festzulegen, der mindestens Folgendes umfasst:

- die Liste der zu ergreifenden Maßnahmen,
- die zu erreichenden Werte,
- das Datum der Angleichung an die geltenden Vorschriften.

Der Betrieb haftet für die schädlichen Folgen, die der S.P.G.E. oder der ZSE durch die Nichteinhaltung der Bedingungen für die Ableitung ihrer Abwässer entstehen, insbesondere für die Nichteinhaltung der in der Umweltgenehmigung festgelegten Grenzwerte oder der für den CI vereinbarten Werte, sofern der kausale Zusammenhang zwischen der Nichteinhaltung

dieser Ableitungen und den Schäden, die für die S.P.G.E. oder die ZSE entstehen, nachgewiesen wird.

11.3 - Ausnahmefall

Im Falle einer aktuellen oder unmittelbaren Gefahr für die Anlagen, das Personal oder einer schwerwiegenden Betriebsstörung, die ein sofortiges Eingreifen erfordert, behalten sich die S.P.G.E. und die ZSE das Recht vor:

- a) nur den Teil des Abwassers, der den in der Umweltgenehmigung festgelegten Anforderungen entspricht, in das öffentliche Netz und in die Kläranlagen aufzunehmen;
- b) alle Maßnahmen zu ergreifen, die geeignet sind, die festgestellte Störung zu beenden, einschließlich der Schließung der betreffenden Ableitungen, wenn die Begrenzung der gesammelten und behandelten Einleitungen gemäß Buchstabe a) nicht durchführbar oder unwirksam ist oder wenn die Ableitungen aus dem Betrieb erhebliche Risiken bergen (nachgewiesene Gefahr für die öffentliche Gesundheit, schwere Umweltschäden, schwerwiegende betriebliche Probleme).

Die Entscheidung wird begründet und dem Betrieb von der OAA per Einschreiben mit Empfangsbestätigung oder auf andere Weise mitgeteilt, wenn die Dringlichkeit der Situation dies rechtfertigt.

Artikel 12 FORMALITÄTEN BER DER SCHLIESSUNG EINER ABLEITUNG

Außer in dem in Artikel 11.2 genannten Ausnahmefall kann die Schließung einer Ableitung erst wirksam werden, nachdem die S.P.G.E. dem Betrieb die Entscheidung per Einschreiben mit Empfangsbestätigung mitgeteilt hat, und der Betrieb daraufhin über eine Frist von einem Monat zur Beseitigung des Mangels oder zur Abgabe von Erklärungen verfügt.

Wenn der Betrieb über die oben genannte Frist von einem Monat hinaus nicht reagiert, wenn der Mangel andauert oder wenn die von dem Betrieb zur Behebung des Mangels vorgeschlagenen Lösungen unangemessen oder unzureichend sind, kann die S.P.G.E. von Amts wegen die Schließung der Ableitung durchführen oder durchführen lassen.

Bei den Mängeln, die berücksichtigt werden können, handelt es sich um folgende:

- Nichteinhaltung der Bestimmungen der Genehmigung oder des vorliegenden Übereinkommens, insbesondere wenn sie ein berechtigtes und erhebliches Risiko für die öffentliche Dienstleistung in Sachen Abwasserreinigung mit sich bringt;
- Unzulässige Veränderung der Zusammensetzung von Industrieabwässern;
- das Nichtaufstellen von Mess- und Probenahmegeräten, die aufgrund der Umweltgesetzgebung oder der Umweltgenehmigung erforderlich sind;
- Die Missachtung der Fristen für die Angleichung an die geltenden Vorschriften;
- die fehlende Möglichkeit für die OGD3 (DOF), die S.P.G.E. oder deren Beauftragte, Messungen vorzunehmen.

Im Falle einer Schließung der Ableitung ist der Betrieb für die Entsorgung ihrer Abwässer verantwortlich.

Artikel 13 - AUSSETZUNG ODER EINSTELLUNG DES DIENSTES

Bei Dienstaussetzungen oder –einstellungen wegen Gemeinnützigkeit, infolge höherer Gewalt oder der Ermahnung des Betriebs, der industrielles Abwasser einleitet, oder anlässlich der Anwendung der Artikel 11.2 und 12 sind die S.P.G.E. oder die ZSE nicht verpflichtet, eine Entschädigung oder einen Ausgleich zu zahlen.

Artikel 14 - VERANTWORTLICHKEITEN

Die Erfüllung des vorliegenden Vertrages führt in keiner Weise zur Haftung der S.P.G.E. oder der ZSE für Personen-, Sach- und Umweltschäden, die sich unmittelbar aus der Tätigkeit des Betriebs ergeben.

Zu diesem Zweck garantiert der Betrieb die S.P.G.E. und die ZSE gegen die Geltendmachung von Schadenersatzansprüchen Dritter.

Der Betrieb unterrichtet die S.P.G.E. und die ZSE unverzüglich über alle Ereignisse, die sich auf die Erfüllung des vorliegenden Vertrags auswirken können, und legt ihnen alle Einzelheiten vor, die für die Durchführung des Abwasserreinigungsdienstes relevant sind. Er informiert sein Personal über diese Verpflichtung und sorgt dafür, dass Letzteres sie beachtet. Der Betrieb übermittelt der S.P.G.E. einen Versicherungsnachweis betreffend die Abdeckung der zivilrechtlichen Haftung für den Betrieb, d.h. die Abdeckung der Schäden, die der S.P.G.E., der ZSE und den Dritten zugefügt werden, und durch die ein Verzicht auf Rechtsanspruch gegen die S.P.G.E. und die ZSE vorgesehen wird. Die Grenzen werden an die Aktivität des Betriebs angepasst (Anhang 6).

Die S.P.G.E. und die ZSE garantieren den Betrieb gegen die Geltendmachung von Schadenersatzansprüchen Dritter, die sich aus der Nichteinhaltung ihrer Verpflichtungen ergeben.

Artikel 15 - ABTRETUNG ODER ÜBERTRAGUNG VON AKTIVITÄTEN

Bei einer Abtretung, Übertragung oder Vergabe von Aktivitäten an eine andere Person bestehen die gegenseitigen Rechte und Pflichten des vorliegenden Vertrags fort.

In diesem Fall lassen die Parteien, auf deren Initiative diese Übertragung erfolgt, die Bestimmungen des vorliegenden Vertrages vom Übernehmer ratifizieren; andernfalls sind sie gesamtschuldnerisch daran gebunden.

Die Parteien verpflichten sich, die anderen Parteien über die Abtretung des Betriebs im Voraus zu informieren.

Artikel 16 - KONTINUITÄT DES VERTRAGS

Die Parteien verpflichten sich, die Kontinuität des vorliegenden Vertrages zu gewährleisten, falls eine Klausel dieses Vertrages durch eine gesetzliche Bestimmung geändert oder aufgehoben wird. Die Parteien verpflichten sich, den Vertrag neu zu verhandeln, ohne seine Grundprinzipien zu ändern, um sicherzustellen, dass das Gleichgewicht gewahrt bleibt. Dies ist insbesondere der Fall bei einer Änderung der Ableitungsbedingungen der öffentlichen Kläranlage, der das Industrieabwasser zugeführt wird (insbesondere bei neuen Parametern, die für die Ableitung festgelegt werden).

Jede Änderung oder Modifizierung der Tätigkeit des Betriebs, die sich auf die Eigenschaften der abgeleiteten Abwässer auswirkt, ist der ZSE und der S.P.G.E. im Voraus mitzuteilen.

Es obliegt der ZSE und der S.P.G.E., den Umfang dieser Änderungen im Hinblick auf die Zulassung von Abwässern in das Netz zu beurteilen. Dies kann gegebenenfalls zu einer Änderung der Genehmigung und/oder der vorliegenden Vereinbarung führen.

Der Betrieb ist für den Antrag auf eine Genehmigungsänderung bei der zuständigen Behörde zuständig.

Artikel 17 - ENDE DES VERTRAGS

17.1. Von der Wallonischen Regierung bestimmte Kündigung

Auf der Grundlage von Artikel D.260 § 3 letzter Absatz des Wassergesetzbuches kann die S.P.G.E. auf Antrag der Wallonischen Regierung die Dienstleistungsverträge nach den Kategorien von Betrieben mittels eines Einschreibens kündigen, ohne Entschädigung, und mit einer Kündigungsfrist von 12 Monaten.

17.2. Kündigung

Der Betrieb oder die S.P.G.E. können den vorliegenden Vertrag jederzeit mit einer Frist von sechs (6) Monaten gegenüber den Vertragsparteien durch begründeten und eingeschriebenen Brief kündigen.

Die Kündigung kann stattfinden, wenn es in der Klärstation keine industrielle Ableitung mehr gibt.

17.3 Auswirkungen des Vertragsendes

Die S.P.G.E. teilt der OGD3 das Ende der Ableitung von industriellem Abwasser in der öffentlichen Klärstation mit. Der Betrieb, der industrielles Abwasser ohne Dienstleistungsvertrag ableitet, hat die Abgabe zu zahlen.

Am Ende des Vertrags sind die vom Betrieb als Preis für die Dienstleistung geschuldeten Beträge (TKAR, TKIAR) sofort fällig.

Am Ende des Vertrags kann die S.P.G.E. vom Betrieb eine Entschädigung fordern, wenn die Übernahme der Behandlung der Abwässer aus dem Betrieb eine besondere Dimensionierung der Abwassersammlungs- und Behandlungsausrüstungen benötigt hat. Diese Entschädigung wird auf die nicht getilgten Kosten für die besondere Dimensionierung beschränkt. Diese Entschädigung betrifft insbesondere die Fälle, in den Aktivitätsübertragungen stattgefunden haben.

Ab dem Datum, an dem das Vertragsende rechtskräftig wird, können die S.P.G.E. oder die ZSE die Ableitungen schließen oder schließen lassen.

Artikel 18 - ANWENDBARES RECHT, SCHLICHTUNGSVERFAHREN UND ZUSTÄNDIGE GERICHTE

Auf diesen Vertrag ist das belgische Recht anwendbar. Bei Änderungen der Umweltgesetzgebung schlägt die S.P.G.E. die vertraglichen Anpassungen vor, damit der Vertrag für die industrielle Abwasserreinigung den geltenden Vorschriften entspricht. Alle Streitigkeiten zwischen den Parteien über die Anwendung dieses Vertrages fallen nach einem Schlichtungsversuch in die ausschließliche Zuständigkeit der Gerichte des Gesellschaftssitzes der betroffenen ZSE.

Artikel 19 - DAUER

Der vorliegende Vertrag wird auf unbestimmte Dauer geschlossen.

Artikel 20 - INKRAFTTRETEN

Sofern in den Sonderbedingungen nichts anderes bestimmt ist, tritt der vorliegende Vertrag am 1. Januar des Jahres in Kraft, das auf das Datum der Unterzeichnung des Vertrags folgt. Für eine neue Niederlassung nach dem Inkrafttreten des Erlasses zur Genehmigung des Musters für den Dienstleistungsvertrag (1. Januar 2020) kann der industrielle Dienstleistungsvertrag zur selben Zeit abgeschlossen werden und in Kraft treten.

B- SONDERBEDINGUNGEN

Wenn erforderlich.

C- ANHÄNGE ZUM VERTRAG

Die nachstehenden Dokumente werden dem Vertrag beigelegt:

- Anhang 1 - In der Umweltgenehmigung übernommene Vorschriften in Bezug auf die Abwässer;
- Anhang 2 - Spezifische Anlagen im Betrieb;
- Anhang 3 - Technische Bedingungen in Bezug auf die Ableitungen;
- Anhang 4 - Einheitstarife
- Anhang 5 - Kontaktpersonen;
- Anhang 6 - Versicherungsnachweis;
- Anhang 7 - Besondere technische Bestimmungen

Geschehen zu am in dreifacher Ausfertigung
wobei jede Partei bestätigt, dass sie die für sie bestimmte Ausfertigung erhalten hat.

Für den Betrieb,

Der Direktor,

Für die ZSE,

Für die S.P.G.E.,

C - ANHÄNGE**ANHANG 1 - IN DER UMWELTGENEHMIGUNG ÜBERNOMMENE VORSCHRIFTEN IN BEZUG AUF DIE ABWÄSSER****ANHANG 2 - SPEZIFISCHE ANLAGEN IM BETRIEB**

Gegebenenfalls ausfüllen (z.B. wenn es eine Vorbehandlungsanlage gibt)

ANHANG 3 - TECHNISCHE BEDINGUNGEN IN BEZUG AUF DIE ABLEITUNGEN

Der Anschluss an diese Netze erfolgt über

- ...Ableitung(en) - Einleitung für das Haushaltsabwasser (+ *Bezeichnung der Straße*)
- ...Ableitung(en) - Einleitung für das industrielle Abwasser (+ *Bezeichnung der Straße*)
- ...Ableitung(en) - Einleitung für das Regenwasser (+ *Bezeichnung der Straße*)
- ...Ableitung(en) - Einleitung für das Kühlwasser (+ *Bezeichnung der Straße*)

<i>Ableitung</i>	<i>Einl.</i>	<i>Art des Abwassers</i>	<i>Vorfluter</i>	
R.	D	Industrieabwasser aus dem Prozess	Ableitung in die Kanalisation	Straße
R.	D	Industrieabwasser aus der Umkehrosiose	Ableitung in ein Oberflächenwasser	Wasserkörper
R.	D	Haushaltsabwasser	Ableitung in die Kanalisation	Straße
R.	D	Regenwasser	Ableitung in die Kanalisation	Straße

Es gibt somit x unterschiedliche Ableitungen oder nur eine einzige Ableitungsstelle, die aus x Einleitungen (Kontrollkammer, die eine getrennte Probenahme der verschiedenen Abwasserflüsse ermöglicht) besteht.

Jede Ableitung von Haushaltsabwasser genügt den Vorschriften der Umweltgenehmigung und des Artikels R.277 des Wassergesetzbuches.

Jede Ableitung (oder Einleitung) von Industrieabwasser genügt den Vorschriften der Umweltgenehmigung oder, wenn es solche Vorschriften nicht gibt, den Vorschriften der ZSE.

Sie muss (müssen) mit einer Kontrolleinrichtung ausgestattet sein, die aus einer Kontrollkammer besteht, in der die Probenahmen durchgeführt werden, und die den folgenden Anforderungen Rechnung trägt:

- eine leichte Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers möglich machen;
- für die Bediensteten des öffentlichen Sanierungsdienstes der ZSE und der S.P.G.E. stets und zu jeder Zeit leicht zugänglich sein; ;
- die Einrichtung der Mess- und Entnahmegерäte ermöglichen;
- an einem Ort installiert sein, der alle Garantien in Bezug auf die Menge und die Qualität des Wassers bietet.

ANHANG 4 - EINHEITSTARIFE

TD_AKTI	BEZEICHNUNG DER AKTIVITÄT	TKIAR (€/m ³)
	Gesamt für alle Sektoren	2,82
1	MILCH	7,02
2	EISENMETALLURGIE	1,06
3	NICHTEISENMETALLURGIE	0,63
4	TEXTILVEREDELUNG	2,51
5	WÄSCHEREIBETRIEBE	3,73
6	FISCHZUBEREITUNG	4,28
7	ZUCKERINDUSTRIE	1,74
10	GERBEREI- UND WEISSGERBEREIBETRIEBE	2,15
12	BRAUEREIEN, MÄLZEREIEN, ...	3,17
13	WOLLWÄSCHEREIEN	2,51
14	PAPIER UND PAPPE	4,40
15	GLAS	0,97
16	SCHLACHTBETRIEBE	4,92
17	OBST UND GEMÜSE	8,24
19	METALLBEARBEITUNG	1,07
21	PETROCHEMIE UND ORGANISCHE CHEMIE	4,59
24	GEFLÜGELSCHLACHTHÖFE:	0,67
25	FLEISCH	3,72
26	KARTOFFELN	2,46
27	ÖLE UND FETTE	36,26
28	PEROXIDE	24,15
32	LACKE, FARBEN, ...	0,54
33	STEINBRÜCHE, ZEMENTWERKE ...	0,49
37	TENSIDE	19,68
38	DRUCKINDUSTRIE	1,09
40	PHARMAINDUSTRIE	1,06
41	TANKREINIGUNG	1,40
42	LABORATORIEN	1,11
44	HOLZFASERPLATTEN	7,77
46	ABFALLLAGER	1,81
49	LAGERUNG VON FLÜSSIGPRODUKTEN	0,81
60	VERARBEITUNG VON KUNSTSTOFFEN	0,93
61	SCHWIMMBÄDER	1,03
66	KRANKENHÄUSER	120,72 €/Lit
79	VERARBEITENDE INDUSTRIE	0,40

80	PYROTECHNISCHE ERZEUGNISSE	1,03
83	TEXTILIEN (ALLGEMEIN)	30,15
84	SONSTIGE CHEMIEINDUSTRIE	0,71
85	NICHT METALLISCHE MINERALISCHE ERZEUGNISSE	0,73
86	KAUTSCHUCK	0,48
89	BEARBEITUNG VON ABFÄLLEN	3,53
90	KRAFTWERKE	1,10
91	TRINKWASSERGEWINNUNG	0,59
92	SONSTIGES LEBENSMITTELINDUSTRIEN	5,39
93	AUTOMOBILREPARATURBETRIEBE	1,26
99	"Sonstige" ?	1,24

ANHANG 5 - KONTAKTPERSONEN**ANHANG 6 - VERSICHERUNGSNACHWEIS****ANHANG 7 - BESONDERE TECHNISCHE BESTIMMUNGEN**

Z.B. im Falle einer Einleitung mittels LKW (insbesondere : Lagerinfrastrukturen, Einleitungsbedingungen, da es keine Normen in der Betriebsgenehmigung gibt, usw.)."

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Verabschiedung des Musters für den Dienstleistungsvertrag für die industrielle Abwasserreinigung und zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Wassergesetzbuches und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 30. November 2018

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2019/30089]

30 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot aanneming van het model van dienstverleningscontract voor industriële sanering en tot wijziging van diverse bepaling van het Waterwetboek en van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op boek II van het Waals Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel D.260, § 3, ingevoegd bij het programmadecreet van 12 december 2014, D.263, § 1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2013, artikel D.278, ingevoegd bij het programmadecreet van 12 december 2014 en gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016 en D.338, § 1;

Gelet op het programmadecreet van 12 december 2014, artikel 100, tweede en derde leden;

Gelet op het reglementair Deel van Boek II van het Waals Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het protocolakkoord, ondertekend op 21 maart 2018 tussen het Waalse Gewest, de "SOFICO" en de "S.P.G.E.", betreffende het partnerschap van de openbare diensten in het kader van de werken voor de opvang van afvalwater op de gewestelijke wegen;

Gelet op het rapport van 20 juni 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 juni 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 juni 2018;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Leefmilieu", gegeven op 14 september 2018;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse Steden en Gemeenten), gegeven op 18 september 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State, op 26 oktober 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat artikel D.338 van het Waterwetboek toepasbaar is op de overdracht ten algemene nutte van leidingeigendom;

Gelet op het akkoord gegeven door de raad van bestuur van de "S.P.G.E." op 18 juni 2018 over het project van overdracht van rioleringen, overeenkomstig de bepalingen van artikel D.338 van het Waterwetboek;

Overwegende dat de overdracht van het Waalse Gewest aan de "S.P.G.E." per rioolvak na identificatie, karakterisering en validering van de functionaliteit van de bestaande leiding zal geschieden om het latere beheer daarvan te vergemakkelijken;

Overwegende dat de overdracht voornamelijk een organisatie tussen de diensten van het Waalse Gewest (DGO 1 en SOFICO), van de "S.P.G.E." en van de gemeenten in het kader van het rioleringscontract is;

Overwegende dat gemeente de bevoegde overheid is om de aansluiting volgens het Waterwetboek toe te laten;

Gelet op het algemeen nut van de overdracht die uitgevoerd zal worden door de sluiting van een overeenkomst tussen het Waalse Gewest en de "S.P.G.E." voor elk vak, na erkenning van het statuut van de riool en van de vaststelling van de staat ervan;

Gelet op de verdeling van de rollen tussen het Waalse Gewest, de "S.P.G.E." en de gemeenten en de financiering van de riolering via het rioleringscontract, waarbij de "S.P.G.E." en de gemeente voor het herstel tussenbeide kunnen komen en waarbij de gemeente de riolen kan onderhouden;

Overwegende dat de erkenning van het statuut van het kunstwerk en de overdracht van het zakelijk recht het mogelijk maken de coördinatie van de riolering en het beheer van de werven te verbeteren;

Overwegende dat het voor de effectieve inwerkingtreding van het industriële dienstverleningscontract op 1 januari 2020 voor de bestaande inrichtingen nodig is dat het contractmodel op 1 januari 2019 goedgekeurd wordt en dat het contract tijdens het jaar 2019 ondertekend wordt;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het reglementair Deel van Boek II van het Waals Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt*

Artikel 1. In deel III, titel I, hoofdstuk V, van het reglementair Deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een artikel R.273bis ingevoegd, luidend als volgt:

" R.273bis. § 1. De Waalse Regering verleent haar toestemming voor de kosteloze overdracht ten algemene nutte van een zakelijk eigendomsrecht, met inbegrip van een erfdiensbaarheid van overgang en een bouwrecht, van het Waalse Gewest aan de "S.P.G.E." op de rioolleidingen alsook op ieder perceel van zijn domein dat nuttig is voor de uitoefening van de opdrachten van de "S.P.G.E." en van de gemeente, overeenkomstig het overeenkomstmodel vermeld in bijlage XXXIX.

§ 2. De gemeente op het grondgebied waarvan de leiding aan de "S.P.G.E." wordt overgedragen, is houder van een gebruiksrecht op bedoelde leiding.

§ 3. Vóór iedere overdracht worden een identificatie en een karakterisering van de leiding door de diensten van het Waalse Gewest of van de "S.P.G.E." uitgevoerd met inachtneming van het door die instellingen vastgestelde protocol.

Het Waalse Gewest garandeert de uitsluiting van de "S.P.G.E." en van de gemeente betreffende de overgedragen rechten.

De nieuwe verplichtingen voortvloeiend uit de uitoefening van de door het Waalse Gewest overgedragen rechten zijn ten laste van de "S.P.G.E." en van de gemeente in het kader van het in artikel R.271 bedoelde rioleringscontract.

§ 4. Het Operationeel Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst en de "S.P.G.E." worden gemachtigd om alle gegevens die nodig zijn voor het beheer van de kunstwerken voor water- en wegansanering uit te wisselen en te gebruiken.

§ 5. De overeenkomst tot erkenning van het statuut van het kunstwerk en de overdracht van het zakelijk recht kan ondertekend worden door de Directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst."

Art. 2. In artikel R.278, § 1/1, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de woorden "en van de gemeente" ingevoegd tussen de woorden "advies van de bevoegde saneringsinstelling," en de woorden "bijzondere voorschriften bepalen,."

Art. 3. In artikel R.281, § 1/1, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de woorden "en van de gemeente" ingevoegd tussen de woorden "advies van de bevoegde saneringsinstelling," en de woorden "bijzondere voorschriften bepalen,."

Art. 4. In artikel 289, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de woorden "binnen vijfenzeventig dagen" vervangen door de "binnen negentig dagen".

Art. 5. In artikel R.304-4, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2017, wordt het vierde streepje dat begint met de woorden "zich ervan vergewissen dat" opgeheven.

Art. 6. In artikel R.307 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, wordt § 2, vervangen als volgt :

" § 2. De exploitant beschikt over de vrije keuze van de dienstverlener van het onderhoud. Laatstgenoemde beschikt over de uitrustingen die nodig zijn voor de verwezenlijking van de verplichte onderhoudsprestaties en over een kennis van het betrokken individueel zuiveringssysteem.

Deze dienstverlener laat zich registreren bij de "S.P.G.E." via de daartoe bestemde toepassing die beschikbaar is op de website : www.spge.be/gpaa. Opdat deze registratie ontvankelijk mag zijn, gaat ze vergezeld van een beschrijvende nota over de middelen en de referenties inzake de kennis van de individuele zuiveringssystemen waarover de dienstverlener beschikt."

Art. 7. Artikel R.323 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2016, wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt: " 6° meting : de meting uitgevoerd door een erkend laboratorium voor meting van de Administratie of de "S.P.G.E." .

Art. 8. In Deel III, Titel II, Hoofdstuk IV, afdeling 3, onderafdeling 2, van hetzelfde Boek wordt het opschrift van de ondertitel "A. Monsterneming en meetcampagnes", ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2016, vervangen als volgt: "A. Monsterneming en toezichtcampagnes".

Art. 9. In artikel R.334 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden ", in voorkomend geval," ingevoegd tussen het woord "alsook" en de woorden "de toxische last N 5" ;

2° in het derde lid worden de woorden "N1," ingevoegd tussen de woorden "verontreinigende lasten" en de woorden "N2, N3, N4";

1° in het derde lid worden de woorden ", in voorkomend geval," ingevoegd tussen het woord "alsook" en de woorden "de verontreinigende last gebonden aan de toxiciteitgraad".

Art. 10. In Deel III, titel II, van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk *IVbis*, dat de afdelingen 1 tot 3 en de artikelen R.336/1 tot R.336/7 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

"Hoofdstuk *IVbis*. - Vaststelling van de kosten van de industriële sanering betreffende de lozing van industrieel afvalwater

Afdeling. — Algemeen

Art. R. 336/1. Voor de ondernemingen gebonden door een contract voor industriële sanering zijn de in de artikelen R.332 tot R.336 bedoelde voorwaarden van toepassing voor de vaststelling van de kosten van de industriële sanering. In dit kader worden de bevoegdheden van de Administratie aan de "S.P.G.E." toevertrouwd.

Art. R. 336/2. De in euro uitgedrukte bedragen van de reële kostprijs van de industriële sanering en van de kosten van de industriële sanering worden op de hogere eurocent afgerond.

Art. R.336/3. § 1. De Minister bepaalt de technische conversiefactoren, het standaardproces-verbaal van monsterneming, het analyseverslag en de herziening van de eenheidstarieven.

§ 2. De belastingplichtige deelt de verplichtingen en rechten voortvloeiend uit zijn milieuvergunning betreffende het deel gebonden aan afvalwater aan de "S.P.G.E." mede.

§ 3. Op verzoek van de belastingplichtige kan de Administratie de door de "S.P.G.E." uitgevoerde berekening van de belasting verifiëren.

§ 4. De aan de "S.P.G.E." overgemaakte gegevens betreffende het industrieel afvalwater worden overeenkomstig artikel D.278, § 6, ter beschikking gesteld van het Waalse Gewest.

Afdeling 2. — Monsternemingen, metingen en aangifte

Art. R. 336/4. Voor de jaarlijkse vaststelling van de kosten van de industriële sanering uiterlijk op 31 maart deelt de onderneming het door de Minister bepaalde aangifteformulier aan de "S.P.G.E." mede.

Art. R. 336/5. § 1. Voor de vaststelling van de reële gemiddelde waarden van de berekeningsparameters gaat de onderneming gebonden door een contract voor industriële sanering tot monsternemingen over in verhouding tot de hoeveelheid industrieel afvalwater geloosd tijdens een periode van minstens 24 uren en volgens een minimale frequentie van bemonstering omschreven in bijlage XL. Wanneer de milieuvergunning of de sectorale voorwaarde van toepassing op de lozing van afvalwater een hogere frequentie van bemonstering voorschrijft, wordt laatstgenoemde toegepast.

§ 2. De analyses worden op kosten van de belastingplichtige door een erkend laboratorium uitgevoerd en worden gevoegd bij de aangifte die de belastingplichtige aan de "S.P.G.E." overmaakt. Het erkende laboratorium zendt de "S.P.G.E." rechtstreeks langs elektronische weg een afschrift van het analyseverslag voor elke monsterneming en van alle technische en diverse opmerkingen die de regelmatigheid van de monsternemingsverrichtingen bevestigen en die nuttig zijn voor de goede interpretatie van de resultaten.

De modaliteiten voor de uitvoering van de monsterneming zijn degene die bedoeld zijn in de artikelen R.326 en R.327. Voor de toepassing van bedoelde bepalingen kan de "S.P.G.E." de rol van de Administratie vervullen.

§ 3. Indien de belastingplichtige in overeenstemming met de "S.P.G.E." kiest om de maximale waarden vermeld in de milieuvergunning aan te geven, is hij niet gehouden om een toezichtcampagne uit te voeren. De aangegeven nitraatconcentratie mag niet de maximale waarde vermeld in de milieuvergunning zijn.

§ 4. De "S.P.G.E." kan onverwacht en op haar kosten een debietmeting en een monsterneming voor analyse uitvoeren of laten uitvoeren. De resultaten worden aan de belastingplichtige en aan de "S.P.G.E." meegedeeld en worden niet opgenomen in de frequentie van bemonstering die aan de belastingplichtige overeenkomstig paragraaf 2 wordt voorgescreven.

Het monsternemingspunt zal gelijk zijn aan het punt gebruikt voor de aan het toezicht gebonden analyses of, bij gebreke daarvan, aan de toegankelijke en aangepaste plaats vóór het opvangnetwerk.

De metingen worden in de berekening van de reële kostprijs van de industriële sanering in aanmerking genomen en worden in het aangifteformulier door de belastingplichtige aangegeven.

§ 5. Tijdens de verrichting van de in § 4 bedoelde meting bezorgt de belastingplichtige de "S.P.G.E." alle informatie waarmee het monsternemingsformulier ingevuld kan worden alsook het door de Minister vastgestelde analyseverslag.

Afdeling 3. — Vaststelling van de reële kostprijs bij gebrek aan informatie verstrekt door de onderneming

Art. R. 336/6. § 1. Wanneer de waarden van parameters vermeld in de berekeningsformule bedoeld in artikel D.262 door de "S.P.G.E." niet bekend zijn en door haar niet geëvalueerd kunnen worden vanaf de beoordelingselementen waarover ze beschikt, of indien de betrouwbare vaststelling van de reële gemiddelde waarden van de parameters blootgesteld is aan moeilijkheden van technische of economische aard, berekent de "S.P.G.E." de verontreinigingsbelasting op basis van een gesimplificeerde formule overeenkomstig paragraaf 2.

§ 2. Op basis van de debietwaarde verstrekt door de onderneming of, bij gebreke daarvan, verkregen overeenkomstig artikel D.260 berekent de "S.P.G.E.", voor elke lozing, de reële kostprijs van de industriële sanering aan de hand van de formule van het eenheidstarief zoals vastgesteld in bijlage LVII alsook het gelijkwaardige bedrag van de belasting volgens de gesimplificeerde formule van de verontreinigingsbelasting zoals vastgesteld in de artikelen D.265 en D.266, volgens de activiteitensector.

Art. R. 336/7. § 1. Wanneer de onderneming voor een lozing geen gegeven verstrekt of wanneer haar aangifte krachtens artikel D.260, § 3, onvolledig is, kan de "S.P.G.E." ofwel:

1° tot een meting laten overgaan, die voor de berekening van de reële kostprijs van de industriële sanering en van de belasting op basis van de volledige formule dient;

2° een debietmeting uitvoeren met een meting van de nuttige parameters en de reële kostprijs van de industriële sanering en van de belasting volgens de in artikel R.336/6, § 2, bedoelde methode berekenen;

3° de kosten van de industriële sanering betreffende deze lozing overeenstemmend met die van het vorige jaar vaststellen ;

4° de middenkosten van de industriële sanering betreffende het geheel van de inrichtingen van de activiteitensector van de inrichting vaststellen.

§ 2. De analysekosten waarvan sprake in § 1 zijn ten laste van de belastingplichtige.

§ 3. Bij gebrek aan mededeling van de gegevens of in geval van onvolledige mededeling van bedoelde gegevens worden de kosten berekend op basis van de hierboven vermelde methode vermenigvuldigd met een coëfficiënt waarvan de waarde in artikel 11.1 van bijlage LVII wordt vastgesteld."

Art. 11. In artikel R.378 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 2 vervangen door wat volgt:

" § 2. De verontreinigende lasten N1 worden afzonderlijk per lozingspunt berekend.

Daartoe wordt het dagelijkse gemiddelde debiet in omgekeerde verhouding tot de fictieve verhoging van het aantal lozingsdagen verminderd. De globale verontreinigingsbelasting N1 wordt verkregen na optelling van de overeenstemmende verontreinigende lasten van elk lozingspunt, die vastgesteld zijn volgens de formule bepaald in artikel 262 van het decreetgevend deel."

Art. 12. Artikel R.401, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, wordt aangevuld met volgende zin:

" Het recht op de premie eindigt tegelijk met de termijn voor de uitbetalingsaanvraag en uiterlijk binnen twee jaar na het einde van de werken."

Art. 13. In artikel R.402 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2006, 6 november 2008, 23 november 2016 en van 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Het bedrag van de premie bedraagt voor een eerste installatie van een individueel zuiveringssysteem en voor de eerste schijf van vijf inwoners-equivalenten (IE) 1.000 euro voor de krachtens de bepalingen van afdeling 1/1 van dit hoofdstuk erkende systemen.

De premie wordt verhoogd met een bedrag van:

1° 350 euro per bijkomende inwoner-equivalent ;

2° 150 euro voor de uitvoering van een permeabiliteitstest van de bodem met het oog op een bodeminfiltratie;

2° 500 euro indien, na afloop van de permeabiliteitstest, de afvoer van het gezuiverde water gebeurt via één van de bodeminfiltratiewijzen die gemachtigd zijn bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, zinkput uitgezonderd;

4° 700 euro voor de installatie van een extensief systeem ;

5° 2.500 euro wanneer de woning onder een plaatselijk zwart punt valt dat erkend is volgens de bepalingen bedoeld in artikel R.280 of wanneer de Minister van Leefmilieu het individueel zuiveringssysteem oplegt ten gevolge van een zone-onderzoek in prioritaire zone II bedoeld in artikel R.279, § 3;

6° 3.500 euro wanneer de Minister van Leefmilieu het individueel zuiveringssysteem oplegt ten gevolge van een zone-onderzoek in prioritaire zone I bedoeld in artikel R.279, § 3.”;

2° in § 5, eerste lid, van de Franse versie wordt het woord “agrée” opgeheven.

Art. 14. In artikel R.414 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de tweede en derde leden vervangen als volgt:

“De installateur treft de nuttige maatregelen opdat het plaatje op langdurige wijze op het erkende zuiveringssysteem vastgemaakt wordt. Hij vergewist zich dat de vermeldingen dit plaatje gemakkelijk leesbaar zijn tijdens de controle- en onderhoudsverrichtingen.

Na afloop van de erkenning deelt de aanvrager of de gemachtigde exploitant die de erkenning heeft verkregen, het reeksnummer van het laatste individueel zuiveringssysteem dat in aanmerking komt voor bedoelde erkenning, aan het Comité van deskundigen voor de autonome sanering.

Art. 15. In het reglementair Deel van hetzelfde Wetboek, wordt bijlage XXXIX, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2016, hersteld bij de bijlage 1 dit bij dit besluit gevoegd wordt.

Art. 16. In het reglementair deel van hetzelfde Wetboek wordt een bijlage LVII ingevoegd, die als bijlage 2 bij dit besluit gaat.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Art. 17. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een lozing van industrieel afvalwater bepaald in artikel D.2, 42°, van het Waterwetboek in het oppervlaktewater, de openbare riolen of de verzamelriolen voor afvalwater, zoals bedoeld in rubriek 90.10 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens bedoeld in bijlage LVII bij boek II van het Waterwetboek m.b.t. het model van dienstverleningscontract voor industriële sanering, waarmee de erkende saneringsinstelling haar advies kan geven over de capaciteit om het afvalwater in het zuiveringsstation op te vangen.”.

Art. 18. Artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een lozing van industrieel afvalwater bepaald in artikel D.2, 42°, van het Waterwetboek in het oppervlaktewater, de openbare riolen of de verzamelriolen voor afvalwater, zoals bedoeld in rubriek 90.10 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens bedoeld in bijlage LVII bij boek II van het Waterwetboek m.b.t. het model van dienstverleningscontract voor industriële sanering, waarmee de erkende saneringsinstelling haar advies kan geven over de capaciteit om het afvalwater in het zuiveringsstation op te vangen.”.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 19. Artikel D. 260, § 2 en § 3, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 21. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 november 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage 1

Bijlage XXXIII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Model van afstandovereenkomst voor riolering tussen het Waalse Gewest, de "SOFICO" en de "S.P.G.E."

Dit model zet tussen rechte haakjes de elementen die moeten worden opgenomen wanneer het gaat om een afstand van riolering onder een structurerend regionaal net ressorterend onder het werkgebied van de "SOFICO" inzake beheer.

**NIET-STRUCTUREREND/[STRUCTUREREND] REGIONAAL NET
AFSTANDOVEREENKOMST VOOR RIOLERING TUSSEN HET WAALSE
GEWEST [DE "SOFICO"] EN DE "S.P.G.E."**

Directie Wegen van Wegendistrict van

Onderstroomgebied : Gemeente:

.....

Referentie van het dossier : xxx/xxxxxx

Tussen, enerzijds het Waalse Gewest (DGO-1) vertegenwoordigd door..... ,
Hoofdingenieur-directeur van Bruggen en Wegen, Directie (District) ;
[De "SOFICO", vertegenwoordigd door....., Afgevaardigd bestuurder;]
En, anderzijds, de "S.P.G.E. ", vertegenwoordigd door, Voorzitter
(Voorzitster) van het Directiecomité en, Vice-
voorzitter(voorzitster) van het Directiecomité;

Gelet op het Waterwetboek ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 tot aanneming van het model van dienstverleningscontract voor industriële sanering en tot wijziging van diverse bepaling van het Waterwetboek en van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, waarbij de afstand van het zakelijk recht van de Waalse Gewest aan de "S.P.G.E." wordt gemachtigd;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst gesloten tussen het Waalse Gewest en de "S.P.G.E.", ondertekend op 21 maart 2018,

Wordt hetgeen volgt goedgekeurd :

1. Het Waalse Gewest (DGO-1) [en de "SOFICO"] draagt de "S.P.G.E." de secties van leidingen over, die de rol van riolen vervullen en die gelegen zijn langs of onder de weg:

RN *nr.* : XXX

tussen : *plaats 1 / plaats 2*

tussen kp : *X.XXX en Y.YYY* ;

tussen gps-coördinaten : X1, Y1 en X2, Y2, die een lengte vanmeter bedragen, zoals aangegeven op het tracé in rood op de bijgevoegde plannen.

2. Volgens de modaliteiten van het rioleringscontract verbindt de "S.P.G.E." verbindt zich ertoe om op eigen kosten, risico's en gevaar deze installaties te onderhouden en eventueel te hernieuwen.

3. Vanaf die dag treedt de "S.P.G.E." in de plaats van het Waalse Gewest (DGO-1) voor alle rechten en plichten die het verzekert op bedoelde kunstwerken Het Waalse Gewest garandeert de uitsluiting van de "S.P.G.E." en komt tussenbeide voor alle geschillen die van vóór die dag dateren.

4. Voor zover nodig geniet de "S.P.G.E." de erfdiensbaarheid van overgang om het beheer van de betrokken kunstwerken te vergemakkelijken.
5. Het Waalse Gewest draagt de plannen waarover het beschikt en die vermeld zijn als bijlage bij de overeenkomst, aan de "S.P.G.E." over.
6. De vergunningen voor aansluiting op de riolering worden na advies van de Waalse Overheidsdienst (DGO-1) door de gemeente verstrekt.
Gedaan in tweevoud op..... door de partijen behoorlijk vertegenwoordigd in.....".

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 tot aanneming van het model van dienstverleningscontract voor industriële sanering en tot wijziging van diverse bepaling van het Waterwetboek en van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Namen, 30 november 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage 2

Bijlage LVII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Model van dienstverleningscontract voor industriële sanering

Contract nr.	
Firmanaam van de inrichting	
Adres van de maatschappelijke zetel	
Adres van de inrichting	
Referenties kadastrale percelen	
Betrokken zuiveringsstation	
Industriële activiteit (Nace-codes lozingen)	

TUSSEN,

De "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare waterbeheersmaatschappij)", afgekort de "S.P.G.E." (privaatrechtelijke naamloze vennootschap) waarvan de maatschappelijk zetel gevestigd is te 4800 Verviers, Rue de la Concorde 41, ingeschreven in het BCE onder het nr. 71.517 en bij de BTW geregistreerd onder het nr. 420 651 980, vertegenwoordigd door

.....,

hierna, " de S.P.G.E." genoemd;

EN,

.....

hierna "de OAA" genoemd;

EN,

.....

hierna "de inrichting" genoemd;

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid dat met name in artikel 9 voorziet in het beginsel van terugwinning van de kosten van waterdiensten, inclusief milieukosten en kosten van de hulpbronnen met inachtneming van met name de sociale effecten, de milieueffecten en de economische effecten alsmede de geografische en klimatologische omstandigheden van de betrokken gebieden;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater die met name voorziet in de bescherming van het saneringspersoneel en van de openbare saneringsinstallaties;

Gelet op de artikelen D.5 en D.6 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt ;

Gelet op het Waterwetboek, gewijzigd bij het programmadecreet van 12 december 2014 en van de uitvoeringsbesluiten ervan en de wetgeving inzake bescherming van het leefmilieu, met name artikel 22 van het programmadecreet met als doel de financiering van het waterbeleid via de optimalisatie van de mechanismen van terugwinning van de kosten van waterdiensten, inclusief milieukosten en kosten van de hulpbronnen, overeenkomstig Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en van de uitvoeringsbesluiten ervan die de emissiewaarden van de installaties en activiteiten bepalen;

Gelet op de milieuvergunning toegekend op.... te.....en waarvan het deel betreffende de lozingen van afvalwater bij deze overeenkomst is gevoegd;

Gelet op het dienstverleningscontract voor zuivering en opvang gesloten tussen de "S.P.G.E." en de "OAA",

Gelet op het model van dienstverleningscontract aangenomen door de Waalse Regering op.....

Komen hetgeen volgt overeen:

A – ALGEMENE VOORWAARDEN

Artikel 1- DOEL EN BEGINSELEN

De "S.P.G.E." en de "OAA" vervullen een opdracht van openbare dienst die als doel heeft de sanering van het industrieel afvalwater van de inrichting via openbare instrumenten te verzekeren.

Dit contract bepaalt de modaliteiten van administratieve, technische, financiële en juridische aard die de partijen zich ertoe verbinden in acht te nemen om de sanering van het industrieel afvalwater te verzekeren.

Dit contract hangt af van het bestaan van een milieuvergunning. Onverminderd strengere of beperkende wettelijke of reglementaire bepalingen verbindt de inrichting zich ertoe om het industrieel afvalwater dat zowel kwalitatief als kwantitatief overeenstemt met de voorschriften inzake de milieuvergunning te lozen. In voorkomend geval onderwerpt ze haar afvalwater aan een voorafgaande behandeling ad hoc.

De inrichting deelt de in haar milieuvergunning vermelde informatie voortvloeiend uit de rechten en verplichtingen betreffende de lozing(en) van afvalwater aan de "S.P.G.E." mede. Bedoeld document wordt als bijlage 1 gevoegd.

De inrichting treft alle nodige maatregelen om te zorgen voor de verlenging van haar milieuvergunning vóór de vervaldatum ervan en deelt, na ontvangst van de vergunning, de informatie betreffende de lozing(en) van afvalwater aan de "S.P.G.E." mede.

De inrichting verbindt zich ertoe de overeenkomstig dit contract bepaalde prijs te betalen.

Artikel 2 - BEGRIPSOMSCHRIJVING

Voor de toepassing van dit contract wordt verstaan onder:

1° Administratie: DGO3, of het Departement Leefmilieu en Water van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2° zelftoezicht: de metingen verricht door de instelling zelf, binnen haar eigen uitrustingen voor analyse, of door een door haar aangewezen laboratorium;

3° controle : metingen verricht door of voor rekening van het DPC betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de beteugeling van overtredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu of van het Waterwetboek;

4° lozing: mangat of plaatsen waar de monsternemingen worden uitgevoerd;

5° "DOF" : Directie Financiële Middelen van het DGO3;

6° inrichting: inrichting uitgebaat door een rechtspersoon of een natuurlijke persoon die industrieel afvalwater in de zin van art. D.2, 42°, van het Waterwetboek loost;

7° Minister: de Minister bevoegd voor Waterbeleid;

8° "OAA" : erkende saneringsinstelling;

9° lozing: fysiek contactpunt met het opvangmilieu;

10° meting : de metingen verricht door een erkend laboratorium voor rekening van de Administratie of de "S.P.G.E.";

11° "S.P.G.E." : "Société Publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Waterbeheersmaatschappij);

12° toezicht: de metingen verricht door een erkend laboratorium voor rekening van een inrichting.

Artikel 3 – VERPLICHTINGEN VAN DE "S.P.G.E." en de "OAA"

De "S.P.G.E. en de "OAA" verbinden zich ertoe om de werking van de saneringskunstwerken te verzekeren overeenkomstig de verplichtingen van hun milieuvergunning.

De "S.P.G.E." en de "OAA" nemen alle gepaste middelen om:

1° de lozingen van industrieel water aan te vaarden binnen de perken bepaald bij de milieuvergunning van de betrokken inrichting;

2° voor de installaties waarvan ze eigenaar of beheerder zijn, te zorgen voor de eventuele opslag, de aanvoer, de behandeling en de afvoer van de lozingen in het natuurlijk milieu overeenkomstig de voorschriften bepaald in de regelgeving die ter zake van toepassing is;

3° zo spoedig mogelijk de inrichting in te lichten over iedere al dan niet geprogrammeerde stillegging van haar saneringssysteem dat tijdens een periode van minimum 3 dagen niet meer zorgt voor de opvang en behandeling van het afvalwater waarop de overeenkomst betrekking heeft, alsook over de termijnen voor het herstel van de dienst. De tijdens die periode niet-behandelde volumens en stromen van de inrichting die vastgesteld zijn op basis van de gegevens van het zelftoezicht die door de inrichting aan de "S.P.G.E." meegedeeld zijn en die eventueel door een meting worden bekrachtigd, zullen niet in aanmerking genomen worden in de factureringsbasis.

Behalve in de gevallen bedoeld in artikel D.260, § 4, derde lid, van het Waterwetboek krijgt de inrichting een vergoeding voor een bedrag gelijk aan de behoorlijk gerechtvaardigde kosten en uitgaven waaraan de exploitant is blootgesteld om het afvalwater dat hij niet heeft kunnen lozen te doen afvoeren; die vergoeding wordt op basis van dezelfde verhouding als de ratio "CAI" (kosten van de industriële sanering)/ "CVAI" (reële kostprijs van de industriële sanering);

4° een afschrift van het jaarlijks verslag van de werking van het openbare zuiveringsstation dat de lozing van de inrichting behandelt, op haar verzoek aan de inrichting over te maken.

Bij niet-naleving van hun verbintenissen verbinden de "S.P.G.E." en de "OAA" zich ertoe om ad hoc maatregelen te treffen om de dienst zo spoedig mogelijk te herstellen.

Artikel 4 – TOEZICHT OP DE LOZINGEN EN BESCHIKBARE INFORMATIE

4.1 - Toezicht

De inrichting is op eigen kosten verantwoordelijk voor het toezicht en de overeenstemming van haar lozingen ten opzichte van de voorschriften van het Waterwetboek, van haar verplichtingen krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en van de in haar milieuvergunning vermelde voorschriften.

De informatie betreffende de lozing, nodig voor de kosten van de industriële sanering (en van het maximumbedrag van de belasting) wordt jaarlijks uiterlijk op 31 maart van het volgende jaar indien mogelijk in een bruikbaar computerformaat aan de "S.P.G.E." overgemaakt, overeenkomstig het door de Minister bepaalde aangiftemodel. De inrichting bewaart een afschrift van de gezonden aangifte alsook van ieder gevoegd document om ze aan te vullen, tijdens een periode van vijf jaar te rekenen van 1 januari van het jaar van zending van de informatie aan de "S.P.G.E.".

4.2- Metingen

De "S.P.G.E." kan onverwacht en op haar kosten een debietmeting en een monsterneming voor analyse krachtens artikel D.260 van het Waterwetboek laten uitvoeren. De resultaten worden aan de inrichting en aan het DGO3 (DOF) meegedeeld. Zoals de toezichtgegevens worden de gegevens van de metingen opgenomen in de reeks van de gegevens die voor de

berekening van de "CAI" (zie het in aanmerking nemen van de monsternemingen) dienen.

Andere parameters kunnen overigens onderzocht worden in geval van problemen vastgesteld in de openbare installaties, zonder dat ze de berekening van de "CAI" beïnvloeden. De eventueel vastgestelde problemen zullen het voorwerp uitmaken van een overleg tussen de partijen om een duurzame oplossing te vinden. In voorkomend geval heeft het overleg een wijziging van de milieuvergunning als gevolg, waarbij het overleg niet van de vergunning mag afwijken.

Tijdens de verrichting van een meting verbindt de inrichting zich ertoe alle informatie waarmee het monsternemingsformulier kan worden ingevuld alsook het door de Minister vastgestelde analyseverslag aan de "S.P.G.E." of aan haar gemachtigde te verstrekken. Het monsternemingspunt is gelijk aan het punt gebruikt voor de aan het toezicht gebonden analyses en stemt overeen met de in de vergunning opgelegde mangat.

4.3 - Niet-mee gedeelde gegevens

Wanneer de onderneming die industrieel afvalwater loost, verzuimt de waarden van de in aanmerking te nemen parameters aan de "S.P.G.E." mede te delen, zijn de in de artikelen R. 336/6 en R. 336/7 van het Waterwetboek bedoelde maatregelen van toepassing.

4.4 - Gegevensuitwisseling

De aan de "S.P.G.E." overgemaakte gegevens betreffende het industrieel afvalwater worden overeenkomstig artikel D.278, § 6, van het Waterwetboek ter beschikking gesteld van de Administratie.

Artikel 5 – EIGENSCHAPPEN VAN DE INRICHTING

5.1- Intern net

De inrichting treft alle nodige maatregelen om, enerzijds, zich te vergewissen dat de verwezenlijking (geval van een nieuwe inrichting) of de staat (geval van een bestaande inrichting) van haar intern net met de vigerende regelgeving overeenstemt en, anderzijds, om iedere ongepaste lozing te voorkomen die nadelig zou kunnen zijn voor ofwel de goede staat, ofwel voor de goede werking van het saneringsnet en, in voorkomend geval van de zuiveringswerken, ofwel voor het exploitatiepersoneel van de opvang- en behandelingsvoorzieningen.

De inrichting onderhoudt haar leidingen voor de opvang van afvalwater op gepaste wijze en gaat tot regelmatige verificaties van hun staat over.

De omschrijving van het intern net voor de opvang en de afvoer van water (plan van het intern net, lozingspunten in het openbare net, soort geloosd water (industrieel afvalwater (IAW), huishoudelijk afvalwater (HAW), regenwater (RW), soort intern net (eenheidsnet, AW/RW, IAW/HAW/RW, enz.)), aanwezige voorbehandelingsvoorzieningen, wordt bij dit contract (bijlage 2) gevoegd en is gelijk aan het plan van het net dat overeenkomstig de milieuvergunning opgemaakt moet worden.

De aansluiting op het openbare net geschiedt volgens de in bijlage 3 beschreven technische voorwaarden. In deze bijlage wordt bepaald of de inrichting zich in een beschermd stroomgebied bevindt.

5.2- Door de inrichting gebruikte producten

De inrichting stelt een lijst van de op de productiesite gebruikte en opgeslagen producten met vermelding van de aard van de producten met een veiligheidsblad en de opgeslagen en gebruikte hoeveelheden ter beschikking van de "S.P.G.E." en de "OAA".

5.3- Koelwater en regenwater

De inrichting treft alle maatregelen om het koelwater en het regenwater buiten het openbare saneringssysteem af te voeren.

Ze is het met de "S.P.G.E." eens over een tijdschema om deze doelstelling te bereiken, onder voorbehoud van technische en economische moeilijkheden.

De inrichting verbindt zich ertoe om geen procédé te gebruiken, dat ertoe strekt haar afvalwater te verdunnen door een overmatig waterverbruik of een ongeoorloofde lozing van koel- of regenwater, waarbij dezelfde totale verontreinigingsbelasting wordt behouden.

De in de milieuvergunning voorziene lozingsvoorwaarden zijn nochtans niet van toepassing.

5.4- Wateronttrekkingen

Voor bestaande installaties die niet voorzien zijn van een meter installeert de inrichting uiterlijk binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit contract een gekalibreerde en verzegelde voorziening voor het meten van het onttrokken water op iedere van haar bronnen voor de aanvoer van schoon water (drinkwaternet pompen in boorgaten of rivieren, stroomgebied, enz.); de eigenschappen van bedoelde voorziening worden in onderlinge overeenstemming tussen de partijen vastgelegd onverminderd de wettelijke bepalingen ter zake.

5.5- Bijwerking

In geval van wijziging van de in dit artikel vermelde informatie verbindt de inrichting zich ertoe om het aan de "S.P.G.E." mede te delen en om haar de aangepaste informatie te verstrekken.

Artikel 6 – FINANCIËLE VOORWAARDEN

6.1- Algemeen

De prijs van de aan de inrichting verleende dienst bestaat uit twee delen:

- een huishoudelijk deel;
- een industrieel deel.

6.2 - Huishoudelijk deel

Het huishoudelijk deel (CVA) wordt overeenkomstig artikel D.231*bis* van het Waterwetboek berekend en aan de "S.P.G.E" gefactureerd indien het niet rechtstreeks in de factuur van de verdeler is opgenomen.

De berekening kan uitgevoerd worden op basis van een forfaitair bedrag berekend overeenkomstig bijlage 2 bij het decreetgevend deel van het Waterwetboek.

6.3 - Industrieel deel

Het industrieel deel wordt berekend en gefactureerd overeenkomstig de artikelen 7 tot 9 van dit contract.

Om het bestaan en het bedrag van de "CAI" vast te stellen kan de "S.P.G.E." gebruik maken van alle bewijsmiddelen die door het gemene recht worden toegelaten, met inbegrip van de notulen van de beambten aangewezen krachtens artikel D.260 van het Waterwetboek.

Wanneer de configuratie van het netwerk geen duidelijk onderscheid maakt tussen de twee soorten afvalwater (huishoudelijk en industrieel), wordt al het afvalwater in het industriële deel opgenomen.

Artikel 7 – PRIJS VAN DE DIENST

7.1 - Berekening van de "CAI"

De onderneming betaalt de kosten van de sanering van het industrieel afvalwater ("CAI") die naar gelang van de geloosde hoeveelheden worden berekend, als volgt:

Berekeningsformule van de "C.V.A.I."

De reële kostprijs van de industriële sanering ("C.V.A.I.") wordt jaarlijks berekend als volgt:

$$C.V.A.I. = (CE + CI) * 1,05$$

met:

- CE : exploitatiekosten;

- CI : investeringskosten;
- ter herinnering: onverminderd artikel 7.3 van het contract worden de kosten van andere microverontreinigende stoffen dan zware metalen in dit stadium niet in aanmerking genomen.

Coëfficiënt 1,05 vertegenwoordigt de beheerskosten die eigen zijn aan de uitvoering van het dienstverleningscontract.

Exploitatiekosten ("CE")

De exploitatiekosten worden berekend op basis van de drie volgende elementen:

- de totale jaarlijkse exploitatiekosten van alle saneringsinstallaties alsook de kosten gebonden aan de opvolging van de industriële lozingen;
- de totale lasten en volume bij de ingang van de zuiveringsstations;
- de door de inrichting daadwerkelijk geloosde lasten en volume.

Hetgeen uitgedrukt wordt in de volgende formule:

$$CE = nd$$

Met de volgende waarden van de paramaters:

a	0,236
b	0,391
c	0,267
d	0,068
e	0,038
f (récup NO3)	0,092

Waar:

- E de jaarlijkse totale exploitatiekosten van de saneringsinstallaties zijn, namelijk de exploitatie-uitgaven van de boekhoudkundige balans van "S.P.G.E." van het voorgaande jaar, inclusief DIHEC (Aanzienlijke Uitgaven, Exclusief Lopende Exploitatie), na aftrekking van de exploitatieopbrengsten exclusief industrieën, de energiekosten van de afscheider/olieafscheider en de kosten betreffende de ETM (elementen metalen sporen).;
- Kosten "ETM" de opbrengst is van de jaarlijkse hoeveelheid slib, als onbenutbaar geclassificeerd wegens de overschrijding van de normen in "ETM" door de meerkosten gebonden aan de thermische valorisatie, op basis van de gegevens van het voorgaande jaar;
- Volind, DCO2hind, MESind, Ntotind, Ptotind en NO3ind het volume en de jaarlijkse lasten zijn in chemisch zuurstofverbruik na bezinking (DCO2h), in stoffen in suspensie (MES), in totale stikstof (Ntot), in totaal fosfor (Ptot) en in nitraten (NO3) gemeten in de lozing van industrieel afvalwater van de inrichting (waarden berekend op basis van de toezichtgegevens en van metingen overeenkomstig de voorschriften van het reglementair deel van het Waterwetboek). De waarde van NO3ind is facultatief;
- ETMind de jaarlijkse last is in ETM (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Hg) gemeten in de lozing van industrieel afvalwater van de inrichting (waarden berekend op basis van de toezichtgegevens en van metingen overeenkomstig de voorschriften van het reglementair deel van het Waterwetboek). De bijdrage van elk ETM tot de totale last wordt gewogen door de norm (in mg/kg MS) van toepassing voor de landbouwkundige valorisatie voor bedoeld ETM;
- Volstep-tot, DCOstep-tot, MESstep-tot, Ntotstep-tot, Ptotstep-tot en ETMtot het volume en de lasten zijn die jaarlijks behandeld worden door alle zuiveringsstations in Wallonië, op basis van de gegevens van het voorgaande jaar;
- ETMtot de jaarlijkse gemiddelde last in ETM (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Hg) is in het slib van alle zuiveringsstations in Wallonië, op basis van de gegevens van het jaar N-2, waar

elke gemiddelde concentratie gewogen wordt door de norm (in mg/kg MS) van toepassing voor de landbouwkundige valorisatie voor bedoeld ETM;

- a, b, c, d, e en f de wegingcoëfficiënten zijn die vastgesteld zijn naar gelang van de impact van de verschillende parameters op de exploitatiekosten van de zuiveringsstations. Vanaf 1 januari 2020 worden ze om de 5 jaar door de "S.P.G.E." aangepast op basis van de gegevens van het voorgaande jaar.

Investeringskosten (CI)

De investeringskosten worden berekend op basis van de drie volgende elementen:

- de afschrijvingslast en de schuld van de pompstations, van de zuiveringsstations en van de leidingen (buiten het rioleringsnet);
- de lasten en de totale nominale volumes van de opvangriolen en zuiveringsstations (berekend op basis van de nominale lasten van de zuiveringsstations);
- de lasten vermeld in de milieuvergunning;

Hetgeen uitgedrukt wordt in de volgende formule:

$$CI = ut$$

met de volgende waarden van de paramaters:

a'	0,389
b'	0,285
c'	0,245
d'	0,043
e'	0,038

Waar:

- I_{col} de jaarlijkse investerings- en financieringskosten zijn van het voorgaande jaar van de "C.V.A.I." toegekend aan de opvangriolen rekening houdende met een afschrijving over 40 jaar. Deze waarden worden elk jaar bijgewerkt op basis van de meting van de door de "S.P.G.E." uitgevoerde investeringen. Voor de ondernemingen die bewijzen dat ze het regenwater scheiden van het openbare afvalwaternetwerk, wordt de I_{col} met 13% verminderd;
- $Vol_{capacit\acute{e}coll}$ de nominale capaciteit is die verbonden is aan I_{coll} in m³/dag op basis van 0,18 m³/IE.dag, op grond van de gegevens van het jaar N-2 ;
- I_{step} de jaarlijkse investerings- en financieringskosten zijn van het voorgaande jaar van de openbare zuiveringsstations in leasing, na aftrek van de specifiek stedelijke kosten (zandvang/afscheiding van olie, stoffen van ruiming van septische putten, producten van reiniging van de saneringsnetten) waarvan de waarde op 1 januari 2013 4,1% is en die vanaf 1 januari 2020 om de 5 jaar wordt herzien, op basis van de gegevens van het voorgaande jaar;
- $Vol_{autoris\acute{e}}$, $DCO_{autoris\acute{e}}$, $MES_{autoris\acute{e}}$, $N_{tot_{autoris\acute{e}}}$ en $P_{tot_{autoris\acute{e}}}$ de hoeveelheden in m³/dag en kg/dag zijn , die berekend worden op basis van de dagelijkse gemiddelde waarden van de lozingsvergunning van de onderneming die van kracht is op 1 januari van het jaar van de berekening van de "CAI", na eventuele conversie overeenkomstig bijlage 2 bij het ministerieel besluit van ;

- $V_{ol_{capacit\acute{e}step}}$, $DCO_{capacit\acute{e}step}$, $MES_{capacit\acute{e}step}$, $N_{tot_{capacit\acute{e}step}}$, $P_{tot_{capacit\acute{e}step}}$ de nominale hoeveelheden in m³/dag en kg/dag zijn van de openbare zuiveringsstations in leasing voor het vorige jaar ;
- a, b, c, d, en e de wegingscoëfficiënten zijn die vastgesteld zijn naar gelang van de impact van de verschillende parameters op de investeringskosten. Vanaf 1 januari 2020 worden ze om de 5 jaar door de "S.P.G.E." aangepast op basis van de gegevens van het voorgaande jaar.

7.2 - Afwijking

Voor de berekening van de "CAI" kan de "S.P.G.E." ervan afzien rekening te houden met de verontreinigingsbelasting berekend op basis van de lozingsvergunning wanneer ze aanzienlijk verschillen van de werkelijk geloosde verontreinigingsbelastingen.

Die maatregel is voorlopig en geldt voor een maximale duur van 5 jaar.

Er wordt ook een conversie voorgesteld aan de inrichtingen waarvoor de waarden van de lozingsvergunningen volgens verschillende eenheden worden uitgedrukt.

7.3 - Kosten van de andere microverontreinigende stoffen dan "ETM"

De eventuele kosten gebonden aan de andere microverontreinigende stoffen dan de zware metalen kunnen bij aanhangsel in aanmerking worden genomen in de berekening van de "C.V.A.I."

7.4- Modaliteiten voor het rekening houden met de monsternemingen

De berekening van de "C.V.A.I." wordt uitgevoerd op basis van de toezicht- en metingsgegevens overeenkomstig de beginselen vastgesteld in het reglementair deel van het Waterwetboek en in het bijzonder in de artikelen R.333 en R.334.

7.5 - Bovengrens van de "C.V.A.I."

Overeenkomstig artikel D.260, § 3, van het Waterwetboek zijn de "CAI" gelijk aan de laagste van de twee sommen tussen de "C.V.A.I." en het equivalent van de belasting.

Het equivalent van de belasting wordt door het DGO3 (DOF) of, bij gebreke daarvan, door de "S.P.G.E." berekend.

7.6 - Gesimplificeerde formule van de belasting en eenheidstarief van de "CVAI"

Indien de inrichting blootgesteld is aan moeilijkheden van technische of economische aard om te laten overgaan tot de toezichtmaatregelen en om alle gegevens te verstrekken, verzoekt ze om de schriftelijke instemming van de "S.P.G.E." om van artikel R.326, § 1, af te wijken met vermelding van de motiveringen of moeilijkheden en de denkbare technische oplossingen. In geval van instemming verstrekt de inrichting de waarde van de debieten en de nuttige berekeningsgrondslagen (verbruik, productie, enz.) die zijn opgenomen in bijlage I bij het decreetgevend deel van het Waterwetboek. De "S.P.G.E." berekent de reële kostprijs van de industriële sanering aan de hand van de formule van het eenheidstarief vermeld in het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 en van het DGO3 (DOF) en, bij gebreke daarvan, berekent het equivalent van de belasting volgens de gesimplificeerde formule naar gelang van de activiteitensector. De "CAI" zijn gelijk aan de laagste van de twee sommen tussen de "CVAI" volgens de formule van het eenheidstarief en het equivalent van de belasting volgens de gesimplificeerde formule.

Vanaf 1 januari 2020 worden de eenheidstarieven (bijlage 4) om de 5 jaar op voorstel van de "S.P.G.E." bij ministerieel besluit aangepast op basis van de gegevens van het jaar N-2.

Op 1 januari van elk jaar wordt het bedrag van de "CAI" in eenheidstarieven automatisch en en van rechtswege geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen dat zes weken vóór de datum van de indexering van kracht is.

7.7- Berekening van de "CAI" in geval van niet-mededeling of gedeeltelijke mededeling van de gegevens

Wanneer de belastingplichtige geen gegeven of onvolledige informatie verstrekt, kan de "S.P.G.E." krachtens artikel D.260, § 3:

- ofwel tot een meting laten overgaan, die voor de berekening van de reële kostprijs van de industriële sanering en van de belasting op basis van de volledige formule dient;
- ofwel een debietmeting uitvoeren met een meting van de nuttige parameters en de reële kostprijs van de industriële sanering en de belasting volgens de in het Waterwetboek bedoelde methode berekenen;
- ofwel de kosten van de industriële sanering van het vorige jaar betreffende die lozing overnemen ;
- ofwel de kosten van de gemiddelde kosten van de industriële sanering van het vorige jaar betreffende het geheel van de inrichtingen van de activiteitsector van de inrichting overnemen .

De analysekosten zijn ten laste van de inrichting.

De "CAI" zijn gelijk aan de laagste van de twee sommen tussen de "CVAI" en het equivalent van de belasting.

7.8- Verificatie van de reële kostprijs van de industriële sanering door de Administratie

Bij betwisting van de metingen waarmee rekening wordt gehouden in de berekening van de reële kostprijs van de industriële sanering kan de Administratie op verzoek van de inrichting de door de "S.P.G.E." uitgevoerde berekening van het equivalent van de belasting verifiëren.

Artikel 8 - CONTROLERECHT

Eén keer per jaar kunnen de beroepsverenigingen van de industriëlen verzoeken om de mededeling van een specifiek verslag over de berekening van de "CVAI" dat, in voorkomend geval, opgemaakt kan worden door een in onderlinge overeenstemming aangewezen revisor.

Artikel 9 - FACTURERING VAN DE KOSTEN VAN DE INDUSTRIËLE SANERING

9.1- Modaliteiten

Elk jaar richt de "S.P.G.E" uiterlijk op 15 juli een voorschotfactuur van de "CAI" voor het lopende jaar. Het bedrag van het voorschot bedraagt 50 % van de "CAI" van het vorige jaar. In afwijking daarvan wordt de voorschotfactuur van de "CAI" niet tijdens het eerste jaar volgend op de ondertekening van het contract aan de inrichting gericht.

Elk jaar richt de "S.P.G.E" uiterlijk op 15 oktober een regularisatiefactuur (of volgens het geval een creditnota) voor het voorgaande jaar rekening houdende met het gestorte voorschot. Deze factuur of deze creditnota wordt door de globale berekeningsnota gerechtvaardigd. De betalingen worden gestort op rekening nr. BE28 091-0122502-20 geopend op naam van de "S.P.G.E".

De facturen worden gericht aan de maatschappij.....,adres, BTW-nummer, rekeningnummer (in geval van eventuele terugbetaling).....

In geval van verandering van factureringsadres moet de inrichting de "S.P.G.E." daarvan in kennis stellen.

De inrichting, haar vertegenwoordigers, haar curator moeten ook de "S.P.G.E." in kennis stellen van elke liquidatieprocedure in het kader van de wet betreffende de continuïteit van de ondernemingen en faillissement.

De door de " S.P.G.E. " uitgebrachte facturen zijn op hun vervaldag betaalbaar.

De "S.P.G.E." zal geen betwisting meer aannemen na afloop van een termijn van 6 maanden na de regularisatie, aangezien ze dan geacht wordt aangenomen te zijn door haar bestemming.

9.2 - Verwijlintresten

In geval van niet-betaling van de dienst door de inrichting moet laatstgenoemde de sommen die ze op basis van dit contract verschuldigd is, betalen; die sommen worden van rechtswege verhoogd met de interesten tegen de wettelijke rentevoet bedoeld in de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest vanaf de vervaldatum van de factuur "S.P.G.E.".

Artikel 10 – HERZIENING VAN HET CONTRACT

Om rekening te houden met de economische, technische en reglementaire voorwaarden kunnen de bepalingen van dit contract en met name de modaliteiten voor de toepassing van de tarifiering opnieuw onderzocht worden, met name in de volgende gevallen:

- 1° in geval van verandering van de samenstelling van het geloosde afvalwater;
- 2° in geval van substantiële wijziging van de kunstwerken van de openbare saneringsdienst;
- 3° in geval van wijziging van de wetgeving die van kracht is op het gebied van het water of inzake milieubescherming, van het beheerscontract van de "S.P.G.E." of inzake verwijdering van slib;
- 4° in geval van nieuwe belasting gebonden aan de uitvoering van Richtlijn 2000/60/EG;
- 5° in geval van herziening van de milieuvergunning.

De algemene voorwaarden van dit contract kunnen door de Regering herzien worden en zijn van toepassing zodra ze goedgekeurd worden.

Artikel 11 – BIJ TEKORTKOMING IN ACHT TE NEMEN GEDRAGSLIJN

11.1- In geval van niet-mededeling of gedeeltelijke mededeling van de gegevens

De "S.P.G.E." zendt een kennisgevingsbrief aan de inrichting, waarin ze hem verzoekt om de ontbrekende gegevens mede te delen. De inrichting beschikt dan over een kalendermaand om de ontbrekende gegevens aan de "S.P.G.E." te laten overmaken. Indien de ontbrekende

gegevens niet binnen deze termijn aan de "S.P.G.E." worden overgemaakt of indien de verstrekte gegevens onaangepast zijn voor de berekening van de "CAI", kunnen de "CAI" berekend op basis van de in artikel 7.7. bedoelde methode vermenigvuldigd worden door een coëfficiënt waarvan de waarde volgens de volgende toestanden wordt bepaald:

- Bij de eerste tekortkoming geldt de coëfficiënt 1,25.
- Bij de tweede tekortkoming geldt de coëfficiënt 1,5.
- Bij de derde tekortkoming geldt de coëfficiënt 2.
- Bij de vierde tekortkoming geldt de coëfficiënt 3.

Indien de ontbrekende gegevens binnen deze termijn aan de "S.P.G.E." worden overgemaakt en indien ze volledig geschikt zijn voor de berekening van de "CAI", worden de "CAI" berekend op grond van de in artikel 7.7. bedoelde methode vermenigvuldigd met 1 (geen verhoging). Dit geval geldt nochtans als overtreding: bij herhaling mag de coëfficiënt van 1,25 niet meer toegepast worden; de coëfficiënt van 1,5 zal onmiddellijk gebruikt worden. In alle gevallen stuurt de "S.P.G.E.", volgens de in punt 7.7. bepaalde voorwaarden, een bevel tot opmeting dat, in voorkomend geval, gefactureerd zal worden.

11.2- In geval van niet-naleving van de voorwaarden van de vergunning

Onverminderd artikel 58 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning moet de inrichting, in geval van overschrijding van de bepaalde grenswaarden of van lozing van producten die in de milieuvergunning niet-toegelaten zijn:

- de "OAA" en de "S.P.G.E." daarover informeren, zodra ze daarvan kennis heeft,
- de nodige maatregelen treffen om de verontreiniging van het geloosde afvalwater te beperken.

Indien er iets tijdens de fabricage is misgegaan of in geval van iedere andere gebeurtenis die een overschrijding van de in de vergunning bepaalde grenswaarden of van de voor de berekening van de investeringskosten bepaalde waarden kan veroorzaken, moet de inrichting:

- de "OAA" zo spoedig mogelijk daarvan in kennis stellen via de in bijlage 5 vermelde contactpersonen;
- indien nodig, de maatregelen nemen om de uitzonderlijk verontreinigde lozingen af te voeren naar een gespecialiseerd behandelingscentrum, behalve instemming van de "OAA" in spoedgevallen, voor een andere oplossing;
- haar afvoersysteem voor ander afvalwater dan huishoudelijk afvalwater isoleren indien de overschrijding een ernstig risico vormt voor de werking van de openbare saneringsdienst of voor het natuurlijk milieu, of op gerechtvaardigd verzoek van de "OAA";
- de lozing in duur, hoeveelheid en kwaliteit nauwkeurig kenmerken via een bijkomende monsterneming indien het afvalwater naar het zuiveringsstation wordt geloosd.

In geval van niet-overeenstemming van de lozingen van de inrichting en om rekening te houden met de technische moeilijkheden gebonden aan het in conformiteit brengen van haar lozingen, gaan de "OAA" en de inrichting tot een gemeenschappelijk onderzoek over van de oplossingen die de toestand kunnen verhelpen en die verenigbaar zijn met, enerzijds, de exploitatiebeperkingen van de openbare saneringsdienst, en, anderzijds, met de werking van de inrichting.

De verschillende partijen beslissen in onderlinge overeenstemming om een tijdschema aan te nemen waarin minstens wordt voorzien in:

- de lijst van de te voeren acties,

- de te bereiken waarden,
- de datum van het in conformiteit brengen.

De inrichting is verantwoordelijk voor de schadelijke gevolgen die de "S.P.G.E." of de "OAA" heeft geleden wegens de niet-nakoming van de lozingsvoorwaarden voor haar afvalwater en, in het bijzonder, van de in de milieuvergunning bepaalde grenswaarden of van de voor de berekening van de investeringskosten bepaalde waarden, en dit, zodra de oorzakelijkheid tussen de niet-overeenstemming van bedoelde lozingen en de door de "S.P.G.E." of de "OAA" geleden schade bewezen wordt.

11.3 - Uitzonderlijk geval

In geval van een actueel of dreigend gevaar voor de installaties, van het personeel of van ernstige verstoring van de werking van haar kunstwerken, die een onmiddellijke tussenkomst vereisen, behouden de "S.P.G.E." en de "OAA" zich het recht voor om:

- a) in het openbaar net en op de zuiveringsinstallaties slechts het gedeelte van afvalwater overeenstemmend met de in de milieuvergunning bepaalde voorschriften aan te vaarden;
- b) alle maatregelen te treffen die het vastgestelde incident, met inbegrip van het schrappen van de betrokken lozing(en), kan doen eindigen, indien de beperking van de opgevangen en behandelde debieten bedoeld in vorig punt a) niet kan worden uitgevoerd of ondoeltreffend is of wanneer de lozingen van de inrichtingen belangrijke risico's inhouden (bewezen risico voor de volksgezondheid, ernstige aantastingen van het milieu, ernstige verstoring van de werking).

De belissing wordt met redenen omkleed en bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of bij ieder ander middel indien het urgente karakter van de situatie het rechtvaardigt, aan de inrichting door de "OAA" betekend.

Artikel 12 – FORMALITEITEN VOOR HET SCHRAPPEN VAN EEN LOZING

Behalve uitzonderlijk geval bedoeld in artikel 11.2., kan het schrappen van een lozing pas na kennisgeving van de belissing door de "S.P.G.E." aan de inrichting bij aangetend schrijven met bericht van ontvangst effectief zijn, waarbij de inrichting over een maand beschikt om de tekortkoming te verhelpen of om haar uitleg te geven.

Indien de inrichting na bovenvermelde termijn van één maand niet reageert of indien de tekortkoming blijft bestaan of indien de door de inrichting voorgestelde oplossingen om de tekortkoming te verhelpen, onaangepast of onvoldoende zijn, kan de "S.P.G.E." van ambtshalve overgaan of laten overgaan tot het schrappen van een lozing.

De tekortkomingen die in aanmerking kunnen worden genomen, zijn de volgende:

- de niet-naleving van de bepalingen van de vergunning of van deze overeenkomst a fortiori wanneer ze een gerechtvaardigd en belangrijk risico voor de openbare saneringsdienst met zich meebrengt;
- de niet-toegelaten wijziging van de samenstelling van het industrieel afvalwater;
- de niet-installatie van de metings- en monsternemingsvoorzieningen opgelegd bij de reglementering of de milieuvergunning;
- de niet-nakoming van de aanpassingstijdschema's;
- de onmogelijkheid voor het "DGO3 (DOF)", de "S.P.G.E." of hun gemachtigde om tot de metingen over te gaan.

In geval van verwijdering van een lozing is de inrichting verantwoordelijk voor de verwijdering van het afvalwater.

Artikel 13 – OPSCHORTING OF STILLEGGING VAN DE DIENST

Tijdens op de opschortingen of stilleggingen van de dienst ten algemene nutte ten gevolge van de gevallen van overmacht of ingebrekestelling van de onderneming die industrieel afvalwater loost of bij toepassing van de artikelen 11.2 en 12 zijn de "S.P.G.E." en de "OAA" niet gehouden een schadeloosstelling of een compensatie te betalen.

Artikel 14 - AANSPRAKELIJKHEDEN

De uitvoering van dit contract brengt op geen enkele wijze de aansprakelijkheid van de "S.P.G.E." of de "OAA" met zich mee wat betreft de schade aan personen, aan goederen en aan het milieu die rechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten van de instelling.

Daartoe garandeert de instelling de "S.P.G.E." en de "OAA" tegen elke vordering tot schadevergoeding die door derden wordt ingesteld.

De inrichting informeert zo soedig mogelijk de "S.P.G.E." en de "OAA" over iedere gebeurtenis die nadelig kan zijn voor de uitvoering van dit contract en verstrekt haar iedere toelichting die relevant is voor de uitvoering van de saneringsdienst. Ze stelt haar personeel in kennis van die verplichting en ziet erop toe dat het deze nakomt.

De inrichting bezorgt de "S.P.G.E." een attest van de verzekering "burgerlijke aansprakelijkheid-exploitatie" ter dekking van schade aan de "S.P.G.E.", de "OAA" en derden, dat voorziet in het afzien van beroepen tegen de "S.P.G.E." en de "OAA". De grenzen worden aan de activiteit van de onderneming aangepast (bijlage 6).

Daartoe garanderen de "S.P.G.E." en de "OAA" de inrichting tegen elke vordering tot schadevergoeding die door derden wordt ingesteld, en voortvloeiend uit de niet-naleving van hun verbintenissen.

Artikel 15 – AFSTAND OF OVERDRACHT VAN ACTIVITEITEN

De wederzijdse rechten en verplichtingen van dit contract blijven bestaan in geval van afstand, overdracht of delegatie van activiteiten aan een andere persoon.

In dit geval laten de partijen op initiatief waarvan die overdracht plaatsvindt, de termen van dit contract door de overnemer bekrachtigen; bij gebreke daarvan zijn ze hoofdelijk aansprakelijk.

De partijen verbinden zich ertoe om de andere partijen in kennis te stellen van de afstand van de exploitatie.

Artikel 16 – CONTINUÏTEIT VAN HET CONTRACT

De partijen verbinden zich ertoe om te zorgen voor de continuïteit van dit contract indien een clause van dit contract gewijzigd of nietig verklaard zou worden door een wettelijke bepaling. De partijen verbinden zich ertoe om het contract opnieuw te onderhandelen zonder de fundamentele principes daarvan te wijzigen opdat het evenwicht wordt nageleefd. Hetzelfde geldt met name in geval van wijziging van de lozingsvoorwaarden van het openbare zuiveringsstation dat het industrieel water opvangt (met name, nieuwe parameters die aan de lozing worden opgelegd).

Elke ontwikkeling of verandering in de activiteit van de inrichting die gevolgen heeft op de kenmerken van het geloosde afvalwater wordt eerst aan de "OAA" en aan de "S.P.G.E." meegedeeld.

Het is aan de "OAA" en de "S.P.G.E." om de reikwijdte van deze wijzigingen met betrekking tot de toelating van het afvalwater in het net te beoordelen. Indien nodig kan dat leiden tot de herziening van de vergunning en/of van deze overeenkomst.

De inrichting is verantwoordelijk voor de aanvraag van een wijzigingsvergunning bij de bevoegde overheid.

Artikel 17 – EINDE VAN HET CONTRACT

17.1. Opzegging bepaald door de Waalse Regering

Overeenkomstig artikel D.260, § 3, laatste lid, van het Waterwetboek, kan de "S.P.G.E." op verzoek van de Waalse Regering de dienstencontracten per categorie inrichtingen, bij aangetekend schrijven, zonder vergoeding en mits een opzegging van 12 maanden opzeggen.

17.2. Opzegging

De inrichting of de "S.P.G.E." kunnen dit contract op ieder ogenblik bij met redenen omklede en aangetekende brief opzeggen mits een opzegging van zes(6) maanden betekend aan de partijen bij het contract.

De opzegging kan plaatsvinden wanneer er geen lozing van industrieel afvalwater meer is in het zuiveringsstation.

17.3. Gevolgen van het einde van het contract

De "S.P.G.E." deelt het einde van de lozing van het industrieel afvalwater in het openbare zuiveringsstation aan het "DGO3" mede. De inrichting die het industrieel afvalwater zonder dienstverleningscontract loost, moet de belasting betalen.

Aan het einde van het contract zijn de door de inrichting verschuldigde sommen als prijs voor de dienst ("CVA", "C.V.A.I.") onmiddellijk opeisbaar.

Aan het einde van het contract kan de "S.P.G.E." een vergoeding aan de inrichting vragen indien de tenlasteneming van de behandeling van het afvalwater van de inrichting een bijzondere afmeting van de opvang- en behandelingsvoorzieningen heeft vereist. Die vergoeding wordt beperkt tot de niet-afgeschreven kosten van de bijzondere afmeting. Die vergoeding beoogt met name de gevallen van overdracht van activiteiten.

Te rekenen van de datum van inwerkingtreding van het einde van het contract kunnen de "S.P.G.E." en de "OAA" overgaan of laten overgaan tot het schrappen van de lozingen.

Artikel 18 – TOEPASSELIJK RECHT, BEMIDDELING EN BEVOEGDE RECHTBANKEN

Het Belgisch recht is van toepassing op dit contract. In geval van wijziging van de wetgeving betreffende het leefmilieu stelt de "S.P.G.E." contractuele aanpassingen voor zodat het contract voor industriële sanering met de vigerende wetgeving overeenstemt.

Ieder geschil tussen de partijen betreffende de toepassing van dit contract behoort tot de exclusieve bevoegdheid van de rechtbanken van de maatschappelijke zetel van de betrokken "OAA" na een bemiddelingspoging.

Artikel 19 - DUUR

Dit contract wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Article 20 - INWERKINGTREDING

Behalve afwijking bepaald in de bijzondere voorwaarden treedt dit contract in werking op 1 januari van het jaar volgend op de datum van ondertekening van het contract.

Voor een nieuwe vestiging na de inwerkingtreding van het besluit tot goedkeuring van het dienstverleningscontract (1 januari 2020) kan het industrieel dienstverleningscontract tegelijk gesloten worden en in werking treden.

B- BIJZONDERE VOORWAARDEN

In voorkomend geval.

C- BIJLAGEN BIJ HET CONTRACT

De volgende documenten worden bij dit contract gevoegd:

- Bijlage 1 – Elementen betreffende het afvalwater bedoeld in de milieuvergunning;
- Bijlage 2 – Aan de inrichtingen eigen installaties;
- Bijlage 3 – Technische voorwaarden tot vaststelling van de lozingen;
- Bijlage 4 – Eenheidstarieven;
- Bijlage 5 - Contactpersonen;
- Bijlage 6 - Verzekeringsattest;
- Bijlage 7 – Bijzondere technische voorwaarden.

Opgemaakt te ..., op ...in drie exemplaren

Waarvan elke partij erkent er één van te hebben ontvangen.

Voor de inrichting,

De Directeur,

Voor de "OAA",

Voor de "S.P.G.E.",

C-. BIJLAGEN**BIJLAGE 1 – ELEMENTEN VAN DE MILIEUVERGUNNING BETREFFENDE HET WATER****BIJLAGE 2 – AAN DE INRICHTINGEN EIGEN INSTALLATIES**

In voorkomend geval (bij voorbeeld, in geval van voorbehandeling) in te vullen

BIJLAGE 3 – TECHNISCHE VOORWAARDEN TOT VASTSTELLING VAN DE LOZINGEN

De aansluiting op die netwerken wordt verricht via:

- ...lozing(en) – afvoer voor het huishoudelijk afvalwater (+ naam van de straat)
- ...lozing(en) – afvoer voor het industrieel afvalwater (+ naam van de straat)
- ...lozing(en) – afvoer voor het regenwater (+ naam van de straat)
- ...lozing(en) – afvoer voor het koelwater (+ naam van de straat)

<i>Lozing</i>	<i>Af-voer</i>	<i>Aard van het water</i>	<i>Opvangmilieu</i>	
L.	A.	Industrieel afvalwater uit het process	Lozing in een riool	Naam straat
L.	A.	Industrieel afvalwater uit de omgekeerde osmose	Lozing in het oppervlaktewater	Waterlichaam
L.	A.	Huishoudelijk afvalwater	Lozing in de riool	Naam straat
L.	A.	Regenwater	Lozing in de riool	Naam straat

Er bestaan dus x afzonderlijke lozingen of één enkel lozingspunt bestaande uit X afvoeren (mangat die de afzonderlijke monsterneming van de stromen mogelijk maakt) overeenkomstig de in de vergunning gedane identificatie.

Elke lozing van huishoudelijk afvalwater voldoet aan de voorschriften van de milieuvergunning en van artikel R.277 van het Waterwetboek.

Elke lozing (of afvoer) van industrieel afvalwater voldoet aan de voorschriften van de milieuvergunning of, bij gebreke daarvan, van de "OAA". Ze moet(en) beschikken over een controlevoorziening bestaande uit een inspectieput waarin de monsternemingen worden uitgevoerd, en die voldoet aan de volgende eisen:

- het gemakkelijke monsternemen van het geloosde water mogelijk maken;
- op ieder ogenblik en voortdurend gemakkelijk toegankelijk zijn voor de *beambten van de openbare saneringsdienst van de "OAA" en van de "S.P.G.E."* ;
- *de installatie van de voor de metingen en monsternemingen vereiste uitrustingen mogelijk maken;*
- geplaatst zijn op een plaats waar de hoeveelheid en de kwaliteit van het water kan worden gegarandeerd.

BIJLAGE 4 – EENHEIDSTARIEVEN

TD_ACTI	OMSCHRIJVING ACTIVITEIT	CVAI Eenheidstarief (€/m ³)
	alle sectoren	2,82
1	MELK	7,02
2	IJZERMETALLURGIE	1,06
3	NON-FERROMETALLURGIE	0,63
4	TEXTIELVEREDELING	2,51
5	WASSERIJEN	3,73
6	VISVERWERKENDE NIJVERHEID	4,28
7	SUIKERINDUSTRIE	1,74
10	LEERLOOIERIJ EN WITLOOIERIJ	2,15
12	BIERBROUWERIJEN, MOUTERIJEN...	3,17
13	ONTVETTING VAN ZWEETWOL	2,51
14	PAPIER EN KARTON	4,40
15	GLAS	0,97
16	SLACHTHUIZEN	4,92
17	FRUITEN EN GROENTEN	8,24
19	METAALVERWERKING	1,07
21	PETROCHEMIE EN ORGANISCHE CHEMIE	4,59
24	SLACHTHUIZEN VOOR GEVOGELTE	0,67
25	VLEES	3,72
26	AARDAPPELEN	2,46
27	OLIEN EN VETTEN	36,26
28	PEROXIDEN	24,15
32	VERNISSEN, VERVEN, ...	0,54
33	STEENGROEVEN, CEMENTINDUSTRIE...	0,49
37	OPPERVLAKTESTOFFEN	19,68
38	GRAFISCHE INDUSTRIE	1,09
40	FARMACEUTISCHE INDUSTRIE	1,06
41	REINIGEN VAN TANKS	1,40
42	LABORATORIA	1,11
44	VEZELPANELEN	7,77
46	STORTINGEN VAN AFVALSTOFFEN	1,81
49	OPSLAG VAN VLOEIBARE STOFFEN	0,81
60	VERWERKING VAN KUNSTSTOF	0,93
61	ZWEMBADEN	1,03
66	ZIEKENHUIZEN	120,72 €/lit
79	VERWERKENDE INDUSTRIE	0,40
80	VUURWERK	1,03
83	TEXTIEL (DIVERS)	30,15
84	ANDERE CHEMISCHE INDUSTRIE	0,71
85	NIET-METAALHOUDENDE MINERALE PRODUCTEN	0,73
86	RUBBER	0,48
89	TTT AFVAL	3,53
90	ELEKTRICITEITSCENTRALES	1,10

91	PRODUCTIE VAN DRINKWATER	0,59
92	ANDERE LEVENSMIDDELENINDUSTRIE	5,39
93	REPARATIES VAN AUTO'S	1,26
99	"andere"?	1,24

BIJLAGE 5 - CONTACTPERSONEN**BIJLAGE 6 - VERZEKERINGSATTEST****BIJLAGE 7 – BIJZONDERE TECHNISCHE VOORWAARDEN**

Bij voorbeeld in geval van afvoer via vrachtwagen (met name, opslaginfrastructuur, afvoervoorwaarden aangezien de milieuvergunning in geen normen voorziet, enz.)"

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 tot aanneming van het model van dienstverleningscontract voor industriële sanering en tot wijziging van diverse bepaling van het Waterwetboek en van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Namen, 30 november 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200261]

13 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'article D.140, § 1^{er}, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par les décrets des 22 juillet 2010, 27 mars 2014 et 17 juillet 2018;

Vu le Code forestier, l'article 3, 1^o, modifié par le décret du 27 octobre 2011;

Vu la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts;

Vu le rapport du 8 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 12 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article R.87 de la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « ainsi que les agents de la DGARNE affectés au rôle de garde SOS Environnement-Nature » sont insérés entre les mots « des contrôles » et les mots « sont chargés »;